



**ASSEMBLÉE NATIONALE**

DIRECTION DE LA LÉGISLATION

---

**1992**

**Répertoire législatif  
de  
l'Assemblée nationale**



---

Lois sanctionnées au cours de la 2<sup>e</sup> session de la 34<sup>e</sup> Législature tenue du 19 mars au 23 juin 1992,  
du 3 au 16 septembre 1992 et du 24 novembre au 22 décembre 1992



#### NOTE

*Ce seizième Répertoire législatif annuel comporte, comme les années antérieures, un sommaire de l'activité législative de l'Assemblée nationale au cours de l'année 1992.*

*La liste, sous forme de table de concordance, des lois adoptées en 1992 inclut les lois publiques et les lois d'intérêt privé et de députés, mais les fiches descriptives de chaque loi de même que le tableau des modifications ne concernent que les lois publiques.*

La Direction de la législation  
Assemblée nationale  
Québec

11A8

45

52

.3

/P. Gans

## SOMMAIRE

	<b>Page</b>
Liste des lois sanctionnées .....	5
Table de concordance .....	10
Fiches relatives aux lois .....	11
Liste des lois par ministère ou secteur .....	105
Liste des projets de loi présentés mais non adoptés en 1992 .....	109
Liste des lois antérieures à 1992 entrées en vigueur par proclamation ou décret	111
Tableau des modifications globales .....	115
Tableau des modifications .....	117
Index alphabétique des lois.....	165



## LISTE DES LOIS SANCTIONNÉES

**Lois sanctionnées au cours de l'année 1992, avec le numéro de chapitre qu'elles porteront dans le Recueil des lois de 1992**

<i>P.L.</i>	<i>Titre</i>	<i>Chapitre</i>
1	Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec	14
2	Loi n° 2 sur les crédits, 1992-1993	4
3	Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune	15
4	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic	16
5	Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik	6
6	Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et d'autres dispositions législatives	17
7	Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux	18
9	Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie	19
10	Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale	7
11	Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur et d'autres dispositions législatives	58
12	Loi n° 3 sur les crédits, 1992-1993	10
13	Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires et prévoyant diverses dispositions concernant l'établissement du district judiciaire de Laval	20
15	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives	21
16	Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec	22
17	Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique	23
18	Loi modifiant la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles	59

<i>P.L.</i>	<i>Titre</i>	<i>Chapitre</i>
19	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les affaires régionales	24
20	Loi abrogeant la Loi concernant les droits sur les divertissements	25
21	Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives	26
22	Loi modifiant la Loi sur les cités et villes, le Code municipal du Québec et d'autres dispositions législatives	27
23	Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche et la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés	28
24	Loi modifiant la Loi favorisant la réforme du cadastre québécois et d'autres dispositions législatives	29
25	Loi modifiant la Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse	30
26	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'administration des lois fiscales	31
27	Loi sur la Société de financement agricole et modifiant d'autres dispositions législatives	32
28	Loi sur la Société Innovatech du Grand Montréal	33
30	Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite	60
31	Loi concernant le Régime de retraite pour certains employés du Centre hospitalier de l'Université Laval et le Régime de retraite pour certains employés de la Commission des écoles catholiques de Québec	34
32	Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières	35
33	Loi modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance	36
34	Loi modifiant la Loi concernant un jugement rendu par la Cour suprême du Canada le 13 décembre 1979 sur la langue de la législation et de la justice au Québec	37
35	Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, la Loi sur la santé et la sécurité du travail et la Loi sur l'assurance-maladie	11
36	Loi modifiant la Loi électorale et la Loi sur la consultation populaire	38



<i>P.L.</i>	<i>Titre</i>	<i>Chapitre</i>
37	Loi concernant la prolongation des conventions collectives et la rémunération dans le secteur public	39
38	Loi sur l'application de la réforme du Code civil	57
39	Loi n° 4 sur les crédits, 1992-1993	40
41	Loi sur les adoptions d'enfants domiciliés en République populaire de Chine	41
42	Loi concernant l'application de certaines dispositions du Code de procédure pénale et modifiant diverses dispositions législatives	61
44	Loi modifiant la Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec	47
45	Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services	50
46	Loi modifiant la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec	51
47	Loi concernant le versement d'une allocation de retraite et d'autres prestations et modifiant la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	62
50	Loi modifiant le Code de procédure civile concernant le recouvrement des petites créances	63
51	Loi sur le Conseil des aînés	64
52	Loi sur le ministère de la Culture	65
53	Loi sur le Conseil des arts et des lettres du Québec	66
54	Loi concernant le barrage-réservoir des Rapides des Cèdres	52
55	Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives	53
57	Loi sur la voirie et modifiant diverses dispositions législatives	54
59	Loi modifiant la Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux	55
61	Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement	56
63	Loi n° 5 sur les crédits, 1992-1993	48

<i>P.L.</i>	<i>Titre</i>	<i>Chapitre</i>
65	Loi concernant le recensement suivant la délimitation des circonscriptions électorales et modifiant la Loi sur la consultation populaire	49
66	Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et modifiant d'autres dispositions législatives	67
141	Loi sur l'enseignement privé	68
185	Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction	42
205	Loi concernant la succession de Herbert James Symington	82
208	Loi concernant certaines fiducies constituées au bénéfice de Marian Webster Taylor	83
214	Loi concernant la municipalité de Saint-Jean-Port-Joli	72
215	Loi concernant Club de Golf le Portage Inc.	78
217	Loi concernant Consolidated Bowling Ltd.	80
218	Loi concernant Club de Curling de Montréal Ouest Inc.	79
219	Loi modifiant la Loi constituant la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec	75
221	Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal	73
223	Loi concernant certains actes de donation et de fiducie conclus par Eugene Waddell	84
225	Loi concernant Restaurant Belle-Ville Inc.	81
227	Loi concernant la ville de Vanier	71
235	Loi concernant Pipeline Interprovincial (Québec) Inc.	74
267	Loi concernant la ville de Gatineau	70
281	Loi concernant la ville de Saint-Laurent	69
282	Loi concernant La Société médicale de Montréal Inc.	76
290	Loi concernant certaines fiducies constituées par Colin Wesley Webster	85
297	Loi concernant Les cimetières catholiques romains de l'archidiocèse de Gatineau-Hull	77

<i>P.L.</i>	<i>Titre</i>	<i>Chapitre</i>
300	Loi concernant la succession de Gérard Morissette	86
404	Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale et d'autres dispositions législatives	9
406	Loi sur l'Institut québécois de réforme du droit	43
407	Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal	1
408	Loi sur la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre	44
409	Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise	45
410	Loi favorisant l'augmentation du capital des petites et moyennes entreprises	46
413	Loi modifiant la Loi sur l'optométrie	12
415	Loi sur le Conseil de la santé et du bien-être	8
416	Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration	5
417	Loi modifiant la Loi sur la publicité le long des routes	13
418	Loi modifiant la Loi sur la Société immobilière du Québec	2
419	Loi n° 1 sur les crédits, 1992-1993	3

## TABLE DE CONCORDANCE

<i>Chapitre</i>	<i>P.L.</i>	<i>Chapitre</i>	<i>P.L.</i>	<i>Chapitre</i>	<i>P.L.</i>
1	407	30	25	59	18
2	418	31	26	60	30
3	419	32	27	61	42
4	2	33	28	62	47
5	416	34	31	63	50
6	5	35	32	64	51
7	10	36	33	65	52
8	415	37	34	66	53
9	404	38	36	67	66
10	12	39	37	68	141
11	35	40	39	69	281
12	413	41	41	70	267
13	417	42	185	71	227
14	1	43	406	72	214
15	3	44	408	73	221
16	4	45	409	74	235
17	6	46	410	75	219
18	7	47	44	76	282
19	9	48	63	77	297
20	13	49	65	78	215
21	15	50	45	79	218
22	16	51	46	80	217
23	17	52	54	81	225
24	19	53	55	82	205
25	20	54	57	83	208
26	21	55	59	84	223
27	22	56	61	85	290
28	23	57	38	86	300
29	24	58	11		

## Projet de loi 1 (chapitre 14)

### Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur la Communauté urbaine de Québec à l'égard de la compétence de la Communauté en matière d'assainissement des eaux usées et de disposition des déchets.

La loi octroie des pouvoirs additionnels à la Communauté pour lui permettre de contrôler les eaux usées et les autres matières qui sont déversées dans ses ouvrages d'assainissement notamment en obligeant les personnes qui déversent des eaux usées ou d'autres matières d'une catégorie déterminée à être titulaire d'un permis de déversement.

La loi permet, entre autres, à la Communauté d'exiger de l'auteur d'un acte dérogatoire aux normes de déversement établies qu'il répare lui-même le dommage causé ou en rembourse les frais de réparation encourus. De plus, elle précise les pouvoirs d'inspection de la Communauté en matière d'assainissement des eaux usées et implante un régime de peines spécifiques à l'endroit des contrevenants aux règlements et aux ordonnances de la Communauté qui portent sur ce domaine de compétence.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'élimination des déchets, la loi permet plus particulièrement à la Communauté d'établir, de posséder et d'exploiter des établissements de récupération et de recyclage des déchets.

Enfin, cette loi permet à la Communauté de fixer de nouvelles règles de répartition entre les municipalités desservies des dépenses de la Communauté en matière d'assainissement des eaux usées et d'élimination, de récupération et de recyclage des déchets.

<b>Ministre responsable:</b>	le ministre des Affaires municipales
<b>Parrain:</b>	M. Claude Ryan
<b>Présentation:</b>	25 mars 1992
<b>Adoption du principe:</b>	8 avril 1992
<b>Commission de l'aménagement et des équipements:</b>	21 mai 1992;
<b>Adoption:</b>	18 juin 1992
<b>Sanction:</b>	23 juin 1992
<b>Entrée en vigueur:</b>	23 juin 1992

**Loi modifiée:** Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3)

**Projet de loi 2 (chapitre 4)****Loi n° 2 sur les crédits, 1992-1993**

**Objet:** Cette loi a pour objet d'autoriser le gouvernement à payer sur le fonds consolidé du revenu une somme de 9 776 305 700,00 \$ représentant un peu plus du quart des crédits à voter apparaissant au budget des dépenses du Québec pour l'année financière 1992-1993, selon les montants présentés en annexe en regard de chacun des programmes des ministères et organismes qui y sont énumérés.

**Ministre responsable:** le ministre des Finances

**Parrain:** M. Gérard D. Levesque

**Présentation:** 26 mars 1992

**Adoption du principe:** 26 mars 1992

**Commission plénière:** 26 mars 1992

**Adoption:** 26 mars 1992

**Sanction:** 26 mars 1992

**Entrée en vigueur:** 26 mars 1992

**Loi modifiée:** Aucune

## Projet de loi 3 (chapitre 15)

### Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune

**Objet:** Cette loi a pour objet de modifier la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune en ce qui concerne notamment le pouvoir d'acquisition du ministre et celui de conclure des ententes.

Cette loi modifie la définition de «résident» et précise les règles relatives à la disposition de biens saisis périssables. En matière d'infractions, elle crée une nouvelle infraction à l'encontre d'une personne en possession d'une arme chargée la nuit dans un endroit fréquenté par le gibier et précise l'interdiction de tirer d'un véhicule ou d'y avoir une arme chargée.

Cette loi autorise, par ailleurs, le ministre à limiter le nombre de permis et étend le régime d'indemnisation pour couvrir les dommages causés à un tiers par toute personne qui chasse ou piège.

Enfin, cette loi augmente le nombre de membres du conseil d'administration de la Fondation de la faune du Québec, précise certains pouvoirs réglementaires et apporte des modifications de concordance.

<b>Ministre responsable:</b>	le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche
<b>Parrain:</b>	M. Gaston Blackburn
<b>Présentation:</b>	31 mars 1992
<b>Adoption du principe:</b>	14 mai 1992
<b>Commission de l'aménagement et des équipements:</b>	14 mai 1992
<b>Adoption:</b>	23 juin 1992
<b>Sanction:</b>	23 juin 1992
<b>Entrée en vigueur:</b>	le 1 <sup>er</sup> juillet 1992, sauf l'article 13 qui entrera en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'article 128.18 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune

**Loi modifiée:** Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., chapitre C-61.1)

## Projet de loi 4 (chapitre 16)

### Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic

**Objet:** Cette loi apporte diverses modifications aux régimes de retraite des secteurs public et parapublic afin de donner suite à des propositions formulées par le Comité de retraite et afin de faciliter l'administration de ces régimes.

C'est ainsi que la loi précise d'abord certaines règles relatives à l'assurance-salaire et applicable au régime de retraite de certains enseignants, au régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, au régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, au régime de retraite des enseignants et au régime de retraite des fonctionnaires.

La loi modifie également la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics concernant le partage du patrimoine familial, d'une part, afin que les règles prévues à cette loi puissent s'appliquer à certains régimes de retraite établis en vertu de celle-ci et, d'autre part, afin que les frais d'administration et autres dépenses relatifs au partage et non acquittés à l'échéance puissent porter intérêt. Par ailleurs, elle modifie cette même loi pour augmenter de 8 à 10 le nombre de membres faisant partie du Comité de placement des fonds des employés de niveau non syndicable et pour assurer une immunité à l'arbitre dans l'exercice de ses fonctions.

La loi modifie de plus la Loi sur le régime de retraite des enseignants et la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires pour permettre, à certaines conditions, à un enseignant ou à un fonctionnaire qui a cessé d'être député de maintenir sa participation à l'un de ces régimes. Elle abolit dans la Loi sur le régime de retraite des enseignants le délai en vertu duquel un enseignant peut demander de racheter le service effectué lorsqu'il était député. Par ailleurs, elle apporte dans la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels certaines précisions concernant l'assujettissement à ce régime des cadres intermédiaires occupant un emploi dans un établissement de détention.

Cette loi modifie en outre, dans la Loi sur les régimes de retraite des maires et des conseillers des municipalités, la date du paiement de la rente d'un ancien membre du conseil âgé d'au moins 60 ans. Elle apporte enfin une modification à la Loi sur la Corporation de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal afin d'y préciser que les employés qui occupent une fonction de façon occasionnelle ne participent pas au régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

<b>Ministre responsable:</b>	le ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor
<b>Parrain:</b>	M. Daniel Johnson
<b>Présentation:</b>	8 avril 1992
<b>Adoption du principe:</b>	14 mai 1992
<b>Commission du budget et de l'administration:</b>	14 mai 1992



**Adoption:** 22 juin 1992

**Sanction:** 23 juin 1992

**Entrée en vigueur:** 23 juin 1992

**Lois modifiées:** Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (L.R.Q., chapitre R-9.2)  
 Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)  
 Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., chapitre R-11)  
 Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)  
 Loi sur les régimes de retraite des maires et des conseillers des municipalités (L.R.Q., chapitre R-16)  
 Loi sur la Corporation de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal (1987, chapitre 136)

**Projet de loi 5 (chapitre 6)**

**Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik**

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik pour permettre, à certaines conditions, à l'Administration régionale de conclure et d'appliquer certaines ententes dans les matières de sa compétence.

**Ministre responsable:** le ministre des Affaires municipales

**Parrain:** M. Claude Ryan

**Présentation:** 25 mars 1992

**Adoption du principe:** 8 avril 1992

**Commission de l'aménagement  
et des équipements:** 8 avril 1992

**Adoption:** 13 mai 1992

**Sanction:** 14 mai 1992

**Entrée en vigueur:** 14 mai 1992

**Loi modifiée:** Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., chapitre V-6.1)

## Projet de loi 6 (chapitre 17)

Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et d'autres dispositions législatives

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur la Société des alcools du Québec afin d'y prévoir la création d'un permis de distributeur de bière. Ce permis autorisera la personne qui le détient à vendre et à livrer de la bière et des boissons alcooliques composées de bière et d'autres substances non alcoolisées qui auront été fabriquées par elle-même ou par une corporation qui lui est liée et qui auront été achetées de la Société. La loi prévoit aussi qu'un détenteur de permis de brasseur pourra effectuer toute opération qu'autorise la détention d'un permis de distributeur de bière.

Cette loi accorde de plus au gouvernement certains pouvoirs à l'égard de la délivrance des permis de distributeur de bière et de la suspension de leurs effets ainsi qu'à l'égard des permis de brasseur dans la mesure où ces derniers visent une opération qu'autorise la détention d'un permis de distributeur de bière.

Par ailleurs, cette loi précise que la Société ne pourra commercialiser au Québec une marque de bière ou de boisson composée de bière et d'autres substances non alcoolisées que de façon exclusive.

Enfin, cette loi apporte des modifications de concordance à diverses dispositions législatives.

<b>Ministre responsable:</b>	le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie
<b>Parrain:</b>	M. Gérard Tremblay
<b>Présentation:</b>	12 mai 1992
<b>Adoption du principe:</b>	17 juin 1992
<b>Commission de l'économie et du travail:</b>	17 juin 1992
<b>Adoption:</b>	22 juin 1992
<b>Sanction:</b>	23 juin 1992
<b>Entrée en vigueur:</b>	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement
— 30 juin 1992:	aa. 1 à 20 Décret 984-92, G.O., 1992, Partie 2, p. 4391

**Lois modifiées:** Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques (L.R.Q., chapitre I-8.1)  
Loi sur les licences (L.R.Q., chapitre L-3)  
Loi sur la Société des alcools du Québec (L.R.Q., chapitre S-13)  
Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal (1991, chapitre 67)

## Projet de loi 7 (chapitre 18)

Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur l'administration financière afin de permettre au gouvernement de créer des comptes à fin déterminée dans lesquels pourront être déposées et prélevées les sommes reçues en vertu d'un contrat ou d'une entente qui en prévoit l'affectation à une fin spécifique.

Cette loi modifie également cette loi ainsi que la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux afin d'accorder expressément à certains organismes du secteur public et aux municipalités le pouvoir d'effectuer des transactions relatives à des instruments et contrats de nature financière.

<b>Ministre responsable:</b>	le ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor
<b>Parrain:</b>	M. Daniel Johnson
<b>Présentation:</b>	6 mai 1992
<b>Adoption du principe:</b>	14 mai 1992
<b>Commission du budget et de l'administration:</b>	26 mai 1992
<b>Adoption:</b>	22 juin 1992
<b>Sanction:</b>	23 juin 1992
<b>Entrée en vigueur:</b>	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement
— 19 août 1992:	aa. 1 à 6 Décret 1189-92, G.O., 1992, Partie 2, p. 5797
<b>Lois modifiées:</b>	Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6) Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (L.R.Q., chapitre D-7)

**Projet de loi 9 (chapitre 19)****Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie**

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur l'assurance-maladie à l'égard de certains services assurés.

La loi prévoit d'abord que le coût des services optométriques ne sera assumé par la Régie de l'assurance-maladie du Québec que pour le compte de certains bénéficiaires. Elle précise de plus le pouvoir réglementaire du gouvernement à l'égard de services rendus par les médecins pour un problème de daltonisme ou de réfraction.

La loi précise également le pouvoir du gouvernement de déterminer par règlement quels sont les services dentaires assurés.

Par ailleurs, la loi introduit, en matière de services pharmaceutiques, l'obligation pour certains bénéficiaires de payer une contribution et prévoit les conditions et modalités relatives à la fixation de cette contribution, à son paiement et, le cas échéant, à son remboursement par la Régie.

La loi prévoit enfin les modifications de concordance et les dispositions de nature transitoire utiles à son application.

<b>Ministre responsable:</b>	le ministre de la Santé et des Services sociaux
<b>Parrain:</b>	M. Marc-Yvan Côté
<b>Présentation:</b>	14 mai 1992
<b>Adoption du principe:</b>	15 juin 1992
<b>Commission des affaires sociales:</b>	15 juin 1992
<b>Adoption:</b>	22 juin 1992
<b>Sanction:</b>	23 juin 1992
<b>Entrée en vigueur:</b>	23 juin 1992
<b>Loi modifiée:</b>	Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29)

**Projet de loi 10 (chapitre 7)****Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale**

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur l'Assemblée nationale afin de permettre au Bureau de l'Assemblée nationale de déterminer les sommes que peut recevoir, à des fins de recherche et de soutien, un député qui siège à titre d'indépendant et qui n'est pas membre d'un parti politique représenté à l'Assemblée nationale.

**Parrain:** M. Michel Pagé

**Présentation:** 14 mai 1992

**Adoption du principe:** 14 mai 1992

**Commission plénière:** 14 mai 1992

**Adoption:** 14 mai 1992

**Sanction:** 14 mai 1992

**Entrée en vigueur:** 14 mai 1992

**Loi modifiée:** Loi sur l'Assemblée nationale (L.R.Q., chapitre A-23.1)

## Projet de loi 11 (chapitre 58)

Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur et d'autres dispositions législatives

**Objet:** Cette loi a principalement pour objet de modifier la Loi sur la protection du consommateur en matière d'engagement volontaire. À cette fin, elle prévoit que cette mesure peut être utilisée pour régir les relations entre un commerçant ou un groupe de commerçants et les consommateurs, qu'il y ait eu ou non infraction à la loi. Elle accorde de plus au gouvernement le pouvoir d'étendre par décret l'application d'un engagement volontaire à tous les commerçants d'un même secteur d'activités et prévoit que le non-respect de tels engagements peut entraîner des sanctions tant civiles que pénales.

Enfin, cette loi ajuste le montant des amendes prévues par cette loi et d'autres lois en matière de protection du consommateur.

**Ministre responsable:** le ministre de la Justice

**Parrain:** M. Gil Rémillard

**Présentation:** 13 mai 1992

**Adoption du principe:** 1<sup>er</sup> décembre 1992

**Commission des institutions:** 14 décembre 1992

**Adoption:** 18 décembre 1992

**Sanction:** 22 décembre 1992

**Entrée en vigueur:** 22 décembre 1992

**Lois modifiées:** Loi sur les agents de voyages (L.R.Q., chapitre A-10)  
Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., chapitre P-40.1)  
Loi sur le recouvrement de certaines créances (L.R.Q., chapitre R-2.2)

**Projet de loi 12 (chapitre 10)****Loi n° 3 sur les crédits, 1992-1993**

**Objet:** Cette loi a pour objet d'autoriser le gouvernement à payer sur le fonds consolidé du revenu une somme de 20 469 088 150,00 \$ représentant les crédits à voter pour chacun des programmes des ministères et organismes énumérés à l'annexe, déduction faite des crédits déjà votés.

Cette somme apparaît au budget des dépenses du Québec pour l'année financière 1992-1993.

**Ministre responsable:** le ministre des Finances

**Parrain:** M. Gérard D. Levesque

**Présentation:** 2 juin 1992

**Adoption du principe:** 2 juin 1992

**Commission plénière:** 2 juin 1992

**Adoption:** 2 juin 1992

**Sanction:** 17 juin 1992

**Entrée en vigueur:** 17 juin 1992

**Loi modifiée:** Aucune



**Projet de loi 13 (chapitre 20)**

Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires et prévoyant diverses dispositions concernant l'établissement du district judiciaire de Laval

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur les tribunaux judiciaires afin d'établir sur certains cantons une juridiction concurrente des tribunaux siégeant dans les districts judiciaires d'Abitibi, de Pontiac, de Rouyn-Noranda et de Témiscamingue. Cette loi modifie également cette loi afin de remplacer, sur certains cantons, la juridiction concurrente actuelle des districts de Roberval et d'Abitibi par une nouvelle juridiction concurrente des districts de Saint-Maurice et d'Abitibi.

Par ailleurs, la loi introduit des dispositions prévoyant certaines règles transitoires applicables lors de l'établissement du district judiciaire de Laval.

<b>Ministre responsable:</b>	le ministre de la Justice
<b>Parrain:</b>	M. Gil Rémillard
<b>Présentation:</b>	13 mai 1992
<b>Adoption du principe:</b>	5 juin 1992
<b>Commission des institutions:</b>	15 juin 1992
<b>Adoption:</b>	23 juin 1992
<b>Sanction:</b>	23 juin 1992
<b>Entrée en vigueur:</b>	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement
— 31 août 1992:	aa. 1 à 11 Décret 1176-92, G.O., 1992, Partie 2, p. 5749

**Loi modifiée:** Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16)

## Projet de loi 15 (chapitre 21)

Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives

**Objet:** Cette loi a pour objet d'assurer l'application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives.

La loi apporte d'abord certaines modifications à la loi précitée, notamment en y intégrant des dispositions transitoires en vue de permettre l'entrée en vigueur de la plupart de ses dispositions. Elle reprend de plus certaines règles de fonctionnement applicables actuellement en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour permettre une transition harmonieuse jusqu'à la mise en oeuvre complète de la loi nouvelle.

La loi présente également un ensemble de dispositions modificatives qui visent d'abord à intégrer aux autres lois publiques la terminologie et les concepts utilisés par la nouvelle loi sur les services de santé et les services sociaux. Elles viennent également uniformiser, dans un bon nombre de ces lois, les références à l'actuelle Loi sur les services de santé et les services sociaux, qui devient la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit, afin qu'à l'avenir ces références soient faites à la fois à cette loi et à la nouvelle loi sur les services de santé et les services sociaux. Les dispositions modificatives proposées visent de plus à harmoniser les mécanismes de fonctionnement prévus dans certaines lois au nouveau régime juridique et aux structures introduites par la nouvelle loi sur les services de santé et les services sociaux.

La loi modifie par ailleurs la Loi sur l'assurance-maladie en énonçant différentes mesures reliées au contenu de la carte de l'assurance-maladie ainsi qu'à l'obtention et à l'utilisation de cette carte.

La loi édicte enfin d'autres dispositions transitoires et des dispositions finales.

<b>Ministre responsable:</b>	le ministre de la Santé et des Services sociaux
<b>Parrain:</b>	M. Marc-Yvan Côté
<b>Présentation:</b>	14 mai 1992
<b>Adoption du principe:</b>	2 juin 1992
<b>Commission des affaires sociales:</b>	3, 4, 5, 8, 9, 10 juin 1992
<b>Adoption:</b>	23 juin 1992
<b>Sanction:</b>	23 juin 1992
<b>Entrée en vigueur:</b>	aux dates fixées par le gouvernement sauf les dispositions des articles 1, 10 à 16, 21, 41 à 45, 53 à 55, 57, 58, 62 à 67, celles des articles 619.1, 619.5 à 619.7, 619.16, 619.17, 619.47 et 619.69 à 619.71 édictés par l'article 68 et

celles du paragraphe 3° de l'article 101 et des articles 105, 111, 112, 115, 376, 377, 379, 380 et 382 à 386 qui entrent en vigueur le 23 juin 1992

— 30 septembre 1992:

aa. 104, 381

Décret 1467-92, G.O., 1992, Partie 2, p. 6149

— 1<sup>er</sup> octobre 1992:

aa. 2 à 9, 17 à 20, 22 à 40, 46 à 52, 56, 59 à 61, 68 (aa. 619.2 à 619.4, 619.8 à 619.15, 619.18 à 619.46, 619.48 à 619.68), 69 à 77, 79 à 81, 83 à 100, 101 (par. 1°, 2°, 4°), 102, 103, 106 à 110, 114, 116 à 299, 300 (par. 1°, 2°), 311 (par. 1°), 320 (par. 2°), 322, 327 (par. 1°), 328, 329 (par. 2°), 330, 333 à 364, 370 à 375

Décret 1468-92, G.O., 1992, Partie 2, p. 6149

**Lois modifiées:** Code civil du Bas Canada

Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1)

Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., chapitre A-3.001)

Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6)

Loi sur l'aide financière aux étudiants (L.R.Q., chapitre A-13.3)

Loi sur les allocations d'aide aux familles (L.R.Q., chapitre A-17)

Loi sur les archives (L.R.Q., chapitre A-21.1)

Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25)

Loi sur l'assurance-hospitalisation (L.R.Q., chapitre A-28)

Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29)

Charte de la langue française (L.R.Q., chapitre C-11)

Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)

Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2)

Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25)

Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27)

Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)

Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q., chapitre C-34)

Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., chapitre C-37)

Loi sur le curateur public (L.R.Q., chapitre C-81)

Loi sur les décrets de convention collective (L.R.Q., chapitre D-2)

Loi sur les dentistes (L.R.Q., chapitre D-3)

Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre (L.R.Q., chapitre D-8.1)

Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.2)

Loi sur les élections scolaires (L.R.Q., chapitre E-2.3)

Loi électorale (L.R.Q., chapitre E-3.3)

Loi concernant les enquêtes sur les incendies (L.R.Q., chapitre E-8)

Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., chapitre E-20.1)

Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1)

Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux (L.R.Q., chapitre H-2.1)

Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)  
 Loi sur les infirmières et les infirmiers (L.R.Q., chapitre I-8)  
 Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques (L.R.Q., chapitre I-8.1)  
 Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-13.3)  
 Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis (L.R.Q., chapitre I-14)  
 Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux (L.R.Q., chapitre M-1.1)  
 Loi médicale (L.R.Q., chapitre M-9)  
 Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1)  
 Loi sur le notariat (L.R.Q., chapitre N-2)  
 Loi sur l'optométrie (L.R.Q., chapitre O-7)  
 Loi sur la pharmacie (L.R.Q., chapitre P-10)  
 Loi sur la pratique des sages-femmes dans le cadre de projets-pilotes (L.R.Q., chapitre P-16.1)  
 Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments (L.R.Q., chapitre P-29)  
 Loi sur la protection de la jeunesse (L.R.Q., chapitre P-34.1)  
 Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., chapitre P-35)  
 Loi sur la protection des non-fumeurs dans certains lieux publics (L.R.Q., chapitre P-38.01)  
 Loi sur la protection du malade mental (L.R.Q., chapitre P-41)  
 Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2)  
 Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès (L.R.Q., chapitre R-0.2)  
 Loi sur le régime de négociations des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (L.R.Q., chapitre R-8.2)  
 Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9)  
 Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)  
 Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)  
 Loi sur les règlements (L.R.Q., chapitre R-18.1)  
 Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20)  
 Loi sur le remboursement d'impôts fonciers (L.R.Q., chapitre R-20.1)  
 Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., chapitre S-2.1)  
 Loi sur la sécurité dans les édifices publics (L.R.Q., chapitre S-3)  
 Loi sur la sécurité dans les sports (L.R.Q., chapitre S-3.1)  
 Loi sur les services de garde à l'enfance (L.R.Q., chapitre S-4.1)  
 Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5)  
 Loi sur la transformation des produits marins (L.R.Q., chapitre T-11.01)  
 Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1)  
 Loi sur les villages cris et le village naskapi (L.R.Q., chapitre V-5.1)  
 Code de procédure pénale (1987, chapitre 96)  
 Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique (1990, chapitre 55)  
 Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42)  
 Loi sur le Conseil médical du Québec (1991, chapitre 56)  
 Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal (1991, chapitre 67)  
 Loi sur le Conseil de la santé et du bien-être (1992, chapitre 8)

**Loi abrogée:**

Loi prolongeant le mandat de certains administrateurs des conseils régionaux et des établissements publics dans le domaine de la santé et des services sociaux (1991, chapitre 22)

## Projet de loi 16 (chapitre 22)

### Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec afin principalement d'ajuster certains pouvoirs de placement de la Caisse.

Cette loi précise les droits et obligations de la Caisse sur le patrimoine qui lui est confié.

Cette loi prévoit la possibilité pour les organismes gouvernementaux, les organismes municipaux, scolaires et du réseau de la santé ainsi que les caisses de retraite de tels organismes, de devenir des déposants auprès de la Caisse. Elle actualise les dispositions relatives aux dépôts, fonds et portefeuilles de la Caisse et permet la création, par règlement, de nouvelles catégories de fonds et portefeuilles.

Elle étend l'acquisition d'obligations par la Caisse aux institutions de même type que la Banque internationale de reconstruction et de développement, et elle refond en une seule description d'ordre général l'acquisition d'obligations émises par des organismes publics tout en imposant une limite de 50 % à l'égard des organismes municipaux et scolaires et des établissements de santé et de services sociaux.

Cette loi remplace le mot «compagnie» par celui de «personne morale» partout où il se retrouve dans la loi et elle remplace les différents critères prévus pour l'acquisition d'obligations ou d'autres titres de créance de personnes morales.

En matière d'hypothèques, la loi retire la limite territoriale au Québec. Elle permet également les prêts hypothécaires conventionnels excédant 75 % de la valeur du bien-fonds donné en garantie, lorsque l'excédent est assuré ou garanti selon les normes habituelles de l'industrie et augmente de ½ % à 1 % de l'actif le montant maximal d'un prêt garanti par un immeuble.

En matière d'immeubles, elle retire la limite territoriale québécoise, modifie la description des compagnies immobilières et abolit la limite de 1 % de l'actif pour les actions investies dans les compagnies immobilières tout en conservant la limite globale actuelle pour les hypothèques, immeubles et actions de compagnies immobilières.

La loi porte les limites de détention d'actions ordinaires de personnes morales par rapport à l'actif total de la Caisse de 30 % à 40 % et inclut dans ces limites la détention d'unités de fonds indexés. Elle introduit également des nouveaux critères pour l'acquisition des actions et autres titres de créance.

La loi prévoit également l'usage par la Caisse de nouveaux types d'instruments et de contrats de nature financière et elle rapatrie les pouvoirs relatifs aux dépôts auprès d'établissements financiers avec les autres pouvoirs de placement de la Caisse. Elle modifie la clause omnibus pour couvrir tous les autres placements, opérations ou prêts.

Elle porte de deux à quatre ans la détention de titres que la Caisse ne pourrait normalement détenir par suite de réorganisations ou fusions et l'élargit à l'exercice d'autres droits ou obligations contractuelles tout en prévoyant que la Caisse doit faire état de la détention de tels titres, après deux ans, dans son rapport annuel.

De plus, la loi autorise la Caisse à constituer pour la détention de certains placements des entités spécialisées bénéficiant du statut d'agent de la couronne du chef du Québec. Elle établit que ces entités spécialisées sont assujetties à la loi comme le serait la Caisse si elle détenait directement elle-même ces placements tout en prévoyant que certains articles ne peuvent recevoir application.

Enfin, la loi permet certaines dérogations au régime de retraite des employés de la Caisse et édicte certaines dispositions plus techniques, notamment de nature transitoire et de concordance.

<b>Ministre responsable:</b>	le ministre des Finances
<b>Parrain:</b>	M. Gérard D. Levesque
<b>Présentation:</b>	13 mai 1992
<b>Adoption du principe:</b>	5 juin 1992
<b>Commission du budget et de l'administration:</b>	11, 16 juin 1992
<b>Adoption:</b>	22 juin 1992
<b>Sanction:</b>	23 juin 1992
<b>Entrée en vigueur:</b>	23 juin 1992
<b>Loi modifiée:</b>	Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec (L.R.Q., chapitre C-2)

## Projet de loi 17 (chapitre 23)

### Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur l'instruction publique afin principalement d'assouplir les contrôles exercés par le ministre de l'Éducation sur certaines fonctions et certains pouvoirs des commissions scolaires et du Conseil scolaire de l'île de Montréal.

C'est ainsi que la loi abroge les dispositions de la loi qui font obligation aux commissions scolaires et au Conseil d'obtenir l'autorisation du ministre pour acquérir des biens ou effectuer des travaux sur leurs immeubles. La loi remplace de plus l'obligation de faire approuver par le ministre les plans et devis des travaux effectués sur les immeubles des commissions scolaires et du Conseil par l'obligation d'obtenir l'avis du ministre. La loi abroge enfin l'obligation pour les commissions scolaires et le Conseil de faire approuver par le ministre leur budget annuel de fonctionnement, d'investissement et de service de la dette et d'obtenir de celui-ci une autorisation pour adopter un budget qui prévoit des revenus supérieurs aux dépenses qui y figurent.

Par ailleurs, la loi habilite la commission scolaire, sur demande motivée des parents d'un élève, dans les cas déterminés par règlement du ministre, à accorder une dérogation à l'âge minimum d'admissibilité à l'éducation préscolaire ou à l'enseignement primaire. La loi habilite aussi la commission scolaire, sur demande motivée des parents d'un élève et selon les modalités déterminées par les règlements du ministre, à admettre l'élève à l'éducation préscolaire ou à l'enseignement primaire pour une année scolaire additionnelle, s'il existe des motifs raisonnables de croire que cette mesure permettra à cet élève de s'intégrer à une classe régulière de l'enseignement primaire ou de l'enseignement secondaire. La loi habilite en outre la commission scolaire à fournir des services d'enseignement ou de formation en dehors des périodes d'enseignement pendant les jours de classe prévus au calendrier scolaire ou en dehors des jours de classe.

La loi habilite également le gouvernement à adopter des règlements pour établir des règles relatives à la détermination du montant de base pour le calcul du produit maximal de la taxe scolaire dans les cas de réunion ou d'annexion totale de territoires de commissions scolaires ou de cessation d'existence d'une commission scolaire régionale.

Enfin, la loi vient corriger certaines imprécisions relativement au pouvoir du ministre d'établir des règles budgétaires annuelles.

<b>Ministre responsable:</b>	le ministre de l'Éducation
<b>Parrain:</b>	M. Michel Pagé
<b>Présentation:</b>	12 mai 1992
<b>Adoption du principe:</b>	3 juin 1992
<b>Commission de l'éducation:</b>	4, 10 juin 1992
<b>Adoption:</b>	22 juin 1992
<b>Sanction:</b>	23 juin 1992
<b>Entrée en vigueur:</b>	23 juin 1992

**Loi modifiée:** Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-13.3)

**Projet de loi 18 (chapitre 59)**

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles afin de permettre à la Régie des assurances agricoles du Québec de contracter des emprunts afin d'effectuer des transactions relatives à des instruments et contrats de nature financière.

**Ministre responsable:** le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

**Parrain:** M. Yvon Picotte

**Présentation:** 12 mai 1992

**Adoption du principe:** 8 décembre 1992

**Commission de l'agriculture,  
des pêcheries et  
de l'alimentation:** 8 décembre 1992

**Adoption:** 18 décembre 1992

**Sanction:** 22 décembre 1992

**Entrée en vigueur:** 22 décembre 1992

**Loi modifiée:** Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles (L.R.Q., chapitre A-31)



**Projet de loi 19 (chapitre 24)**

Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les affaires régionales

**Objet:** Cette loi introduit dans la Loi sur le ministère du Conseil exécutif une section relative aux affaires régionales. Elle prévoit que le ministre responsable de l'application de cette section élabore, propose et met en oeuvre une politique en matière de développement régional. Elle détermine de plus les diverses fonctions de ce ministre.

Cette loi prévoit de plus l'abrogation de la Loi sur l'Office de planification et de développement du Québec et elle édicte les dispositions transitoires découlant de cette abrogation.

<b>Ministre responsable:</b>	le ministre délégué aux Affaires régionales
<b>Parrain:</b>	M. Yvon Picotte
<b>Présentation:</b>	12 mai 1992
<b>Adoption du principe:</b>	3 juin 1992
<b>Commission de l'aménagement et des équipements:</b>	3 juin 1992
<b>Adoption:</b>	22 juin 1992
<b>Sanction:</b>	23 juin 1992
<b>Entrée en vigueur:</b>	le 23 juin 1992, à l'exception de l'article 7 qui entrera en vigueur à la date de l'abrogation de l'article 1 de la Loi sur l'Office de planification et de développement du Québec
<b>Lois modifiées:</b>	Loi sur l'exécutif (L.R.Q., chapitre E-18) Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1) Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., chapitre M-30) Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12) Loi sur la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud (L.R.Q., chapitre S-16.01)
<b>Loi abrogée:</b>	Loi sur l'Office de planification et de développement du Québec (L.R.Q., chapitre O-3)

**Projet de loi 20 (chapitre 25)****Loi abrogeant la Loi concernant les droits sur les divertissements**

**Objet:** Cette loi abroge la Loi concernant les droits sur les divertissements à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1992. Elle prévoit que les droits continuent d'être perçus avant cette date pour un divertissement devant avoir lieu après le 30 juin 1992 et qu'ils ne peuvent être remboursés en raison de l'abrogation de la loi. Elle prévoit en concordance que la taxe de vente du Québec n'est pas perçue à l'égard du prix payé pour participer ou assister à un tel divertissement.

Elle valide également la perception des droits qui a été faite ou qui se fera avant le 1<sup>er</sup> juillet 1992 pour un divertissement qui a eu lieu ou qui aura lieu après le 31 décembre 1991, même si la municipalité concernée a fait défaut d'adopter et de mettre en vigueur au préalable le règlement légalisant cette perception.

**Ministre responsable:** le ministre des Affaires municipales

**Parrain:** M. Claude Ryan

**Présentation:** 13 mai 1992

**Adoption du principe:** 4 juin 1992

**Commission de l'aménagement et des équipements:** 10, 11 juin 1992

**Adoption:** 22 juin 1992

**Sanction:** 23 juin 1992

**Entrée en vigueur:** 23 juin 1992

**Loi abrogée:** Loi concernant les droits sur les divertissements (L.R.Q., chapitre D-14)

**Projet de loi 21 (chapitre 26)**

Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives

**Objet:** Cette loi apporte diverses modifications à la Loi sur les normes du travail, notamment pour modifier les règles relatives au jour férié du 1<sup>er</sup> juillet et pour apporter certains ajustements en vue de simplifier l'application de la loi. Elle prévoit aussi la nomination et les fonctions d'un vice-président de la Commission des normes du travail.

Cette loi modifie également la Loi sur la fête nationale en vue d'ajuster le montant des amendes qui y sont prévues.

Elle modifie enfin, par concordance, la Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux quant au jour férié du 1<sup>er</sup> juillet.

**Ministre responsable:** le ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle

**Parrain:** M. André Bourbeau

**Présentation:** 13 mai 1992

**Adoption du principe:** 10 juin 1992

**Commission des affaires sociales:** 11, 12 juin 1992

**Adoption:** 19 juin 1992

**Sanction:** 23 juin 1992

**Entrée en vigueur:** 23 juin 1992

**Lois modifiées:** Loi sur la fête nationale (L.R.Q., chapitre F-1.1)  
 Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux (L.R.Q., chapitre H-2.1)  
 Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1)

## Projet de loi 22 (chapitre 27)

### Loi modifiant la Loi sur les cités et villes, le Code municipal du Québec et d'autres dispositions législatives

**Objet:** Cette loi apporte diverses modifications aux règles qui régissent l'administration des municipalités qu'édictent la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec.

D'abord, en matière d'emprunt municipal, la loi habilite les municipalités locales à effectuer leurs emprunts au moyen de nouveaux genres de titres, elle dispense de l'approbation des personnes habiles à voter un règlement d'emprunt dont l'unique objet concerne l'établissement de plans et devis et elle remplace la liste actuelle des documents qui doivent accompagner un règlement transmis au ministre pour son approbation par une formule qui habilite celui-ci à déterminer ces documents.

De plus, la loi permet aux municipalités de placer à court terme leurs deniers dans des titres émis par d'autres municipalités ou par des organismes supramunicipaux.

D'autre part, la loi modifie les montants et la structure des amendes applicables à l'égard des infractions aux règlements municipaux et elle porte à un an le délai de prescription des poursuites pénales prises en vertu de la Loi sur les cités et villes ou du Code municipal du Québec.

La loi apporte également des modifications aux règles d'adjudication des contrats en haussant les seuils relatifs aux soumissions publiques et aux soumissions sur invitation. Ces règles nouvelles permettent aussi à une municipalité de passer un contrat de crédit-bail relativement à un bien meuble acquis par soumissions publiques ou sur invitation. Enfin, cette loi modifie les règles d'adjudication des contrats d'assurance en permettant à une municipalité de renouveler un contrat d'assurance avec le même adjudicataire pour toute période qui, ajoutée à la période initiale prévue lors de l'adjudication et, le cas échéant, à une période de renouvellement précédente, ne dépasse pas trois ans.

La compétence des municipalités en matière d'assurance est, par ailleurs, modifiée pour permettre à un conseil d'adopter par résolution les décisions relatives à l'implantation d'un régime d'assurances collectives et de rendre applicable de façon rétroactive cette résolution.

La loi accorde également aux municipalités locales le pouvoir de se regrouper dans une corporation d'assurance de dommages pour se couvrir mutuellement contre des dommages à leurs biens ou contre les conséquences pécuniaires pouvant leur incomber en raison d'un fait dommageable à autrui qui leur est imputé.

La loi apporte, de plus, quelques ajouts aux pouvoirs des municipalités en matière d'achats regroupés et permet aux municipalités de procurer à leurs citoyens des contenants ou autres accessoires utilisés pour le service d'enlèvement des déchets.

Enfin, cette loi modifie la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux afin de dispenser une municipalité de faire parvenir au ministre des Affaires municipales la résolution ou le règlement par lequel une municipalité affecte à d'autres fins les deniers excédentaires d'un emprunt. Elle modifie également la Charte de la Ville de Montréal en haussant les seuils relatifs aux soumissions publiques et sur invitation de cette municipalité pour les rendre conformes aux nouveaux seuils applicables aux autres municipalités.

**Ministre responsable:** le ministre des Affaires municipales

**Parrain:** M. Claude Ryan

<b>Présentation:</b>	14 mai 1992
<b>Adoption du principe:</b>	4 juin 1992
<b>Commission de l'aménagement et des équipements:</b>	4, 5, 8, 9 juin 1992
<b>Adoption:</b>	22 juin 1992
<b>Sanction:</b>	23 juin 1992
<b>Entrée en vigueur:</b>	23 juin 1992
<b>Lois modifiées:</b>	Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1) Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (L.R.Q., chapitre D-7) Charte de la Ville de Montréal (1959-1960, chapitre 102)

## Projet de loi 23 (chapitre 28)

Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche et la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés

**Objet:** Cette loi a pour objet de modifier la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche afin de préciser l'application des plans conjoints à l'égard des personnes engagées directement ou indirectement dans la production, la transformation ou la mise en marché d'un même produit. Toutefois, certaines entreprises sont soustraites aux obligations d'un producteur pour les bois provenant des forêts privées et transformés dans les usines dont elles sont propriétaires.

Elle précise également que la personne qui a des intérêts commerciaux incompatibles avec la mission d'un office ne peut occuper la charge d'administrateur de cet office. Elle prévoit aussi le cas où certains producteurs auront droit à deux votes lors d'un référendum et des assemblées générales.

Cette loi accorde au gouvernement le pouvoir de nommer des régisseurs additionnels à la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec, pour le temps qu'il prescrit, s'il juge que l'expédition de ses affaires le requiert. Elle permet à cet organisme d'avoir un bureau dans le voisinage immédiat de la Communauté urbaine de Québec et lui permet de réglementer les droits pouvant être exigés pour les services qu'elle rend et les requêtes qui lui sont adressées.

Cette loi autorise, par ailleurs, un office de producteurs à accorder, aux conditions qu'il détermine, une aide financière à des producteurs affectés par la restructuration de leur industrie et, à cet égard, prévoit la possibilité d'imposer une contribution spéciale aux producteurs et d'établir un fonds spécial.

Enfin, cette loi prévoit que la Régie tient compte de cette aide financière, ainsi que de cette contribution spéciale et de ce fonds spécial, lorsqu'elle fixe le prix du lait par ordonnance prise en vertu de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés.

<b>Ministre responsable:</b>	le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
<b>Parrain:</b>	M. Yvon Picotte
<b>Présentation:</b>	12 mai 1992
<b>Adoption du principe:</b>	4 juin 1992
<b>Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation:</b>	8, 10, 16 juin 1992
<b>Adoption:</b>	22 juin 1992
<b>Sanction:</b>	23 juin 1992
<b>Entrée en vigueur:</b>	23 juin 1992

**Lois modifiées:** Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., chapitre P-30)  
Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche (1990, chapitre 13)

## Projet de loi 24 (chapitre 29)

Loi modifiant la Loi favorisant la réforme du cadastre québécois et d'autres dispositions législatives

**Objet:** Cette loi modifie la Loi favorisant la réforme du cadastre québécois en établissant une présomption de concordance entre la description du lot contenue dans les titres de propriété et celle du plan de rénovation cadastrale. Elle prévoit de plus que les titres et leur enregistrement ne peuvent être invalidés sous le seul motif que la description qu'on y trouve ne concorde pas avec celle du lot rénové.

Cette loi prévoit en outre l'établissement d'un nouveau tarif d'honoraires perçus par les registrateurs lors de l'enregistrement de documents et qui seront versés au fonds de la réforme du cadastre québécois.

Enfin, cette loi introduit une disposition permettant au gouvernement de fixer par règlement les frais exigibles pour le dépôt des plans de cadastre ainsi que la fourniture de biens et de services reliés au cadastre, et valide rétroactivement la perception de frais faite à ces fins.

<b>Ministre responsable:</b>	le ministre de l'Énergie et des Ressources
<b>Parrain:</b>	Mme Lise Bacon
<b>Présentation:</b>	14 mai 1992
<b>Adoption du principe:</b>	16 juin 1992
<b>Commission de l'économie et du travail:</b>	18 juin 1992
<b>Adoption:</b>	22 juin 1992
<b>Sanction:</b>	23 juin 1992
<b>Entrée en vigueur:</b>	le 23 juin 1992, sauf le paragraphe 2° de l'article 2 et les articles 3 et 9, qui entreranno en vigueur à la date fixée par le gouvernement

**Lois modifiées:** Code civil du Bas-Canada  
 Loi sur les bureaux d'enregistrement (L.R.Q., chapitre B-9)  
 Loi sur le cadastre (L.R.Q., chapitre C-1)  
 Loi favorisant la réforme du cadastre québécois (L.R.Q., chapitre R-3.1)  
 Loi sur les titres de propriété dans certains districts électoraux (L.R.Q., chapitre T-11)



**Projet de loi 25 (chapitre 30)****Loi modifiant la Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse**

**Objet:** Cette loi a pour objet de modifier la Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse afin notamment de porter de deux à trois ans la durée du mandat des membres du Conseil et d'étendre l'application de la loi aux organismes oeuvrant auprès des jeunes dans le secteur de l'environnement.

De plus, cette loi précise certaines dispositions de la loi afin d'en faciliter l'application.

**Ministre responsable:** le Premier ministre

**Parrain:** M. Robert Bourassa

**Présentation:** 14 mai 1992

**Adoption du principe:** 3 juin 1992

**Commission des institutions:** 5 juin 1992

**Adoption:** 23 juin 1992

**Sanction:** 23 juin 1992

**Entrée en vigueur:** 23 juin 1992

**Loi modifiée:** Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse (L.R.Q., chapitre C-59.01)

## Projet de loi 26 (chapitre 31)

### Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'administration des lois fiscales

**Objet:** Cette loi modifie diverses lois fiscales afin de donner suite aux communiqués du ministre des Finances du 6 mars 1992 et du 1<sup>er</sup> mai 1992.

Elle a principalement pour objet d'introduire ou d'actualiser divers frais, pénalités et amendes afin de tenir compte de l'inflation et des coûts réels encourus par le ministère du Revenu dans l'administration des lois fiscales.

Elle modifie de plus la Loi sur les impôts et la Loi sur le ministère du Revenu afin d'harmoniser la législation fiscale québécoise avec celle du Canada concernant l'augmentation de la période pendant laquelle le ministre du Revenu n'est pas tenu de payer de l'intérêt sur un remboursement dû à un contribuable.

Elle modifie de plus la Loi sur les impôts et la Loi sur le remboursement d'impôts fonciers afin d'harmoniser la législation fiscale québécoise avec celle du Canada concernant la prolongation, à l'égard d'un particulier ou d'une fiducie testamentaire, du délai pour signifier un avis d'opposition.

Enfin, elle modifie la Loi sur les impôts afin d'harmoniser la date du début du calcul des intérêts sur un remboursement dû à un particulier à celle prévue à l'égard des corporations.

<b>Ministre responsable:</b>	le ministre du Revenu
<b>Parrain:</b>	M. Raymond Savoie
<b>Présentation:</b>	13 mai 1992
<b>Adoption du principe:</b>	8 juin 1992
<b>Commission du budget et de l'administration:</b>	10, 11 juin 1992
<b>Adoption:</b>	17 juin 1992
<b>Sanction:</b>	23 juin 1992
<b>Entrée en vigueur:</b>	le 23 juin 1992, sauf les articles 14 et 15 qui entreront en vigueur le 1 <sup>er</sup> juillet 1992

**Lois modifiées:** Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)  
 Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)  
 Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9)  
 Loi sur le remboursement d'impôts fonciers (L.R.Q., chapitre R-20.1)

## Projet de loi 27 (chapitre 32)

Loi sur la Société de financement agricole et modifiant d'autres dispositions législatives

**Objet:** Cette loi institue la Société de financement agricole. Cette Société aura pour objet de favoriser le développement économique du secteur bio-alimentaire au Québec en facilitant l'accès au financement des entreprises agricoles de niveau primaire. Elle établit les règles relatives au fonctionnement de la Société et à la composition de son conseil d'administration.

Cette loi confère à la Société le pouvoir d'accorder une aide financière dans le cadre de programmes établis par règlement du gouvernement et accorde à la Société divers pouvoirs pour l'administration des programmes.

Cette loi prévoit par ailleurs que la Société est substituée à l'Office du crédit agricole du Québec et qu'en cette qualité, elle en acquiert les droits et pouvoirs et en assume les obligations.

Elle prévoit aussi que les prêts consentis en vertu de la Loi sur le financement agricole, ou des lois que cette loi a remplacées, continuent d'être régis par ces lois.

Enfin, elle comporte certaines modifications de concordance et de nature transitoire.

**Ministre responsable:** le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

**Parrain:** M. Yvon Picotte

**Présentation:** 14 mai 1992

**Adoption du principe:** 4 juin 1992

**Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation:** 15 juin 1992

**Adoption:** 22 juin 1992

**Sanction:** 23 juin 1992

**Entrée en vigueur:** à la date ou aux dates fixées par le gouvernement

**Lois modifiées:** Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers (L.R.Q., chapitre A-29.1)  
 Loi sur les bureaux d'enregistrement (L.R.Q., chapitre B-9)  
 Loi sur le crédit forestier (L.R.Q., chapitre C-78)  
 Loi favorisant le crédit forestier par les institutions privées (L.R.Q., chapitre C-78.1)  
 Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)  
 Code civil

**Loi remplacée:** Loi sur le financement agricole (L.R.Q., chapitre F-1.2)

**Projet de loi 28 (chapitre 33)****Loi sur la Société Innovatech du Grand Montréal**

**Objet:** Cette loi institue la Société Innovatech du Grand Montréal. Cette Société aura pour mission de promouvoir et de soutenir les initiatives propres à relever la capacité d'innovation technologique sur le territoire du Grand Montréal et à améliorer ainsi la compétitivité et la croissance économique du Québec

Cette loi établit les modalités de fonctionnement de la Société, notamment celles relatives à la composition de son conseil d'administration ainsi qu'à la rémunération et aux autres conditions de travail des administrateurs.

Cette loi prévoit que la Société disposera, pour la réalisation de sa mission, d'un montant n'excédant pas 300 millions de dollars réparti sur les cinq prochaines années.

Enfin, cette loi prévoit la dissolution de la Société au terme de cette période de cinq ans et les modalités de sa dissolution.

<b>Ministre responsable:</b>	le ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor
<b>Parrain:</b>	M. Daniel Johnson
<b>Présentation:</b>	14 mai 1992
<b>Adoption du principe:</b>	4 juin 1992
<b>Commission de l'économie et du travail:</b>	11, 15, 16 juin 1992
<b>Adoption:</b>	22 juin 1992
<b>Sanction:</b>	23 juin 1992
<b>Entrée en vigueur:</b>	le 23 juin 1992, à l'exception de l'article 45 qui entrera en vigueur le 1 <sup>er</sup> avril 1997
<b>Loi modifiée:</b>	Aucune

## Projet de loi 30 (chapitre 60)

### Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite

**Objet:** La loi modifie la Loi sur les régimes complémentaires de retraite adoptée en 1989. Elle a pour objet principal de lever le moratoire imposé par la Loi modifiant la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (1988, chapitre 79) et interdisant, depuis le 15 novembre 1988, le versement de tout ou partie des excédents d'actif des régimes de retraite aux employeurs parties à ces régimes.

Les modifications proposées autorisent ainsi l'attribution de l'excédent d'actif d'un régime soit à l'employeur seul, soit aux participants et aux bénéficiaires seuls, soit encore à ces deux parties. Toutefois, le versement de l'excédent d'actif est subordonné à une entente entre les parties au régime ou à une décision arbitrale.

Aux fins qu'intervienne une entente entre l'employeur et les participants ou bénéficiaires, la loi impose à l'employeur l'obligation de proposer dans le délai fixé un projet d'entente sur l'attribution de l'excédent d'actif. Si moins de 30 % des participants ou bénéficiaires s'opposent au projet d'entente, ce dernier sera réputé accepté. Lorsque le régime est établi en vertu d'une convention collective, l'excédent d'actif sera attribué suivant cette convention si elle y pourvoit ou suivant toute autre entente que les parties pourront conclure.

Les dispositions de la présente loi prévoient qu'à défaut d'entente entre l'employeur et les participants ou bénéficiaires ou, le cas échéant, l'association de travailleurs représentant les participants, les intéressés pourront, jusqu'au 30 juin 1994, choisir de s'adresser à des arbitres qui décideront de l'attribution de l'excédent d'actif. À compter du 1<sup>er</sup> juillet 1994, le recours à l'arbitrage deviendra toutefois obligatoire, à défaut d'entente entre les parties, pour permettre l'attribution d'un excédent d'actif. Le chapitre XIV.1 édicté par cette loi prévoit les règles qui s'appliqueront à l'arbitrage; ainsi, l'organisation de l'arbitrage sera confiée à des organismes agréés par le gouvernement. Une liste des arbitres sera dressée par un comité constitué à cette fin. Enfin, les arbitres saisis d'une affaire feront appel à l'équité lorsque les circonstances le justifieront. Les décisions arbitrales seront sans appel.

La loi précise en outre les normes régissant les excédents d'actif et les droits des participants et des bénéficiaires en cas de transformation de régime, de fusion ou de scission de régimes ainsi que lors de la terminaison partielle du régime. Elle prévoit également une série de modifications permettant la simplification des règles applicables lors de la terminaison du régime.

Enfin, la loi apporte quelques correctifs à la loi existante, entre autres pour ce qui concerne la cotisation patronale et le calcul du rendement des caisses de retraite. Elle confère au gouvernement de nouveaux pouvoirs réglementaires, notamment pour prévoir les modalités de fonctionnement de l'arbitrage, et édicte les dispositions transitoires applicables aux affaires en cours.

**Ministre responsable:** le ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle

**Parrain:** M. André Bourbeau

**Présentation:** 14 mai 1992

<b>Adoption du principe:</b>	9 juin 1992
<b>Commission des affaires sociales:</b>	25, 26 novembre 1992; 8, 14, 15 décembre 1992
<b>Adoption:</b>	21 décembre 1992
<b>Sanction:</b>	22 décembre 1992
<b>Entrée en vigueur:</b>	1 <sup>er</sup> janvier 1993, sauf les dispositions du paragraphe 3 <sup>o</sup> de l'article 230.1 et de l'article 230.7, édictées par l'article 34, qui entreront en vigueur le 1 <sup>er</sup> juillet 1994
<b>Loi modifiée:</b>	Loi sur les régimes complémentaires de retraite (L.R.Q., chapitre R-15.1)

## Projet de loi 31 (chapitre 34)

Loi concernant le Régime de retraite pour certains employés du Centre hospitalier de l'Université Laval et le Régime de retraite pour certains employés de la Commission des écoles catholiques de Québec

**Objet:** Cette loi modifie le Régime de retraite pour certains employés du Centre hospitalier de l'Université Laval et le Régime de retraite pour certains employés de la Commission des écoles catholiques de Québec afin, en conformité avec la Loi sur les régimes complémentaires de retraite, d'y introduire la notion de prestations minimales et d'y modifier certaines prestations payables en cas de décès avant ou après la retraite.

Cette loi prévoit également, dans le cas du Régime de retraite pour certains employés du Centre hospitalier de l'Université Laval, l'indexation de certaines rentes selon l'excédent du taux d'augmentation de l'indice des rentes déterminé par la Loi sur le régime de rentes du Québec sur 3 %. De plus, ces rentes pourront, sur autorisation de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, être indexées annuellement pour une ou plusieurs autres années selon le même taux si une évaluation actuarielle du régime démontre qu'il existe un surplus suffisant pour en assumer la totalité du coût.

Cette loi prévoit aussi, dans le cas du Régime de retraite pour certains employés de la Commission des écoles catholiques de Québec, la baisse du taux de cotisation de 7,50 % à 7,25 %, le remplacement, dans le calcul du montant de la rente de retraite anticipée, de l'équivalent actuariel par une réduction de 0,5 % par mois calculé pour chaque mois compris entre la date à laquelle la rente anticipée est accordée et la date normale de la retraite et l'introduction du droit à la retraite sans réduction à compter de l'âge de 62 ans ou après 32 années de service si la prise de la retraite a lieu entre le 1<sup>er</sup> janvier 1990 et le 30 juin 1993. De plus, cette mesure pourra, sur autorisation de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, être prolongée pour des périodes n'excédant pas trois ans si une évaluation actuarielle du régime démontre qu'il existe un surplus suffisant pour en assumer la totalité du coût.

Cette loi prévoit enfin que les coûts additionnels générés par ces modifications seront défrayés à même les surplus actuariels de chacun des régimes sans entraîner d'augmentation des cotisations salariales ou patronales.

<b>Ministre responsable:</b>	le ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor
<b>Parrain:</b>	M. Daniel Johnson
<b>Présentation:</b>	14 mai 1992
<b>Adoption du principe:</b>	4 juin 1992
<b>Commission du budget et de l'administration:</b>	12 juin 1992
<b>Adoption:</b>	22 juin 1992

**Sanction:** 23 juin 1992

**Entrée en vigueur:** 23 juin 1992

**Loi modifiée:** Aucune



## Projet de loi 32 (chapitre 35)

### Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières

**Objet:** Cette loi a pour objet de modifier la Loi sur les valeurs mobilières afin de préciser l'application de certaines dispositions de la loi, notamment en ce qui concerne le moment de la fin d'un placement et celui où doit être assurée la disponibilité des fonds dans le cas d'une offre publique d'achat.

Cette loi prévoit l'introduction d'un pouvoir réglementaire permettant de préciser les conditions d'ouverture de la dispense de prospectus ainsi qu'en matière de droits afin de permettre expressément l'imposition d'un droit sur les opérations sur valeurs.

Cette loi restreint, par ailleurs, les conditions d'ouverture de la dispense de prospectus pour certains placements et supprime l'obligation d'information continue au porteur en cas de changement d'adresse sans avis.

De plus, cette loi prévoit la révision des amendes dans les cas d'infraction à la loi ou aux règlements. Elle permet à la Commission d'autoriser certaines conventions dans le cadre d'une offre publique et accorde une dispense d'inscription à titre de courtier pour l'émetteur qui fait une offre publique d'échange.

Enfin, cette loi prévoit que les affaires disciplinaires soumises à un organisme d'autoréglementation seront entendues en séance publique, à moins que le huis clos n'en soit ordonné.

<b>Ministre responsable:</b>	le ministre des Finances
<b>Parrain:</b>	Mme Louise Robic
<b>Présentation:</b>	14 mai 1992
<b>Adoption du principe:</b>	10 juin 1992
<b>Commission du budget et de l'administration:</b>	12 juin 1992
<b>Adoption:</b>	22 juin 1992
<b>Sanction:</b>	23 juin 1992
<b>Entrée en vigueur:</b>	le 23 juin 1992, sauf les articles 2 et 13 qui entreront en vigueur à la date fixée par le gouvernement

**Loi modifiée:** Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1)

## Projet de loi 33 (chapitre 36)

### Loi modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur les services de garde à l'enfance pour prévoir que les droits de l'enfant et du titulaire de l'autorité parentale reconnus à cette loi s'exercent en tenant compte des règles relatives à l'exonération, à l'aide financière et aux subventions. Elle précise que le rôle confié à l'Office en regard de l'organisation et du développement des services est également soumis à ces règles.

La loi précise que le gouvernement fixe et répartit annuellement suivant des critères, méthodes et normes qu'il établit par règlement un nombre de places pour lesquelles une exonération, une aide financière et des subventions peuvent être accordées par l'Office dans diverses catégories de nouveaux services ou d'agences. Elle ajuste en conséquence les dispositions visant l'exonération, l'aide financière et les subventions.

La loi permet à l'Office d'octroyer des subventions pour l'implantation de services de garde à l'enfance, pour le développement ou l'amélioration de la qualité de ces services et pour la réponse à des besoins spécifiques de garde. Elle précise des dispositions relatives à l'exonération et à l'aide financière.

La loi confie à l'Office la responsabilité d'identifier les priorités et les besoins de la population en matière de services de garde à l'enfance et elle spécifie que le territoire des agences est fixé suivant des critères et des méthodes déterminés par règlement.

La loi permet à des corporations sans but lucratif dont le conseil d'administration n'est pas composé majoritairement de parents d'obtenir plusieurs permis. Elle ajuste certains pouvoirs réglementaires de l'Office concernant l'espace extérieur de jeux et les normes d'hygiène, de salubrité et de sécurité à être observées là où sont fournis les services de garde.

Enfin, cette loi contient des dispositions transitoires et de concordance.

<b>Ministre responsable:</b>	le ministre de la Santé et des Services sociaux
<b>Parrain:</b>	Mme Violette Trépanier
<b>Présentation:</b>	14 mai 1992
<b>Adoption du principe:</b>	28 mai 1992
<b>Commission des affaires sociales:</b>	28 mai 1992; 2 juin 1992
<b>Adoption:</b>	22 juin 1992
<b>Sanction:</b>	23 juin 1992
<b>Entrée en vigueur:</b>	le 23 juin 1992, sauf les dispositions édictées par l'article 3 qui entreront en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'article 5 de la Loi sur les services de garde à l'enfance

**Loi modifiée:** Loi sur les services de garde à l'enfance (L.R.Q., chapitre S-4.1)

## Projet de loi 34 (chapitre 37)

Loi modifiant la Loi concernant un jugement rendu par la Cour suprême du Canada le 13 décembre 1979 sur la langue de la législation et de la justice au Québec

**Objet:** Cette loi modifie la Loi concernant un jugement rendu par la Cour suprême du Canada le 13 décembre 1979 sur la langue de la législation et de la justice au Québec afin d'étendre son champ d'application à tous les actes de nature législative qui sont soumis à l'obligation de bilinguisme imposée par l'article 133 de la Loi constitutionnelle de 1867.

À cet effet, cette loi permet le remplacement, par référence générale et sans modification, des actes de nature législative dont le texte français et la version anglaise ont été publiés à la *Gazette officielle du Québec*. Elle permet de plus à l'autorité compétente de remplacer un acte de nature législative, qui devait être publié en français et en anglais et ne l'a pas été, par un texte qui le reproduit dans les deux langues, sans modification. Ces actes peuvent avoir effet depuis la même date que celle prévue pour ceux qu'ils remplacent.

**Ministre responsable:** le ministre de la Justice

**Parrain:** M. Gil Rémillard

**Présentation:** 14 mai 1992

**Adoption du principe:** 5 juin 1992

**Commission des institutions:** 15 juin 1992

**Adoption:** 23 juin 1992

**Sanction:** 23 juin 1992

**Entrée en vigueur:** 23 juin 1992

**Loi modifiée:** Loi concernant un jugement rendu par la Cour suprême du Canada le 13 décembre 1979 sur la langue de la législation et de la justice au Québec (L.R.Q., chapitre J-1.1)

## Projet de loi 35 (chapitre 11)

Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, la Loi sur la santé et la sécurité du travail et la Loi sur l'assurance-maladie

**Objet:** La loi modifie en premier lieu la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles pour permettre à un employeur qui se voit imputer les coûts d'une lésion professionnelle d'avoir accès à l'information se rapportant à cette lésion.

La loi modifie la procédure d'évaluation médicale prévue à cette loi, prévoit notamment qu'un Bureau d'évaluation médicale remplace l'arbitrage médical, autorise la Commission à exiger qu'un travailleur se soumette à un examen médical concernant sa lésion, établit les règles applicables lorsqu'un membre du Bureau d'évaluation médicale ne donne pas son avis dans le délai imparti par la loi et permet aussi au membre du Bureau d'évaluation médicale de donner son avis sur les questions qu'il juge appropriées.

La loi accorde à l'employeur qui se voit imputer les coûts d'une lésion professionnelle le droit de contester. Elle élargit le pouvoir de l'employeur d'exiger que le travailleur victime d'une lésion professionnelle se soumette à un examen médical et précise les délais à respecter pour loger une contestation devant le Bureau d'évaluation médicale.

La loi prévoit que le travailleur victime d'une maladie professionnelle alors qu'il est âgé d'au moins 55 ans, ou d'au moins 60 ans pour une autre lésion, devra occuper un emploi convenable disponible chez son employeur. Elle modifie les règles relatives aux indemnités pour la réparation ou le remplacement d'une prothèse ou d'une orthèse.

La loi précise que les soins et traitements dispensés par les établissements de santé du réseau public font partie de l'assistance médicale. Elle précise également le pouvoir réglementaire de la Commission relativement à l'assistance médicale.

La loi prévoit que les subventions accordées à une association sectorielle paritaire seront assumées par les employeurs qui appartiennent à un secteur d'activités pour lequel existe une telle association et que ces employeurs seront cotisés en conséquence.

La loi prévoit que les décisions de la Commission et du bureau de révision ont effet dès qu'elles sont rendues sauf à l'égard de certaines indemnités forfaitaires et permet à la Commission d'appel en matière de lésions professionnelles de surseoir à une décision du bureau de révision dans certains cas. Elle élargit le pouvoir de la Commission de reconsidérer ses décisions.

À l'égard des bureaux de révision, la loi élargit également la compétence de ces bureaux aux questions d'ordre médical et prévoit l'embauche d'assesseurs médicaux. Elle prévoit que les décisions de ces bureaux en matière de réparation des lésions professionnelles ne peuvent faire l'objet d'un appel que lorsque la prestation sur laquelle porte le litige excède 1 000 \$, sauf si la contestation porte sur l'existence d'une lésion professionnelle ou la notion de travailleur. Elle prévoit que le bureau de révision tient une audition si une partie le demande ou s'il l'estime nécessaire. Elle prévoit également que la Commission de la santé et de la sécurité du travail pourra supporter les frais et allocations des témoins devant la Commission d'appel en matière de lésions professionnelles dans certains cas.

La loi modifie en deuxième lieu la Loi sur la santé et la sécurité du travail pour prévoir la nomination d'un président du conseil d'administration et chef de la direction et d'un président et chef des opérations. Elle prévoit la création d'une division du financement au sein du bureau de révision ainsi que la nomination de conciliateurs.

Finalement, la loi prévoit certaines dispositions transitoires ainsi que des dispositions de concordance et de nature technique.

<b>Ministre responsable:</b>	le ministre du Travail
<b>Parrain:</b>	M. Normand Cherry
<b>Présentation:</b>	14 mai 1992
<b>Adoption du principe:</b>	3 juin 1992
<b>Commission de l'économie et du travail:</b>	3, 4, 5, 9 juin 1992
<b>Adoption:</b>	15 juin 1992
<b>Sanction:</b>	17 juin 1992
<b>Entrée en vigueur:</b>	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement, sauf le paragraphe 2° de l'article 189 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., chapitre A-3.001), édicté par l'article 8 de la présente loi, et l'article 195 de cette loi, remplacé par l'article 9 de la présente loi, lesquels entreront en vigueur à la même date que l'article 620 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42)
<b>— 1<sup>er</sup> octobre 1992:</b>	aa. 8 (a. 189, par. 2°), 9 (a. 195), 79 Décret 1468-92, G.O., 1992, Partie 2, p. 6149
<b>Lois modifiées:</b>	Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., chapitre A-3.001) Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29) Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., chapitre S-2.1)

## Projet de loi 36 (chapitre 38)

### Loi modifiant la Loi électorale et la Loi sur la consultation populaire

**Objet:** Cette loi apporte diverses modifications aux règles applicables à la tenue d'une élection et d'un référendum.

Cette loi modifie la Loi électorale afin de fixer à deux ans le délai d'absence du Québec pendant lequel un électeur conserve le droit de voter lors d'une élection.

En ce qui concerne l'autorisation et le financement des partis politiques, la loi prévoit la production d'un rapport par le représentant ou l'agent officiel qui démissionne, le refus d'autorisation d'un parti dont la dénomination peut confondre l'électeur et la remise au directeur général des élections de toute contribution faite contrairement à la loi. Les conditions pour qu'une activité à caractère politique puisse être considérée comme un prix d'admission plutôt qu'une contribution sont précisées.

La loi actualise les montants prévus par la loi, tant au chapitre du financement des partis politiques qu'à celui des dépenses électorales, sauf le montant maximum des contributions d'un électeur.

Plusieurs modifications sont apportées par la loi à certains délais et horaires prévus dans le déroulement de la période électorale; ainsi, les différents bureaux fermeront à 21 h plutôt qu'à 22 h, les recommandations des recenseurs devront parvenir un jour plus tôt, les demandes de révision de la liste électorale provenant des électeurs qui désirent voter au bureau de vote itinérant pourront être reçues jusqu'au jeudi qui précède le vote par anticipation et la période de révision spéciale débutera dès la fin de la fermeture des bureaux de dépôt ordinaires.

Quant à la révision spéciale, la loi prévoit qu'elle permet le transfert d'inscriptions d'une liste électorale à une autre, selon les modalités applicables lors de la révision ordinaire, mais ne permet aucune demande provenant d'un tiers ni l'inscription par des électeurs précédemment radiés.

La loi prévoit que ce sont les bureaux de vote par anticipation qui seront utilisés pour le vote itinérant et ce, le matin des jours prévus pour le vote par anticipation et au besoin le mardi matin suivant.

Les dispositions applicables au vote des détenus sont adaptées pour tenir compte du fait que plusieurs étapes sont effectuées directement par le directeur général des élections plutôt que par le directeur du scrutin.

La loi étend de plus à tout électeur désirant voter par anticipation l'obligation de prêter serment.

Quant à l'établissement des bureaux de vote, la loi assouplit les dispositions existantes relatives à leur regroupement.

Au chapitre du contrôle des dépenses électorales, la loi élimine la limite de 2000 \$ imposée aux dépenses personnelles d'un candidat. En outre, il sera désormais permis de faire des dépenses de publicité dès la prise du décret pour identifier un local aux fins de l'élection et pour annoncer une assemblée pour le choix d'un candidat. Enfin, le directeur général des élections sera autorisé à accepter la correction d'un rapport de dépenses électorales malgré une opposition, si cette dernière lui semble non fondée.

La loi prévoit le remboursement à chaque parti politique d'un montant égal à 50 % de leurs dépenses électorales.

La loi permet au directeur général des élections de fournir, avec l'autorisation du gouvernement, son aide et sa collaboration en matière électorale à d'autres pays ou à des organisations internationales.

Le directeur général des élections pourra, en période électorale, adapter les dispositions relatives au recensement et à la révision, à la production d'une déclaration de candidature et à la tenue du vote par anticipation pour tenir compte du contexte particulier de certaines circonscriptions éloignées.

La loi modifie la Loi sur la consultation populaire, notamment en ce qui concerne les délais imposés par celle-ci. Elle prévoit ainsi que la période entre le dépôt de la question à l'Assemblée nationale et la prise du décret doit être d'au moins 18 jours et que c'est au cours de cette période que se tient le recensement devant servir au référendum. Quant à la période entre le décret et le scrutin, elle pourra varier de 29 à 35 jours, selon le jour de la prise du décret.

La loi prévoit qu'une nouvelle carte électorale ne peut être mise en vigueur à l'occasion d'un référendum.

La loi accorde aux électeurs résidant hors du Québec et qui étaient domiciliés au Québec depuis au moins un an au moment de leur départ, le droit de voter lors d'un référendum.

Lors d'un référendum, les détenus voteront désormais le lundi du vote par anticipation plutôt que le jour même du scrutin.

Au chapitre des dépenses réglementées, la loi propose l'actualisation des montants prévus par la loi et corrige les dispositions relatives au maximum des contributions et à la notion de dépenses réglementées de façon à les rendre conformes aux dispositions correspondantes applicables en matière électorale.

La loi apporte enfin tous les amendements de concordance à l'appendice 2 de la Loi sur la consultation populaire requis par les modifications introduites en matière électorale et référendaire.

<b>Ministre responsable:</b>	le ministre délégué à la Réforme électorale
<b>Parrain:</b>	M. Marc-Yvan Côté
<b>Présentation:</b>	14 mai 1992
<b>Adoption du principe:</b>	2 juin 1992
<b>Commission des institutions:</b>	10 juin 1992
<b>Adoption:</b>	19 juin 1992
<b>Sanction:</b>	23 juin 1992
<b>Entrée en vigueur:</b>	23 juin 1992
<b>Lois modifiées:</b>	Loi sur la consultation populaire (L.R.Q., chapitre C-64.1) Loi électorale (L.R.Q., chapitre E-3.3)

## Projet de loi 37 (chapitre 39)

### Loi concernant la prolongation des conventions collectives et la rémunération dans le secteur public

**Objet:** Cette loi autorise les organismes publics qu'elle définit et les associations de salariés à convenir du report de la date d'expiration de leurs conventions collectives et permet que la durée d'une convention collective ainsi prolongée dépasse trois ans. Elle dispose aussi que dans les cas où les parties ne s'entendent pas, la date d'expiration est reportée d'un an.

La loi prescrit de plus, pour la période de report, la majoration maximale des taux et échelles de salaires ainsi que des primes dont peuvent convenir les parties. Les taux, échelles ou primes ayant effet à la date d'expiration peuvent être augmentés jusqu'à concurrence de 3 % pour les neuf premiers mois de cette période et de 1 % à compter du dixième mois.

La loi applique en outre ces pourcentages maximaux d'augmentation aux administrateurs d'État, aux dirigeants et membres des organismes publics de même qu'aux cadres et autres employés de ces organismes ne faisant pas partie d'une unité de négociation. Elle fait de même à l'égard des juges et députés.

La loi assujettit aussi les ententes relatives à la fourniture, par les professionnels de la santé, de services assurés suivant la Loi sur l'assurance-maladie, aux mêmes normes maximales que celles applicables aux conventions collectives.

La loi prévoit enfin des exceptions aux règles qu'elle prescrit, apporte des modifications à certaines lois, notamment en matière de régimes de retraite, et comporte des dispositions de concordance.

**Ministre responsable:** le ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique,  
président du Conseil du trésor

**Parrain:** M. Daniel Johnson

**Présentation:** 14 mai 1992

**Adoption du principe:** 4 juin 1992

**Commission du budget et de l'administration:** 8, 9, 10, 12 juin 1992

**Adoption:** 22 juin 1992

**Sanction:** 23 juin 1992

**Entrée en vigueur:** 23 juin 1992

**Lois modifiées:** Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)  
Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., chapitre R-11)  
Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16)  
Loi sur le plafonnement provisoire de la rémunération dans le secteur public (1991, chapitre 41)



**Projet de loi 38 (chapitre 57)****Loi sur l'application de la réforme du Code civil**

**Objet:** Cette loi a pour but d'assurer l'application de la réforme du Code civil. Elle comporte trois titres, consacrés respectivement aux dispositions transitoires, au Code de procédure civile et à l'ensemble des autres lois.

Le titre premier, sur les dispositions transitoires, comprend deux chapitres. Le premier chapitre énonce des principes généraux ou des règles de base applicables à la résolution des conflits entre l'ancien et le nouveau droit résultant de l'entrée en vigueur du Code civil du Québec et des modifications corrélatives qui en découlent dans le Code de procédure civile ou dans les autres lois.

Le second chapitre présente des règles particulières pour chacun des livres du Code civil du Québec, afin de compléter ou de préciser l'une ou l'autre des règles générales énoncées au premier chapitre, ou d'y apporter des exceptions.

Le titre deuxième de la loi apporte des modifications au Code de procédure civile principalement dans le but de permettre l'exercice de tous les recours prévus au Code civil du Québec. Ainsi, les livres cinquième et sixième du Code de procédure civile, consacrés respectivement aux procédures spéciales et aux matières non contentieuses, sont remaniés de façon substantielle pour tenir compte des changements importants apportés par le Code civil du Québec surtout au droit des personnes, des biens, des sûretés et de la publicité des droits.

Afin de faciliter l'exercice des recours prévus au Code civil du Québec, la loi introduit également au Code de procédure civile, un régime procédural concernant les requêtes introductives d'instance en ces matières, de même que certaines précisions à la procédure relative aux demandes de nature gracieuse. Enfin, s'ajoutent d'autres modifications répondant à l'objectif plus général de rendre la justice plus accessible.

Le titre troisième de la loi, qui comprend deux chapitres, vise à rendre l'ensemble des autres lois compatibles avec la réforme du Code civil. À cette fin, le chapitre premier prévoit des dispositions interprétatives établissant que les lois et leurs textes d'application doivent être lus à la lumière des expressions et des concepts du Code civil du Québec.

Le second chapitre apporte par ailleurs des modifications à plusieurs lois pour éviter certaines incompatibilités avec le Code civil du Québec principalement en matière de droit des personnes et des sûretés. Il abroge, enfin, plusieurs lois dont les règles sont introduites au Code civil du Québec ou que la réforme rend inopérantes.

<b>Ministre responsable:</b>	le ministre de la Justice
<b>Parrain:</b>	M. Gil Rémillard
<b>Présentation:</b>	18 juin 1992
<b>Adoption du principe:</b>	25 novembre 1992
<b>Commission des institutions:</b>	2, 3, 4, 7, 8, 11, 14, 15 décembre 1992
<b>Adoption:</b>	18 décembre 1992
<b>Sanction:</b>	18 décembre 1992

**Entrée en vigueur:**

à l'exception des articles 717 et 718 de la présente loi, qui entrent en vigueur le 18 décembre 1992, le Code civil du Québec et la présente loi entreront en vigueur à la date qui sera fixée par décret du gouvernement. Le décret doit être pris au moins six mois avant cette date.

Toutefois, les dispositions de la présente loi qui modifient des textes non encore en vigueur ne prennent effet qu'à la date d'entrée en vigueur de ces textes et celles qui remplacent de tels textes entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouvernement.

**Lois modifiées:** Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1)  
 Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., chapitre A-3.001)  
 Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents (L.R.Q., chapitre A-4.1)  
 Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6)  
 Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1)  
 Loi sur les arpenteurs-géomètres (L.R.Q., chapitre A-23)  
 Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25)  
 Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29)  
 Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers (L.R.Q., chapitre A-29.1)  
 Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32)  
 Loi sur le Barreau (L.R.Q., chapitre B-1)  
 Loi sur le bâtiment (L.R.Q., chapitre B-1.1)  
 Loi sur les biens culturels (L.R.Q., chapitre B-4)  
 Loi sur le cadastre (L.R.Q., chapitre C-1)  
 Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec (L.R.Q., chapitre C-2)  
 Loi sur les caisses d'entraide économique (L.R.Q., chapitre C-3)  
 Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4)  
 Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4.1)  
 Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec (L.R.Q., chapitre C-8)  
 Loi sur les chemins de fer (L.R.Q., chapitre C-14)  
 Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)  
 Code des professions (L.R.Q., chapitre C-26)  
 Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)  
 Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29)  
 Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., chapitre C-35)  
 Loi sur la Communauté urbaine de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1)  
 Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2)  
 Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3)  
 Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38)  
 Loi sur les compagnies de flottage (L.R.Q., chapitre C-42)  
 Loi sur la constitution de certaines Églises (L.R.Q., chapitre C-63)  
 Loi sur les coopératives (L.R.Q., chapitre C-67.2)  
 Loi sur les corporations de cimetières catholiques romains (L.R.Q., chapitre C-69)  
 Loi sur les corporations de fonds de sécurité (L.R.Q., chapitre C-69.1)

Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport (L.R.Q., chapitre C-70)  
 Loi sur les corporations religieuses (L.R.Q., chapitre C-71)  
 Loi sur le courtage immobilier (L.R.Q., chapitre C-73)  
 Loi sur le crédit forestier (L.R.Q., chapitre C-78)  
 Loi favorisant le crédit forestier par les institutions privées (L.R.Q., chapitre C-78.1)  
 Loi sur le curateur public (L.R.Q., chapitre C-81)  
 Loi sur la division territoriale (L.R.Q., chapitre D-11)  
 Loi concernant les droits sur les transferts de terrains (L.R.Q., chapitre D-17)  
 Loi sur les évêques catholiques romains (L.R.Q., chapitre E-17)  
 Loi sur l'expropriation (L.R.Q., chapitre E-24)  
 Loi sur les fabriques (L.R.Q., chapitre F-1)  
 Loi sur le financement agricole (L.R.Q., chapitre F-1.2)  
 Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1)  
 Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) (L.R.Q., chapitre F-3.2.1)  
 Loi sur les forêts (L.R.Q., chapitre F-4.1)  
 Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (L.R.Q., chapitre F-5)  
 Loi sur Hydro-Québec (L.R.Q., chapitre H-5)  
 Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., chapitre I-1)  
 Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)  
 Loi sur les ingénieurs (L.R.Q., chapitre I-9)  
 Loi sur les inhumations et les exhumations (L.R.Q., chapitre I-11)  
 Loi sur l'inspecteur général des institutions financières (L.R.Q., chapitre I-11.1)  
 Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-13.3)  
 Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis (L.R.Q., chapitre I-14)  
 Loi d'interprétation (L.R.Q., chapitre I-16)  
 Loi sur les jurés (L.R.Q., chapitre J-2)  
 Loi sur la liquidation des compagnies (L.R.Q., chapitre L-4)  
 Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (L.R.Q., chapitre L-6)  
 Loi sur les maîtres électriciens (L.R.Q., chapitre M-3)  
 Loi sur les maîtres mécaniciens en tuyauterie (L.R.Q., chapitre M-4)  
 Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13.1)  
 Loi sur le ministère de l'Environnement (L.R.Q., chapitre M-15.2)  
 Loi sur le ministère de la Justice (L.R.Q., chapitre M-19)  
 Loi sur le ministère des Transports (L.R.Q., chapitre M-28)  
 Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)  
 Loi sur le mode de paiement des services d'électricité et de gaz dans certains immeubles (L.R.Q., chapitre M-37)  
 Loi concernant les droits sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre M-39)  
 Loi sur le Musée des beaux-arts de Montréal (L.R.Q., chapitre M-42)  
 Loi sur le notariat (L.R.Q., chapitre N-2)  
 Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q., chapitre P-9.1)  
 Loi sur la pharmacie (L.R.Q., chapitre P-10)  
 Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations (L.R.Q., chapitre P-16)  
 Loi sur la protection de la jeunesse (L.R.Q., chapitre P-34.1)  
 Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., chapitre P-35)  
 Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., chapitre P-40.1)  
 Loi sur la protection du malade mental (L.R.Q., chapitre P-41)  
 Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., chapitre P-41.1)  
 Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (L.R.Q., chapitre Q-1)

Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2)  
 Loi favorisant la réforme du cadastre québécois (L.R.Q., chapitre R-3.1)  
 Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5)  
 Loi sur la Régie du logement (L.R.Q., chapitre R-8.1)  
 Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9)  
 Loi sur le régime des eaux (L.R.Q., chapitre R-13)  
 Loi sur les régimes complémentaires de retraite (L.R.Q., chapitre R-15.1)  
 Loi sur les règlements (L.R.Q., chapitre R-18.1)  
 Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., chapitre S-2.1)  
 Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (L.R.Q., chapitre S-29.01)  
 Loi sur les syndicats coopératifs (L.R.Q., chapitre S-38)  
 Loi sur les terres du domaine public (L.R.Q., chapitre T-8.1)  
 Loi sur les titres de propriété dans certains districts électoraux (L.R.Q., chapitre T-11)  
 Loi sur le transport par taxi (L.R.Q., chapitre T-11.1)  
 Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12)  
 Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16)  
 Loi sur l'Université du Québec (L.R.Q., chapitre U-1)  
 Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1)

**Lois abrogées ou remplacées:** Loi sur les biens en déshérence ou confisqués (L.R.Q., chapitre B-5)  
 Loi sur les bureaux d'enregistrement (L.R.Q., chapitre B-9)  
 Loi sur le changement de nom et d'autres qualités de l'état civil (L.R.Q., chapitre C-10)  
 Loi sur les connaissances, les reçus et les cessions de biens en stock (L.R.Q., chapitre C-53)  
 Loi sur les constituts ou sur le régime de tenure (L.R.Q., chapitre C-64)  
 Loi sur les Églises protestantes autorisées à tenir des registres de l'état civil (L.R.Q., chapitre E-2)  
 Loi sur la mainmorte (L.R.Q., chapitre M-1)  
 Loi sur la preuve photographique de documents (L.R.Q., chapitre P-22)  
 Loi sur la reconstitution des registres de l'état civil (L.R.Q., chapitre R-2)  
 Loi sur la vente des effets non réclamés (L.R.Q., chapitre V-3)

**Projet de loi 39 (chapitre 40)****Loi n° 4 sur les crédits, 1992-1993**

**Objet:** Cette loi a pour objet d'autoriser le gouvernement à payer sur le fonds consolidé du revenu une somme de 347 000 000 \$ représentant les crédits à voter pour chacun des programmes des ministères énumérés à l'annexe.

Cette somme apparaît aux crédits supplémentaires de dépenses du Québec pour l'année financière 1992-1993.

**Ministre responsable:** le ministre des Finances

**Parrain:** M. Gérard D. Levesque

**Présentation:** 18 juin 1992

**Adoption du principe:** 18 juin 1992

**Commission plénière:** 18 juin 1992

**Adoption:** 18 juin 1992

**Sanction:** 23 juin 1992

**Entrée en vigueur:** 23 juin 1992

**Loi modifiée:** Aucune

**Projet de loi 41 (chapitre 41)****Loi sur les adoptions d'enfants domiciliés en République populaire de Chine**

**Objet:** La présente loi a pour objet de faciliter l'adoption, par des adoptants québécois, d'enfants domiciliés en République populaire de Chine.

<b>Ministre responsable:</b>	le ministre de la Justice
<b>Parrain:</b>	M. Gil Rémillard
<b>Présentation:</b>	18 juin 1992
<b>Adoption du principe:</b>	18 juin 1992
<b>Commission plénière:</b>	18 juin 1992
<b>Adoption:</b>	18 juin 1992
<b>Sanction:</b>	23 juin 1992
<b>Entrée en vigueur:</b>	à la date fixée par le gouvernement
— 7 décembre 1992:	aa. 1 à 7 Décret 1663-92, G.O., 1992, Partie 2, p. 6987
<b>Loi modifiée:</b>	Aucune

## Projet de loi 42 (chapitre 61)

Loi concernant l'application de certaines dispositions du Code de procédure pénale et modifiant diverses dispositions législatives

**Objet:** Cette loi vient compléter la réforme de la procédure pénale.

La loi présente d'abord les dispositions du Code de procédure pénale dont elle a pour objet de permettre l'application. Elle apporte ensuite certaines modifications au code et prévoit les mesures transitoires susceptibles d'assurer un changement harmonieux de régime procédural.

Le loi comporte également un ensemble de dispositions modificatives qui visent à supprimer les dispositions des lois publiques et des chartes municipales qui sont incompatibles, désuètes ou redondantes eu égard aux dispositions du Code de procédure pénale visées par la présente loi. Ces modifications portent essentiellement sur la clarification de la compétence de certains juges de paix, le droit de poursuite, les règles de prescription, la suppression des divers modes de poursuite, la disposition des choses saisies et la détermination de la propriété des amendes et des frais.

<b>Ministre responsable:</b>	le ministre de la Justice
<b>Parrain:</b>	M. Gil Rémillard
<b>Présentation:</b>	19 juin 1992
<b>Adoption du principe:</b>	1 <sup>er</sup> décembre 1992
<b>Commission des institutions:</b>	14, 15 décembre 1992
<b>Adoption:</b>	21 décembre 1992
<b>Sanction:</b>	22 décembre 1992
<b>Entrée en vigueur:</b>	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement, à l'exception des articles 9, 26, 35, 41, 42, 45, 46, 50, 55, 57, 59, 65, 66, 68 à 70, 72 à 74, 89, 90, 92, 100, 129, 130, 169, 170, 175 à 177, 194, 198, 199, 202, 203, 206, 211, 212, 214, 215, 217, 235, 236, 238, 246, 247, 249, 254, 261, 263, 265, 268, 274, 275, 278, 281, 284, 294, 302, 305 à 308, 317, 318, 321, 326, 327, 333, 345, 349, 352, 377, 379, 383, 388, 393 à 395, 398, 401, 405, 406, 413, 417, 423, 427, 440 à 442, 447, 448, 457, 468 à 470, 475, 480 à 482, 491, 493 à 495, 507, 511 à 513, 517, 519, 526, 529, 534, 539, 541, 545, 551, 554, 561, 563, 564, 567, 583, 585, 588, 590, 592, 598, 599, 609, 621, 625, 640, 646, 657, 659 à 661, 679, 691 et 700 qui entreront en vigueur le 22 décembre 1992

**Lois modifiées:** Loi sur les abus préjudiciables à l'agriculture (L.R.Q., chapitre A-2)  
 Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1)  
 Loi sur les accidents du travail (L.R.Q., chapitre A-3)  
 Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., chapitre A-3.001)  
 Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents (L.R.Q., chapitre A-4.1)  
 Loi sur les agents de voyages (L.R.Q., chapitre A-10)  
 Loi sur l'aide financière aux étudiants (L.R.Q., chapitre A-13.3)  
 Loi sur l'aide juridique (L.R.Q., chapitre A-14)  
 Loi sur les allocations d'aide aux familles (L.R.Q., chapitre A-17)  
 Loi sur les appareils sous pression (L.R.Q., chapitre A-20.01)  
 Loi sur les architectes (L.R.Q., chapitre A-21)  
 Loi sur les archives (L.R.Q., chapitre A-21.1)  
 Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture (L.R.Q., chapitre A-23.001)  
 Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25)  
 Loi sur l'assurance-dépôts (L.R.Q., chapitre A-26)  
 Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29)  
 Loi sur l'assurance-récolte (L.R.Q., chapitre A-30)  
 Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles (L.R.Q., chapitre A-31)  
 Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32)  
 Loi sur le Barreau (L.R.Q., chapitre B-1)  
 Loi sur le bâtiment (L.R.Q., chapitre B-1.1)  
 Loi sur les biens culturels (L.R.Q., chapitre B-4)  
 Loi sur les bombes lacrymogènes (L.R.Q., chapitre B-6)  
 Loi sur le Bureau de la statistique (L.R.Q., chapitre B-8)  
 Loi sur les bureaux d'enregistrement (L.R.Q., chapitre B-9)  
 Loi concernant certaines caisses d'entraide économique (L.R.Q., chapitre C-3.1)  
 Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4)  
 Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4.1)  
 Loi sur le camionnage (L.R.Q., chapitre C-5.1)  
 Charte de la langue française (L.R.Q., chapitre C-11)  
 Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., chapitre C-12)  
 Loi sur les chemins de colonisation (L.R.Q., chapitre C-13)  
 Loi sur les chemins de fer (L.R.Q., chapitre C-14)  
 Loi sur les chimistes professionnels (L.R.Q., chapitre C-15)  
 Loi sur les cimetières non catholiques (L.R.Q., chapitre C-17)  
 Loi sur le cinéma (L.R.Q., chapitre C-18.1)  
 Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)  
 Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.1)  
 Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2)  
 Code de procédure pénale (L.R.Q., chapitre C-25.1)  
 Code des professions (L.R.Q., chapitre C-26)  
 Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27)  
 Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)  
 Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29)  
 Loi sur le commerce du pain (L.R.Q., chapitre C-32)  
 Loi sur la commercialisation des produits marins (L.R.Q., chapitre C-32.1)  
 Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q., chapitre C-34)  
 Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., chapitre C-35)  
 Loi sur la Communauté urbaine de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1)  
 Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2)  
 Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3)



Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38)  
 Loi sur les compagnies de flottage (L.R.Q., chapitre C-42)  
 Loi sur les compagnies de gaz, d'eau et d'électricité (L.R.Q., chapitre C-44)  
 Loi sur les compagnies de télégraphe et de téléphone (L.R.Q., chapitre C-45)  
 Loi sur les compagnies étrangères (L.R.Q., chapitre C-46)  
 Loi sur le Conseil métropolitain de transport en commun (L.R.Q., chapitre C-59.001)  
 Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., chapitre C-61.1)  
 Loi sur les coopératives (L.R.Q., chapitre C-67.2)  
 Loi sur les corporations de fonds de sécurité (L.R.Q., chapitre C-69.1)  
 Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport (L.R.Q., chapitre C-70)  
 Loi sur les courses (L.R.Q., chapitre C-72.1)  
 Loi sur le courtage immobilier (L.R.Q., chapitre C-73)  
 Loi sur le crédit forestier (L.R.Q., chapitre C-78)  
 Loi favorisant le crédit forestier par les institutions privées (L.R.Q., chapitre C-78.1)  
 Loi sur le curateur public (L.R.Q., chapitre C-81)  
 Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés (L.R.Q., chapitre D-1)  
 Loi sur les décrets de convention collective (L.R.Q., chapitre D-2)  
 Loi sur les dépôts et consignations (L.R.Q., chapitre D-5)  
 Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (L.R.Q., chapitre D-7)  
 Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre (L.R.Q., chapitre D-8.1)  
 Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec (L.R.Q., chapitre D-9.1)  
 Loi sur la distribution du gaz (L.R.Q., chapitre D-10)  
 Loi sur la division territoriale (L.R.Q., chapitre D-11)  
 Loi sur les dossiers d'entreprises (L.R.Q., chapitre D-12)  
 Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (L.R.Q., chapitre D-13.1)  
 Loi concernant les droits sur les mines (L.R.Q., chapitre D-15)  
 Loi sur l'économie de l'énergie dans le bâtiment (L.R.Q., chapitre E-1.1)  
 Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.2)  
 Loi sur les élections scolaires (L.R.Q., chapitre E-2.3)  
 Loi électorale (L.R.Q., chapitre E-3.3)  
 Loi sur les employés publics (L.R.Q., chapitre E-6)  
 Loi concernant les enquêtes sur les incendies (L.R.Q., chapitre E-8)  
 Loi sur les espèces menacées ou vulnérables (L.R.Q., chapitre E-12.01)  
 Loi concernant l'examen des plaintes des clients des distributeurs d'électricité (L.R.Q., chapitre E-17.1)  
 Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., chapitre E-20.1)  
 Loi sur les explosifs (L.R.Q., chapitre E-22)  
 Loi sur l'expropriation (L.R.Q., chapitre E-24)  
 Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1)  
 Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1)  
 Loi sur les forêts (L.R.Q., chapitre F-4.1)  
 Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (L.R.Q., chapitre F-5)  
 Loi sur les grains (L.R.Q., chapitre G-1.1)  
 Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux (L.R.Q., chapitre H-2.1)  
 Loi sur les huissiers de justice (L.R.Q., chapitre H-4)  
 Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., chapitre I-2)

Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques (L.R.Q., chapitre I)  
 Loi sur les ingénieurs (L.R.Q., chapitre I-9)  
 Loi sur les ingénieurs forestiers (L.R.Q., chapitre I-10)  
 Loi sur les inhumations et les exhumations (L.R.Q., chapitre I-11)  
 Loi sur l'inspecteur général des institutions financières (L.R.Q., chapitre I-12)  
 Loi sur les installations de tuyauterie (L.R.Q., chapitre I-12.1)  
 Loi sur les installations électriques (L.R.Q., chapitre I-13.01)  
 Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-13.3)  
 Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis (L.R.Q., chapitre I-14)  
 Loi sur les intermédiaires de marché (L.R.Q., chapitre I-15.1)  
 Loi sur les journaux et autres publications (L.R.Q., chapitre J-1)  
 Loi sur les jurés (L.R.Q., chapitre J-2)  
 Loi sur la liberté des cultes (L.R.Q., chapitre L-2)  
 Loi sur la liquidation des compagnies (L.R.Q., chapitre L-4)  
 Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (L.R.Q., chapitre L-6)  
 Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux (L.R.Q., chapitre M-1.1)  
 Loi sur les maîtres électriciens (L.R.Q., chapitre M-3)  
 Loi sur les maîtres mécaniciens en tuyauterie (L.R.Q., chapitre M-4)  
 Loi sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés (L.R.Q., chapitre M-5)  
 Loi sur les mécaniciens de machines fixes (L.R.Q., chapitre M-6)  
 Loi sur les médecins vétérinaires (L.R.Q., chapitre M-8)  
 Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13.1)  
 Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (L.R.Q., chapitre M-14)  
 Loi sur le ministère de la Justice (L.R.Q., chapitre M-19)  
 Loi sur le ministère des Transports (L.R.Q., chapitre M-28)  
 Loi sur le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche (L.R.Q., chapitre M-30)  
 Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)  
 Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche (L.R.Q., chapitre M-35.1)  
 Loi sur le mode de paiement des services d'électricité et de gaz dans certains immeubles (L.R.Q., chapitre M-37)  
 Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1)  
 Loi sur le notariat (L.R.Q., chapitre N-2)  
 Loi sur le paiement de certaines amendes (L.R.Q., chapitre P-2)  
 Loi sur le paiement de certains témoins de la Couronne (L.R.Q., chapitre P-2)  
 Loi sur les parcs (L.R.Q., chapitre P-9)  
 Loi sur les pêcheries et l'aquaculture commerciales (L.R.Q., chapitre P-9.01)  
 Loi sur les permis de distribution de bière et de boissons gazeuses (L.R.Q., chapitre P-9.2)  
 Loi sur les pesticides (L.R.Q., chapitre P-9.3)  
 Loi de police (L.R.Q., chapitre P-13)  
 Loi sur la prévention des maladies de la pomme de terre (L.R.Q., chapitre P-23)  
 Loi sur les producteurs agricoles (L.R.Q., chapitre P-28)  
 Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments (L.R.Q., chapitre P-29)  
 Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., chapitre P-30)  
 Loi sur le Protecteur du citoyen (L.R.Q., chapitre P-32)  
 Loi sur la protection de la jeunesse (L.R.Q., chapitre P-34.1)  
 Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., chapitre P-35)  
 Loi sur la protection des non-fumeurs dans certains lieux publics (L.R.Q., chapitre P-38.01)

Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre (L.R.Q., chapitre P-38.1)  
 Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., chapitre P-40.1)  
 Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., chapitre P-41.1)  
 Loi sur la protection sanitaire des animaux (L.R.Q., chapitre P-42)  
 Loi sur la provocation artificielle de la pluie (L.R.Q., chapitre P-43)  
 Loi sur la publicité le long des routes (L.R.Q., chapitre P-44)  
 Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2)  
 Loi sur la recherche des causes et des circonstances de décès (L.R.Q., chapitre R-0.2)  
 Loi sur le recouvrement de certaines créances (L.R.Q., chapitre R-2.2)  
 Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5)  
 Loi sur la Régie du gaz naturel (L.R.Q., chapitre R-8.02)  
 Loi sur la Régie du logement (L.R.Q., chapitre R-8.1)  
 Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9)  
 Loi sur le régime des eaux (L.R.Q., chapitre R-13)  
 Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (L.R.Q., chapitre R-17)  
 Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20)  
 Loi sur le remboursement d'impôts fonciers (L.R.Q., chapitre R-20.1)  
 Loi concernant les renseignements sur les compagnies (L.R.Q., chapitre R-22)  
 Loi sur les réserves écologiques (L.R.Q., chapitre R-26)  
 Loi sur les salaires d'officiers de justice (L.R.Q., chapitre S-2)  
 Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., chapitre S-2.1)  
 Loi sur la sécurité dans les édifices publics (L.R.Q., chapitre S-3)  
 Loi sur la sécurité dans les sports (L.R.Q., chapitre S-3.1)  
 Loi sur la sécurité du revenu (L.R.Q., chapitre S-3.1.1)  
 Loi sur la sécurité du transport terrestre guidé (L.R.Q., chapitre S-3.3)  
 Loi sur les services de garde à l'enfance (L.R.Q., chapitre S-4.1)  
 Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5)  
 Loi sur les shérifs (L.R.Q., chapitre S-7)  
 Loi sur la Société des alcools du Québec (L.R.Q., chapitre S-13)  
 Loi sur la Société des loteries du Québec (L.R.Q., chapitre S-13.1)  
 Loi sur la Société nationale de l'amiante (L.R.Q., chapitre S-18.2)  
 Loi sur les sociétés d'agriculture (L.R.Q., chapitre S-25)  
 Loi sur les sociétés d'entraide économique (L.R.Q., chapitre S-25.1)  
 Loi sur les sociétés de fabrication de beurre et de fromage (L.R.Q., chapitre S-29)  
 Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (L.R.Q., chapitre S-29.01)  
 Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs (L.R.Q., chapitre S-32.01)  
 Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma (L.R.Q., chapitre S-32.1)  
 Loi sur les substituts du Procureur général (L.R.Q., chapitre S-35)  
 Loi sur les syndicats coopératifs (L.R.Q., chapitre S-38)  
 Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., chapitre T-1)  
 Loi sur les terres agricoles du domaine public (L.R.Q., chapitre T-7.1)  
 Loi sur la transformation des produits marins (L.R.Q., chapitre T-11.01)  
 Loi sur le transport par taxi (L.R.Q., chapitre T-11.1)  
 Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12)  
 Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16)  
 Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1)  
 Loi sur la vente des effets non réclamés (L.R.Q., chapitre V-3)  
 Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01)  
 Loi sur les villages cris et le village naskapi (L.R.Q., chapitre V-5.1)  
 Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., chapitre V-6.1)

Loi sur la voirie (L.R.Q., chapitre V-8)  
 Loi des décorateurs-ensemblers (S.R.Q., 1964, chapitre 270)  
 Loi favorisant la poursuite des objets de la Ligue de taxis de Montréal Inc. (1982, chapitre 24)  
 Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval (1984, chapitre 42)  
 Loi sur la Société de transport de la rive sud de Montréal (1985, chapitre 32)  
 Loi sur les établissements touristiques (1987, chapitre 12)  
 Loi sur l'utilisation des produits pétroliers (1987, chapitre 80)  
 Loi constituant la Commission des relations du travail et modifiant diverses dispositions législatives (1987, chapitre 85)  
 Loi sur les cours municipales et modifiant diverses dispositions législatives (1989, chapitre 52)  
 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application du Code de procédure pénale (1990, chapitre 4)  
 Loi sur le courtage immobilier (1991, chapitre 37)  
 Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42)  
 Loi modifiant la Loi sur le bâtiment et d'autres dispositions législatives (1991, chapitre 74)  
 Charte de la ville d'Arthabaska  
 Charte de la ville de Beaconsfield  
 Charte de la ville de Berthierville  
 Charte de la ville de Chambly  
 Charte de la cité de Côte Saint-Luc  
 Charte de la ville de Dorval  
 Charte de la ville de Hull  
 Charte de la ville de l'Île Perrot  
 Charte de la ville de Lachine  
 Charte de la ville de LaSalle  
 Charte de la ville de LeMoyne  
 Charte de la ville de Longueuil  
 Charte de la ville de Richmond  
 Charte de la ville de Sainte-Agathe des Monts  
 Charte de la ville de Saint-Hubert  
 Charte de la ville de Saint-Léonard  
 Charte de la ville de Sainte-Thérèse  
 Charte de la ville de Scotstown  
 Charte de la ville de Westmount  
 Charte de la ville de Laval  
 Charte de la ville de Montréal  
 Charte de la ville de Québec

**Projet de loi 44 (chapitre 47)**

Loi modifiant la Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec afin de prévoir la tenue d'un référendum sur une entente concernant un nouveau partenariat de nature constitutionnelle.

**Parrain:** M. Gil Rémillard

**Présentation:** 3 septembre 1992

**Adoption du principe:** 8 septembre 1992

**Commission plénière:** 8 septembre 1992

**Adoption:** 8 septembre 1992

**Sanction:** 8 septembre 1992

**Entrée en vigueur:** 8 septembre 1992

**Loi modifiée:** Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec (1991, chapitre 34)

**Projet de loi 45 (chapitre 50)****Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services**

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur l'administration financière et la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services afin de permettre au gouvernement d'exempter avec ou sans condition certains organismes publics de l'application de l'ensemble de la réglementation prise en vertu de ces lois et portant sur les conditions des contrats faits par les organismes publics et sur l'acquisition et la fourniture de biens et services par de tels organismes. Elle précise en outre le pouvoir de certains organismes publics d'adopter des règles particulières sur ces sujets.

<b>Ministre responsable:</b>	le ministre des Approvisionnements et Services
<b>Parrain:</b>	M. Robert Dutil
<b>Présentation:</b>	11 septembre 1992
<b>Adoption du principe:</b>	2 décembre 1992
<b>Commission du budget et de l'administration:</b>	9 décembre 1992
<b>Adoption:</b>	16 décembre 1992
<b>Sanction:</b>	18 décembre 1992
<b>Entrée en vigueur:</b>	à la date fixée par le gouvernement

**Lois modifiées:** Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6)  
 Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services (L.R.Q., chapitre M-23.01)

**Projet de loi 46** (chapitre 51)

Loi modifiant la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec afin d'autoriser cette société à verser au fonds consolidé du revenu, au cours de l'exercice financier 1992-1993 du gouvernement, la contribution annoncée dans le Discours sur le budget 1992-1993 du 14 mai 1992.

**Ministre responsable:** le ministre des Transports

**Parrain:** M. Sam L. Elkas

**Présentation:** 11 septembre 1992

**Adoption du principe:** 2 décembre 1992

**Commission de l'aménagement et des équipements:** 2, 3, 9 décembre 1992

**Adoption:** 17 décembre 1992

**Sanction:** 18 décembre 1992

**Entrée en vigueur:** 18 décembre 1992

**Loi modifiée:** Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec (L.R.Q., chapitre S-11.011)

## Projet de loi 47 (chapitre 62)

Loi concernant le versement d'une allocation de retraite et d'autres prestations et modifiant la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

**Objet:** Cette loi permet au gouvernement d'établir un régime prévoyant une allocation de retraite à l'égard des employés satisfaisant à certains critères d'admissibilité prévus dans la loi. Les règles et les modalités nécessaires à l'administration de cette nouvelle mesure, dont notamment celles qui sont relatives au calcul et à l'acquittement de l'allocation de retraite, seront prévues par règlement.

La loi prévoit également que l'employé admissible au versement de cette allocation de retraite a également droit de recevoir certaines prestations additionnelles prévues à la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

La loi permet de plus au gouvernement de déterminer par règlement la date d'échéance des mesures mentionnées précédemment de même que toute autre date jusqu'à laquelle ces mesures pourront continuer de s'appliquer.

Enfin, la loi prévoit le mode de financement de ces mesures, apporte certaines modifications de concordance aux mesures de retraite anticipée prévues à la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et prévoit certaines dispositions d'ordre technique relativement au financement de l'application des critères temporaires d'admissibilité à la pension.

**Ministre responsable:** le ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor

**Parrain:** M. Daniel Johnson

**Présentation:** 16 septembre 1992

**Adoption du principe:** 3 décembre 1992

**Commission du budget et de l'administration:** 4 décembre 1992

**Adoption:** 16 décembre 1992

**Sanction:** 22 décembre 1992

**Entrée en vigueur:** 22 décembre 1992

**Loi modifiée:** Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)



## Projet de loi 50 (chapitre 63)

Loi modifiant le Code de procédure civile concernant le recouvrement des petites créances

**Objet:** Cette loi a principalement pour objet d'augmenter de 1 000 \$ à 3 000 \$ le montant des créances qui pourront faire l'objet d'un recouvrement devant la Division des petites créances de la Cour du Québec conformément aux dispositions du Livre VIII du Code de procédure civile.

Cette loi a également pour objet de permettre aux personnes morales qui comptent au plus cinq personnes liées à elles par contrat de travail de se prévaloir du Livre VIII de ce code pour recouvrer, à titre de créancier, une petite créance.

Cette loi prévoit en outre que les frais relatifs à la présentation de la requête introductive d'instance et ceux relatifs à l'exécution forcée des jugements sont dorénavant déterminés par règlement du gouvernement. De plus, cette loi introduit une nouvelle tarification relative à la contestation de la requête et prévoit également que le gouvernement détermine par règlement le montant de ces frais.

Cette loi modifie la règle de la représentation de la personne morale et prévoit certaines règles relatives à la preuve de son admissibilité devant la Division des petites créances. Elle modifie également certaines règles applicables lors du référé et ajuste celles applicables en matière d'adjudication des frais par le juge du procès.

Enfin, cette loi introduit une disposition transitoire en matière de référé.

<b>Ministre responsable:</b>	le ministre de la Justice
<b>Parrain:</b>	M. Gil Rémillard
<b>Présentation:</b>	16 septembre 1992
<b>Adoption du principe:</b>	1 <sup>er</sup> décembre 1992
<b>Commission des institutions:</b>	1, 3, 4, 7 décembre 1992
<b>Adoption:</b>	21 décembre 1992
<b>Sanction:</b>	22 décembre 1992
<b>Entrée en vigueur:</b>	à la date fixée par le gouvernement

**Lois modifiées:** Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25)  
Loi sur les cours municipales et modifiant diverses dispositions législatives (1989, chapitre 52)

**Projet de loi 51 (chapitre 64)****Loi sur le Conseil des aînés**

**Objet:** Cette loi institue le Conseil des aînés.

La loi prévoit que le Conseil se compose de dix-huit membres. Douze d'entre eux ayant droit de vote, sont nommés par le gouvernement et les six autres membres sans droit de vote, sont désignés par la loi.

Le Conseil aura principalement pour fonctions de promouvoir les droits des personnes âgées, leurs intérêts et leur participation à la vie collective ainsi que conseiller le ministre sur toute question qui concerne ces personnes.

**Ministre responsable:** le ministre désigné par le gouvernement

**Parrain:** M. Marc-Yvan Côté

**Présentation:** 25 novembre 1992

**Adoption du principe:** 2 décembre 1992

**Commission des affaires sociales:** 3 décembre 1992

**Adoption:** 21 décembre 1992

**Sanction:** 22 décembre 1992

**Entrée en vigueur:** à la date fixée par le gouvernement

**Loi modifiée:** Aucune

## Projet de loi 52 (chapitre 65)

### Loi sur le ministère de la Culture

**Objet:** Cette loi prévoit la création du ministère de la Culture en remplacement du ministère des Affaires culturelles.

Cette loi prévoit que le ministre de la Culture exerce ses fonctions dans les domaines du patrimoine, des arts, des lettres et des industries culturelles. Elle confère notamment au ministre de la Culture le mandat d'élaborer une politique culturelle ainsi que des politiques sectorielles relatives aux domaines de sa compétence. De plus, le ministre de la Culture pourra élaborer une politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement. Enfin, elle accorde au ministre de la Culture certains pouvoirs particuliers pour l'exercice de ses fonctions notamment en ce qui concerne les bibliothèques publiques et les centres régionaux de services aux bibliothèques publiques.

Par ailleurs, cette loi propose certaines modifications à diverses lois afin notamment de permettre à toute municipalité d'établir et de maintenir des bibliothèques publiques, des maisons de la culture, des musées publics, des centres d'expositions, des centres d'interprétation du patrimoine et des salles de spectacles.

**Ministre responsable:** le ministre de la Culture

**Parrain:** Mme Liza Frulla-Hébert

**Présentation:** 25 novembre 1992

**Adoption du principe:** 2 décembre 1992

**Commission de la culture:** 3 décembre 1992

**Adoption:** 21 décembre 1992

**Sanction:** 22 décembre 1992

**Entrée en vigueur:** 1<sup>er</sup> janvier 1993

**Lois modifiées:** Loi sur la Bibliothèque nationale du Québec (L.R.Q., chapitre B-2.1)  
Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)  
Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)  
Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre (L.R.Q., chapitre D-8.1)  
Charte de la Ville de Montréal (1959-1960, chapitre 102)  
Charte de la Ville de Québec (1929, chapitre 95)

**Loi abrogée:** Loi sur les bibliothèques publiques (L.R.Q., chapitre B-3)

**Loi remplacée:** Loi sur le ministère des Affaires culturelles (L.R.Q., chapitre M-20)

**Projet de loi 53 (chapitre 66)****Loi sur le Conseil des arts et des lettres du Québec**

**Objet:** Cette loi institue le Conseil des arts et des lettres du Québec.

Le Conseil exercera ses attributions dans les domaines des arts visuels, des métiers d'art, de la littérature, des arts de la scène, des arts multidisciplinaires et des arts médiatiques, ainsi qu'en matière de recherche architecturale. Elle aura pour objet de soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, l'expérimentation et la production et d'en favoriser le rayonnement au Québec, dans le reste du Canada et à l'étranger. Elle aura aussi pour objet de soutenir le perfectionnement des artistes.

Ainsi, la loi confère au Conseil le pouvoir d'accorder de l'aide financière, au moyen de subventions ou de bourses. Cette aide sera accordée dans le cadre du plan annuel d'activités du Conseil approuvé par le ministre des Affaires culturelles et des programmes d'aide financière élaborés par le Conseil. Le Conseil pourra aussi gérer, avec l'autorisation du gouvernement et aux conditions que ce dernier détermine, tout programme d'aide financière que lui confiera un ministère ou un organisme public. Il aura également le pouvoir de décerner des prix à l'excellence artistique.

La loi établit par ailleurs les règles relatives au fonctionnement du Conseil et à la composition de son conseil d'administration. Elle édicte enfin certaines dispositions plus techniques ou de nature transitoire.

<b>Ministre responsable:</b>	le ministre de la Culture
<b>Parrain:</b>	Mme Liza Frulla-Hébert
<b>Présentation:</b>	25 novembre 1992
<b>Adoption du principe:</b>	2 décembre 1992
<b>Commission de la culture:</b>	4 décembre 1992
<b>Adoption:</b>	21 décembre 1992
<b>Sanction:</b>	22 décembre 1992
<b>Entrée en vigueur:</b>	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement
<b>Lois modifiées:</b>	Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10) Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)

## Projet de loi 54 (chapitre 52)

### Loi concernant le barrage-réservoir des Rapides des Cèdres

**Objet:** Cette loi établit la limite du droit de propriété riverain de l'État en bordure des lacs et des rivières affectés par le barrage-réservoir des Rapides des Cèdres à la ligne des hautes eaux, telle que modifiée par l'exhaussement des eaux résultant de l'exploitation du barrage. Elle transfère de plus le droit de propriété de la lisière de terrain située au-dessus de cette limite au propriétaire du terrain contigu ou à la personne qui l'occupe.

La loi prévoit cependant que cette lisière est assujettie à une servitude réelle et perpétuelle d'inondation en vertu de laquelle aucun recours ne peut être exercé pour tout dommage causé par l'exploitation du barrage, lorsque celle-ci est conforme aux lois et règlements applicables. La loi permet en outre l'enregistrement du transfert de propriété et de la servitude au bureau des divisions d'enregistrement concernées.

Enfin, cette loi soumet cette lisière de terrain à la législation applicable aux terres sous concession, lorsque le terrain contigu est lui-même une terre sous concession au sens de la Loi sur les terres agricoles du domaine public.

<b>Ministre responsable:</b>	le ministre de l'Énergie et des Ressources
<b>Parrain:</b>	Mme Lise Bacon
<b>Présentation:</b>	25 novembre 1992
<b>Adoption du principe:</b>	3 décembre 1992
<b>Commission de l'économie et du travail:</b>	8 décembre 1992
<b>Adoption:</b>	15 décembre 1992
<b>Sanction:</b>	18 décembre 1992
<b>Entrée en vigueur:</b>	18 décembre 1992
<b>Loi modifiée:</b>	Aucune

## Projet de loi 55 (chapitre 53)

### Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives qui concernent les finances des municipalités. Elle révisé quelques règles adoptées en juin 1991 par le chapitre 32 et elle édicte de nouvelles mesures administratives.

La loi revoit certaines règles relatives à la surtaxe sur les immeubles non résidentiels. Ainsi, oblige-t-elle une municipalité qui impose cette surtaxe à avoir une annexe partielle où sont inscrits les occupants auxquels peut s'appliquer la subvention municipale compensant la surtaxe ou, à défaut de telles inscriptions, une annexe partielle déposée en blanc. Cette loi supprime le délai d'attente de 60 jours que la loi impose à l'égard du dégrèvement de cette surtaxe et elle habilite les municipalités à déterminer le cadre d'application du droit au dégrèvement.

De plus, la loi clarifie la notion de vacance d'une unité d'évaluation et d'un local et en étend la portée à l'unité et au local inoccupés mais non disponibles sur le marché à cause d'un bail dont l'exécution n'est pas encore commencée. Elle aplanit les difficultés relatives aux inscriptions à l'annexe du rôle et à la tenue à jour de cette annexe.

La loi apporte également une précision à l'égard des divers droits dont il peut être tenu compte dans le processus d'établissement de la valeur réelle d'une unité d'évaluation.

D'autre part, cette loi permet à une municipalité de faire confectionner un rôle de la valeur locative qui pourra ne servir qu'aux fins de l'établissement des cotisations des membres d'une société d'initiative et de développement d'artères commerciales.

La loi, de plus, retranche certaines municipalités de la liste de celles dont les citoyens, qui possèdent une automobile, doivent verser une contribution annuelle pour le financement de certains services de transport en commun.

La loi prévoit également l'implantation de quelques mesures qui visent à permettre à l'administration gouvernementale d'amortir les coûts de certains services qu'elle rend aux municipalités en y faisant contribuer financièrement ces bénéficiaires.

Enfin, cette loi comporte des modifications de concordance à l'égard de certaines règles d'administration.

<b>Ministre responsable:</b>	le ministre des Affaires municipales
<b>Parrain:</b>	M. Claude Ryan
<b>Présentation:</b>	25 novembre 1992
<b>Adoption du principe:</b>	4 décembre 1992
<b>Commission de l'aménagement et des équipements:</b>	4, 7, 8, 14 décembre 1992
<b>Adoption:</b>	18 décembre 1992
<b>Sanction:</b>	18 décembre 1992

**Entrée en vigueur:** 18 décembre 1992

**Lois modifiées:** Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1)  
Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12)  
Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales  
(1991, chapitre 32)  
Charte de la Ville de Montréal (1959-1960, chapitre 102)

## Projet de loi 57 (chapitre 54)

### Loi sur la voirie et modifiant diverses dispositions législatives

**Objet:** Cette loi a principalement pour objet le partage de la gestion du réseau routier entre le ministère des Transports et les municipalités. Elle établit la compétence du ministre sur les routes que détermine le gouvernement et prévoit les pouvoirs et obligations du ministre nécessaires à la gestion de ces routes de même que les règles de responsabilité qui lui sont applicables.

D'autre part, la loi établit la compétence des municipalités à l'égard du réseau dont elles auront la gestion, les règles de gestion des routes municipales et le régime de responsabilité qui leur est applicable. Elle prévoit également la conclusion d'ententes entre le ministre et les municipalités aux fins notamment de l'entretien des routes de l'un ou l'autre des deux réseaux.

La loi précise les pouvoirs du ministre à l'égard des chemins miniers, incorpore aux deux réseaux les chemins de colonisation ouverts à la circulation routière et prévoit des dispositions permettant de disposer de ceux qui ne peuvent pas être incorporés à l'un ou l'autre des deux réseaux routiers.

Enfin, la loi accorde au ministre les pouvoirs nécessaires à l'octroi de subventions.

<b>Ministre responsable:</b>	le ministre des Transports
<b>Parrain:</b>	M. Robert Middlemiss
<b>Présentation:</b>	26 novembre 1992
<b>Adoption du principe:</b>	10 décembre 1992
<b>Commission de l'aménagement et des équipements:</b>	10, 11, 15, 16 décembre 1992
<b>Adoption:</b>	18 décembre 1992
<b>Sanction:</b>	18 décembre 1992
<b>Entrée en vigueur:</b>	1 <sup>er</sup> avril 1993

**Lois modifiées:** Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)  
 Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2)  
 Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)  
 Loi sur la contribution municipale à la construction de chemins (L.R.Q., chapitre C-66)  
 Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (L.R.Q., chapitre D-7)  
 Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13.1)  
 Loi sur le ministère des Transports (L.R.Q., chapitre M-28)  
 Loi sur le Parc Forillon et ses environs (L.R.Q., chapitre P-8)  
 Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., chapitre P-41.1)  
 Loi sur la publicité le long des routes (L.R.Q., chapitre P-44)

**Lois abrogées:** Loi sur les chemins de colonisation (L.R.Q., chapitre C-13)  
 Loi sur les travaux publics (L.R.Q., chapitre T-15)

**Loi remplacée:** Loi sur la voirie (L.R.Q., chapitre V-8)



## Projet de loi 59 (chapitre 55)

### Loi modifiant la Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux

**Objet:** Cette loi apporte diverses modifications à la Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux.

C'est ainsi que, désormais, le public pourra généralement être admis dans un établissement commercial de 8 heures à 17 heures le samedi et le dimanche et de 8 heures à 21 heures les autres jours de la semaine.

Par ailleurs, il sera interdit pour une période de 3 ans à l'exploitant d'un établissement commercial soumis à ces heures d'imposer une sanction à une personne actuellement à son emploi pour le motif qu'elle a refusé de travailler le dimanche ou durant les heures additionnelles d'admission prévues par la loi.

La loi maintient en outre la plupart des exceptions actuellement prévues mais modifie les modalités d'application de certaines d'entre elles.

La loi contient enfin diverses dispositions de nature plus technique ou transitoire.

<b>Ministre responsable:</b>	le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie
<b>Parrain:</b>	M. Gérard Tremblay
<b>Présentation:</b>	26 novembre 1992
<b>Adoption du principe:</b>	8 décembre 1992
<b>Commission de l'économie et du travail:</b>	8, 9, 10, 14 décembre 1992
<b>Adoption:</b>	18 décembre 1992
<b>Sanction:</b>	18 décembre 1992
<b>Entrée en vigueur:</b>	18 décembre 1992
<b>Loi modifiée:</b>	Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux (L.R.Q., chapitre H-2.1)

**Projet de loi 61** (chapitre 56)**Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement**

**Objet:** Cette loi a pour objet de modifier la Loi sur la qualité de l'environnement plus particulièrement en ce qui concerne la procédure d'évaluation environnementale.

Ainsi, cette loi prévoit que toute politique et tout programme du gouvernement, de l'un de ses ministères ou organismes doivent faire l'objet, avant leur établissement, d'une prise en compte des aspects environnementaux qu'ils comportent. En outre, ces programmes de même que ceux d'une municipalité peuvent être soumis à la procédure d'évaluation environnementale. Les projets découlant de tels programmes peuvent, par ailleurs, être également assujettis à la procédure applicable aux projets.

Cette loi prévoit aussi que tous les projets déterminés par règlement, autres que ceux découlant d'un programme, sont assujettis à une procédure d'évaluation environnementale. Dans le cas de projets à enjeux ou impacts mineurs, la procédure comporte une étape de consultation de la population et, dans le cas de projets à enjeux ou impacts majeurs, la procédure comporte en plus la possibilité d'audience publique ou de médiation.

Cette loi permet, par ailleurs, l'établissement d'un fonds en vue de favoriser la participation des personnes, groupes ou municipalités à des audiences publiques et apporte certaines modifications concernant la composition et le fonctionnement du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement.

En outre, cette loi établit une nouvelle infraction à l'égard du propriétaire ou de l'occupant d'un terrain qui a connaissance de la contamination du sol et qui tolère cette contamination. Elle établit également un nouveau délai de prescription à l'égard de certaines poursuites pénales.

Enfin, cette loi confère au gouvernement les pouvoirs réglementaires nécessaires à l'application de la loi et contient des dispositions de nature transitoire et de concordance.

<b>Ministre responsable:</b>	le ministre de l'Environnement
<b>Parrain:</b>	M. Pierre Paradis
<b>Présentation:</b>	3 décembre 1992
<b>Adoption du principe:</b>	10 décembre 1992
<b>Commission plénière:</b>	18 décembre 1992
<b>Adoption:</b>	18 décembre 1992
<b>Sanction:</b>	18 décembre 1992
<b>Entrée en vigueur:</b>	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement
— 15 février 1993:	aa. 14, 16, 18 Décret 15-93

**Loi modifiée:** Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2)

**Projet de loi 63 (chapitre 48)****Loi n° 5 sur les crédits, 1992-1993**

**Objet:** Cette loi a pour objet d'autoriser le gouvernement à payer sur le fonds consolidé du revenu une somme de 76 924 300 \$ représentant les crédits à voter pour chacun des programmes des ministères énumérés à l'annexe.

Cette somme apparaît aux crédits supplémentaires de dépenses du Québec pour l'année financière 1992-1993.

**Ministre responsable:** le ministre des Finances

**Parrain:** M. Gérard D. Levesque

**Présentation:** 11 décembre 1992

**Adoption du principe:** 11 décembre 1992

**Commission plénière:** 11 décembre 1992

**Adoption:** 11 décembre 1992

**Sanction:** 14 décembre 1992

**Entrée en vigueur:** 14 décembre 1992

**Loi modifiée:** Aucune

## **Projet de loi 65 (chapitre 49)**

### **Loi concernant le recensement suivant la délimitation des circonscriptions électorales et modifiant la Loi sur la consultation populaire**

**Objet:** Cette loi prévoit que le recensement qui devait avoir lieu avant le 15 janvier 1993, suite à la délimitation des circonscriptions électorales, se tiendra du 4 au 7 octobre 1993.

La loi prévoit cependant que ce recensement n'aura pas lieu si des élections générales sont décrétées avant le 4 octobre 1993. Elle prévoit de plus, si des élections générales sont décrétées au cours de la semaine pendant laquelle a lieu le recensement, que ce recensement sert alors pour les élections et que le scrutin a lieu le sixième lundi suivant la prise du décret.

Par ailleurs, la loi oblige le directeur général des élections à dresser, d'ici le 28 février 1993, la liste électorale des circonscriptions établies par la dernière délimitation en utilisant la liste électorale ayant servi lors du scrutin du 26 octobre 1992. La liste électorale ainsi dressée servirait aux élections générales décrétées avant le 1<sup>er</sup> juillet 1993 et le scrutin aurait lieu le sixième lundi suivant la prise du décret.

La loi modifie enfin la Loi sur la consultation populaire pour permettre à l'Assemblée nationale d'ajuster la subvention versée par le ministre des Finances aux comités nationaux de façon à tenir compte du nombre additionnel d'électeurs inscrits sur la liste électorale ayant servi au scrutin.

<b>Ministre responsable:</b>	le ministre délégué à la Réforme électorale
<b>Parrain:</b>	M. Marc-Yvan Côté
<b>Présentation:</b>	11 décembre 1992
<b>Adoption du principe:</b>	14 décembre 1992
<b>Commission plénière:</b>	14 décembre 1992
<b>Adoption:</b>	14 décembre 1992
<b>Sanction:</b>	14 décembre 1992
<b>Entrée en vigueur:</b>	14 décembre 1992

**Loi modifiée:** Loi sur la consultation populaire (L.R.Q., chapitre C-64.1)

## Projet de loi 66 (chapitre 67)

Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et modifiant d'autres dispositions législatives

**Objet:** Cette loi modifie les régimes de retraite des secteurs public et parapublic afin notamment de les harmoniser avec les règles découlant de la réforme de l'aide fiscale à l'épargne-retraite. C'est ainsi que la loi introduit un plafond annuel de prestations applicable lors d'un rachat d'années ou de parties d'année de service antérieures à 1990, permet au gouvernement d'établir par règlement des limites quant aux périodes de congés sans traitement postérieures à 1991 qui peuvent être créditées à un participant à un régime de retraite et précise l'application du traitement moyen minimum pour les fins du calcul de la pension de même que le calcul du montant minimal de pension.

Par ailleurs la loi apporte d'autres modifications de nature plus technique afin de faciliter l'administration de ces régimes de retraite. C'est ainsi qu'elle modifie, entre autres, la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, la Loi sur le régime de retraite des enseignants et la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires en y apportant notamment des ajustements aux modalités du calcul de la pension et aux rachats de périodes de congés sans traitement.

Enfin, cette loi contient des dispositions de concordance ou de nature transitoire.

<b>Ministre responsable:</b>	le ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor
<b>Parrain:</b>	M. Daniel Johnson
<b>Présentation:</b>	15 décembre 1992
<b>Adoption du principe:</b>	18 décembre 1992
<b>Commission du budget et de l'administration:</b>	18 décembre 1992
<b>Adoption:</b>	18 décembre 1992
<b>Sanction:</b>	22 décembre 1992
<b>Entrée en vigueur:</b>	le 22 décembre 1992, à l'exception des articles 17, 32, 36, 43, 44, 51, 54, des paragraphes 1°, 2°, 4° et 5° de l'article 55, de l'article 56 dans la mesure où il réfère à la Commission des services juridiques, des articles 59, 62, 71, 72, 80, du paragraphe 1° de l'article 92 et de l'article 93 dans la mesure où il réfère à cette commission, qui entreront en vigueur le 1 <sup>er</sup> janvier 1993

- Lois modifiées:** Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (L.R.Q., chapitre C-52.1)  
Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (L.R.Q., chapitre R-9.1)  
Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (L.R.Q., chapitre R-9.2)  
Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., chapitre R-9.3)  
Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)  
Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., chapitre R-11)  
Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)  
Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16)

## Projet de loi 141 (chapitre 68)

### Loi sur l'enseignement privé

**Objet:** Cette loi remplace l'actuelle Loi sur l'enseignement privé. Elle s'applique à tout établissement d'enseignement privé qui dispense tout ou partie des services de formation et d'éveil à l'éducation préscolaire, des services d'enseignement au primaire, des services d'enseignement en formation générale ou professionnelle au secondaire, des services de formation secondaire pour les adultes, des services d'enseignement général ou professionnel au collégial ou des services de formation professionnelle d'appoint dans un domaine apparaissant à la liste établie par règlement du gouvernement.

La loi prévoit l'obligation d'être titulaire d'un permis pour tenir un établissement d'enseignement privé. Elle établit ensuite les règles régissant les activités des établissements d'enseignement privés, notamment celles relatives à l'organisation pédagogique et à la qualification des personnels.

La loi établit également les règles applicables au contrat de services éducatifs par lequel un établissement d'enseignement privé s'engage envers une personne physique, le client, à fournir des services éducatifs ou des services accessoires moyennant un prix que le client s'oblige à lui payer.

Elle accorde au ministre de l'Éducation et au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science le pouvoir d'agréer aux fins de subventions, après consultation de la Commission consultative de l'enseignement privé, l'établissement du titulaire de permis qui en fait la demande par écrit. Le montant des subventions est déterminé suivant des règles budgétaires établies annuellement par le ministre et approuvées par le Conseil du trésor.

La loi assure la continuation, sous son nom, de l'existence de la Commission consultative de l'enseignement privé instituée par la Loi sur l'enseignement privé, pourvoit à son organisation et détermine ses fonctions et pouvoirs.

La loi détermine ensuite les pouvoirs de réglementation du gouvernement, du ministre de l'Éducation et du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science. Elle accorde au ministre de l'Éducation et au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science un pouvoir de surveillance.

La loi détermine les conditions et modalités de modification ou de révocation du permis de tenir un établissement d'enseignement privé, de modification ou de révocation d'un agrément aux fins de subventions et de retrait de subventions en cas de défaut.

Enfin, cette loi édicte des dispositions pénales et des dispositions transitoires et apporte les modifications de concordance nécessaires.

<b>Ministres responsables:</b>	le ministre de l'Éducation; le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science; le ministre des Transports
<b>Parrain:</b>	Mme Lucienne Robillard
<b>Présentation:</b>	15 mai 1991
<b>Adoption du principe:</b>	11 juin 1991

**Commission de l'éducation:**

- consultations particulières: 21, 22 août 1991
- étude détaillée: 13 décembre 1991;  
18 juin 1992;  
7, 9, 10, 11 décembre 1992

**Adoption:** 18 décembre 1992

**Sanction:** 22 décembre 1992

**Entrée en vigueur:** le 1<sup>er</sup> juillet 1993, sauf:

1° les dispositions des articles 154, 162, 163 à 166 et 168 et du deuxième alinéa de l'article 177 qui entrent en vigueur le 22 décembre 1992;

2° celles des deuxième et troisième alinéas de l'article 171 et de l'article 172 qui entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1993

**Lois modifiées:** Charte de la langue française (L.R.Q., chapitre C-11)  
Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1)  
Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)  
Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-13.3)  
Loi sur le ministère de l'Éducation (L.R.Q., chapitre M-15)  
Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science (L.R.Q., chapitre M-15.1.1)  
Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., chapitre P-40.1)  
Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)  
Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., chapitre R-11)

**Loi remplacée:** Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9) (*sauf exceptions*)



## Projet de loi 185 (chapitre 42)

Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction

**Objet:** Cette loi a pour objet d'apporter divers correctifs à la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction.

Cette loi précise notamment la notion d'entrepreneur autonome, le droit applicable au représentant d'une corporation ou d'une société qui oeuvre sur les chantiers de construction et certains pouvoirs de la Commission de la construction du Québec.

Cette loi majore certaines amendes et crée de nouvelles infractions. Ainsi, en cas de récidive, certaines infractions entraînent, en outre des amendes, la suspension du certificat de compétence, de son renouvellement ou du droit d'en obtenir un. De plus, quiconque utilise les services d'un salarié dont le certificat de compétence ou le droit d'en obtenir un a été suspendu est passible de fortes amendes.

De plus, cette loi étend à tout entrepreneur de construction la responsabilité solidaire, avec ses sous-traitants, du paiement des salaires dus par ces derniers à leurs salariés. Elle rend responsable du paiement du salaire fixé par le Décret de la construction, tout donneur d'ouvrage qui contracte avec un entrepreneur qui n'est pas titulaire de la licence requise pour exécuter des travaux de construction.

Enfin, cette loi supprime l'obligation de publier dans les journaux la convention collective conclue par les parties et la requête demandant son extension juridique et elle permet au gouvernement de déterminer les cas prévus par la loi où des frais, droits ou honoraires peuvent être exigés.

<b>Ministre responsable:</b>	le ministre du Travail
<b>Parrain:</b>	M. Normand Cherry
<b>Présentation:</b>	13 novembre 1991
<b>Adoption du principe:</b>	27 novembre 1991
<b>Commission de l'économie: et du travail:</b>	
– consultation particulière:	6 décembre 1991
– consultation générale:	18, 19, 20 février 1992;
– étude détaillée:	10, 11 décembre 1991; 15, 16 juin 1992
<b>Adoption:</b>	23 juin 1992
<b>Sanction:</b>	23 juin 1992
<b>Entrée en vigueur:</b>	23 juin 1992
<b>Loi modifiée:</b>	Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20)

## Projet de loi 404 (chapitre 9)

Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale et d'autres dispositions législatives

**Objet:** Cette loi apporte certaines modifications à la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale afin d'harmoniser le régime de retraite prévu à cette loi avec les règles découlant de la réforme fiscale en matière d'épargne-retraite.

Cette loi limite, aux fins du calcul des cotisations et des prestations, le montant de l'indemnité annuelle admissible au montant requis pour atteindre le plafond des prestations déterminées, applicable en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu. Elle modifie également le taux de cotisation du régime de retraite en le fixant à 9 % de l'indemnité qui est versée au député. Elle réduit de plus le taux d'acquisition des crédits de rente à 1,75 % de l'indemnité annuelle versée au député et permet l'accumulation de crédits de rente jusqu'à concurrence d'une période équivalente à 25 années.

La loi fixe en outre l'âge normal de la retraite à 60 ans et permet la prise de la retraite avant cet âge avec réduction actuarielle. Elle modifie également les prestations payables en cas de décès au conjoint et aux enfants et accorde le droit à un député qui n'a pas atteint l'âge de 60 ans à la fin de son mandat de transférer le montant correspondant à la valeur actuarielle de sa rente dans un compte de retraite immobilisé. Elle permet de plus à un député, qui a reçu le paiement de ce montant, d'en faire remise et de bénéficier de nouveau d'un crédit de rente pour chacune des années ainsi remboursées.

Par ailleurs, la loi introduit une disposition dans la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale afin de permettre l'établissement d'un régime de prestations supplémentaires.

Enfin, la loi apporte d'autres modifications d'ordre plus technique ou de concordance portant notamment sur les droits qu'un député, celui qui a cessé de l'être avant le 1<sup>er</sup> janvier 1992 et celui qui est devenu retraité avant cette date ont acquis en vertu d'un régime de retraite applicable à un membre de l'Assemblée nationale.

<b>Parrain:</b>	M. Michel Pagé
<b>Présentation:</b>	9 décembre 1991
<b>Adoption du principe:</b>	17 décembre 1991
<b>Commission des institutions:</b>	
– consultation particulière:	18 mars 1992
– étude détaillée:	24, 25 mars 1992
<b>Adoption:</b>	27 mai 1992
<b>Sanction:</b>	27 mai 1992
<b>Entrée en vigueur:</b>	27 mai 1992

- Lois modifiées:** Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale (L.R.Q., chapitre C-52.1)  
Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (L.R.Q., chapitre R-9.2)  
Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)  
Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., chapitre R-11)  
Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)
- Loi remplacée:** Loi sur la Législature (L.R.Q., chapitre L-1)

**Projet de loi 406 (chapitre 43)****Loi sur l'Institut québécois de réforme du droit**

**Objet:** Cette loi a pour objet de constituer l'Institut québécois de réforme du droit. L'Institut aura pour mission de soumettre au ministre de la Justice des propositions visant la réforme et le développement du droit.

L'Institut devra consulter le ministre sur les programmes de recherches qu'il se propose d'entreprendre. Il devra se saisir en priorité des demandes d'études ou d'avis que pourra lui faire le ministre.

L'Institut sera composé de cinq à neuf membres dont certains pourront être nommés à temps partiel. Son secrétaire et son personnel seront de la fonction publique.

Les programmes de recherches ainsi que les rapports de recherches et d'activités de l'Institut seront déposés devant l'Assemblée nationale.

<b>Ministre responsable:</b>	le ministre de la Justice
<b>Parrain:</b>	M. Gil Rémillard
<b>Présentation:</b>	14 novembre 1991
<b>Adoption du principe:</b>	3 décembre 1991
<b>Commission des institutions:</b>	18 décembre 1991; 28 mai 1992
<b>Adoption:</b>	23 juin 1992
<b>Sanction:</b>	23 juin 1992
<b>Entrée en vigueur:</b>	à la date fixée par le gouvernement
<b>Loi modifiée:</b>	Aucune

## Projet de loi 407 (chapitre 1)

### Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal

**Objet:** Cette loi modifie diverses lois fiscales afin de donner suite principalement au Discours sur le budget du ministre des Finances du Québec du 2 mai 1991, à ses Déclarations ministérielles du 19 décembre 1990 et du 24 octobre 1991, au document technique publié par le ministère des Finances le 13 février 1991 et intitulé «Taxe de vente du Québec» ainsi qu'aux bulletins d'information 91-2 et 91-4 émis par ce ministère respectivement le 5 juillet 1991 et le 4 octobre 1991.

Cette loi modifie en premier lieu la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail afin d'y prévoir certaines règles relatives à la taxation des montants qui, dans le cadre de régimes d'avantages sociaux non assurés, sont payés en raison de la réalisation d'un risque.

Elle modifie en second lieu la Loi sur les impôts afin d'y introduire plusieurs mesures fiscales propres au Québec. Ces mesures concernent notamment:

- 1° l'introduction d'un crédit d'impôt remboursable à l'égard d'une production cinématographique québécoise;
- 2° l'introduction d'un crédit d'impôt remboursable pour taxe de vente du Québec;
- 3° l'introduction d'un crédit d'impôt remboursable visant à favoriser l'augmentation du capital des petites et moyennes entreprises;
- 4° l'introduction d'un crédit d'impôt remboursable pour la recherche et le développement effectués par un centre de recherche public admissible;
- 5° l'introduction d'un crédit d'impôt remboursable relativement au remboursement de certaines prestations;
- 6° l'indexation des besoins essentiels reconnus dans le régime d'imposition;
- 7° la déductibilité du capital et de l'intérêt d'un prêt accordé dans le cadre du nouveau programme d'aide à la formation des travailleurs;
- 8° la majoration des taux d'imposition des corporations;
- 9° la prolongation de deux années du délai accordé pour l'engagement des frais d'exploration pouvant donner droit aux déductions additionnelles québécoises;
- 10° la hausse du taux de la déduction de base relative aux sociétés de placements dans l'entreprise québécoise (SPEQ) et de celle relative au Régime d'investissement coopératif;
- 11° la renonciation à certains frais d'émission au bénéfice de certains contribuables pouvant réclamer les déductions additionnelles québécoises pour exploration minière, pétrolière ou gazière, ou la déduction pour SPEQ;
- 12° les règles relatives au régime d'épargne-actions, comprenant une nouvelle modulation des catégories de corporations admissibles en fonction de l'importance des actifs, une nouvelle sorte de titres admissibles pour deux années, le retrait présumé du régime de certaines actions à compter de l'année 1994 et l'abandon de la notion d'action ordinaire à plein droit de vote;
- 13° la prolongation à l'année 1992 du régime d'épargne parts permanentes des caisses;
- 14° l'utilisation des sommes accumulées dans un régime enregistré d'épargne-logement pour l'achat de meubles en 1991;
- 15° le régime fiscal des options d'achat d'actions accordées aux employés d'une corporation publique;

16° certaines modifications techniques aux règles relatives aux centres financiers internationaux;

17° la pénalité additionnelle pour production tardive d'une déclaration fiscale pour une grande corporation;

18° l'assouplissement des règles relatives aux sociétés à capital de risque de recherche et développement;

19° les contrats de recherche universitaire dont l'exécution est poursuivie par une filiale entièrement contrôlée;

20° l'assouplissement au délai accordé pour la présentation d'une demande de Décision Anticipée à l'égard d'un contrat de recherche universitaire;

21° l'assouplissement des règles relatives au crédit d'impôt remboursable pour la formation de la main-d'oeuvre;

22° l'abrogation du crédit d'impôt remboursable pour taxi.

Elle modifie en troisième lieu la Loi sur les licences afin d'exempter de certains droits les titulaires de permis de réunion délivrés en vertu de la Loi sur les permis d'alcool.

Elle modifie en quatrième lieu la Loi sur le ministère du Revenu afin d'y introduire diverses mesures fiscales. Ces mesures concernent:

1° la hausse de 15 \$ à 25 \$ des frais applicables aux chèques refusés pour insuffisance de fonds;

2° l'exigence du certificat relatif à la distribution de biens à l'égard de certaines personnes agissant pour d'autres;

3° la responsabilité des administrateurs lorsqu'une corporation a omis de retenir, déduire, percevoir ou payer certains montants en vertu d'une loi fiscale;

4° le taux d'intérêt applicable aux remboursements effectués par le ministère du Revenu, notamment ceux qui sont dus aux particuliers;

5° la pénalité pour obtention frauduleuse d'un remboursement prévu par une loi fiscale.

Elle modifie en cinquième lieu la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec afin d'y prévoir, d'une part, la majoration du taux effectif de la contribution des employeurs au Fonds des services de santé et, d'autre part, que certains paiements d'assurance ne soient pas assujettis à une telle contribution.

Elle modifie en sixième lieu la Loi sur le régime de rentes du Québec afin d'y prévoir que certains paiements d'assurance ne soient pas assujettis aux contributions prévues par cette loi.

Elle modifie en septième lieu la Loi sur le remboursement d'impôts fonciers afin d'y prévoir l'indexation, entre autres, du montant maximal de taxes admissibles donnant droit au remboursement d'impôts fonciers.

Elle modifie en huitième lieu certaines lois, adoptées en 1990 et en 1991, qui ont modifié la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, afin d'y inclure des dispositions de nature technique.

Elle modifie en neuvième lieu la Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal pour assurer la concordance de certaines dispositions de cette loi avec des modifications apportées par la présente loi.

<b>Ministre responsable:</b>	le ministre du Revenu
<b>Parrain:</b>	M. Raymond Savoie
<b>Présentation:</b>	6 décembre 1991
<b>Adoption du principe:</b>	17 décembre 1991
<b>Commission du budget et de l'administration:</b>	11, 12 février 1992
<b>Adoption:</b>	17 mars 1992
<b>Sanction:</b>	18 mars 1992
<b>Entrée en vigueur:</b>	18 mars 1992

**Lois modifiées:** Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., chapitre I-1)  
 Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)  
 Loi sur les licences (L.R.Q., chapitre L-3)  
 Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)  
 Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5)  
 Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9)  
 Loi sur le remboursement d'impôts fonciers (L.R.Q., chapitre R-20.1)  
 Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal (1990, chapitre 7)  
 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal (1990, chapitre 59)  
 Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal (1991, chapitre 8)  
 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal (1991, chapitre 25)  
 Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal (1991, chapitre 67)

**Projet de loi 408 (chapitre 44)****Loi sur la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre**

**Objet:** Cette loi institue la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre.

La Société aura pour mission de promouvoir le développement de la main-d'oeuvre et de favoriser l'équilibre entre l'offre et la demande de main-d'oeuvre sur le marché du travail et de l'emploi. Elle aura ainsi la responsabilité d'élaborer, de mettre en oeuvre et de gérer des programmes notamment dans les domaines de la formation professionnelle, du recyclage, du reclassement et du placement de la main-d'oeuvre ainsi que dans celui de l'aide à l'emploi et à la gestion des ressources humaines. Le gouvernement pourra aussi confier à cette Société d'autres mandats.

La loi prévoit l'établissement de sociétés régionales qui verront à rendre accessibles aux individus et aux entreprises les programmes dont la Société est responsable. Elle prévoit également la création de conseils régionaux qui seront chargés de déterminer les orientations et les priorités des sociétés régionales et qui auront notamment pour fonctions de définir la problématique du marché du travail et de l'emploi dans chaque région, d'adapter les programmes de la Société aux réalités des régions et de mettre en oeuvre des initiatives régionales.

La loi édicte enfin certaines dispositions plus techniques notamment de nature transitoire et de concordance.

<b>Ministre responsable:</b>	le ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle
<b>Parrain:</b>	M. André Bourbeau
<b>Présentation:</b>	11 décembre 1991
<b>Adoption du principe:</b>	9 juin 1992
<b>Commission des affaires sociales:</b>	
– consultation générale:	4, 5, 11, 12, 25, 26 février 1992; 10, 11, 12, 17, 18 mars 1992
– étude détaillée:	11, 12, 16, 17, 18, 19, 22 juin 1992
<b>Adoption:</b>	22 juin 1992
<b>Sanction:</b>	23 juin 1992
<b>Entrée en vigueur:</b>	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement
— 1 <sup>er</sup> septembre 1992:	aa. 1 à 15, 47 à 54, 67 à 69, 71 (par. 2°), 73 (par. 2°), 74, 81, 95, 96 Décret 1290-92, G.O., 1992, Partie 2, p. 5847



**Lois modifiées:** Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (L.R.Q., chapitre F-5)  
Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)  
Loi sur le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu (L.R.Q., chapitre M-19.1)  
Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (L.R.Q., chapitre R-8.2)  
Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)  
Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)

**Projet de loi 409 (chapitre 45)****Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise**

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise afin de donner suite à certaines mesures annoncées dans le Discours sur le budget du 2 mai 1991.

La loi uniformise le montant du capital versé relatif aux actions ordinaires à plein droit de vote émises par une société de placements dans l'entreprise québécoise qui est fixé à 50 000 \$.

La loi introduit également des mesures de concordance à la Loi sur les impôts relativement à la bonification de l'avantage fiscal résultant d'une renonciation par une société de placements dans l'entreprise québécoise à réclamer une déduction à l'égard de ses frais d'émissions. De plus, elle ajoute des matières sur lesquelles le gouvernement peut faire des règlements.

**Ministre responsable:** le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie

**Parrain:** M. Gérard Tremblay

**Présentation:** 4 décembre 1991

**Adoption du principe:** 11 décembre 1991

**Commission de l'économie et du travail:** 11 février 1992

**Adoption:** 22 juin 1992

**Sanction:** 23 juin 1992

**Entrée en vigueur:** 23 juin 1992

**Loi modifiée:** Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise (L.R.Q., chapitre S-29.1)

**Projet de loi 410 (chapitre 46)****Loi favorisant l'augmentation du capital des petites et moyennes entreprises**

**Objet:** Cette loi donne suite aux mesures annoncées dans le Discours sur le budget du 2 mai 1991 de même qu'aux modalités d'application annoncées dans la Déclaration ministérielle du ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie du 19 juin 1991.

La loi établit et détermine les conditions qui permettent à une corporation de se prévaloir du crédit d'impôt remboursable prévu dans la Loi sur les impôts notamment ce qui constitue une corporation admissible, un placement admissible ou encore un investisseur admissible.

La loi détermine également les conditions permettant à la Société de développement industriel du Québec d'accorder un visa à l'égard d'un placement admissible, dans la mesure où sont rencontrées les conditions prévues par la loi ainsi que les règlements qui seront adoptés en vertu de celle-ci.

<b>Ministre responsable:</b>	le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie
<b>Parrain:</b>	M. Gérard Tremblay
<b>Présentation:</b>	4 décembre 1991
<b>Adoption du principe:</b>	12 décembre 1991
<b>Commission de l'économie et du travail:</b>	12, 25 février 1992
<b>Adoption:</b>	22 juin 1992
<b>Sanction:</b>	23 juin 1992
<b>Entrée en vigueur:</b>	23 juin 1992
<b>Loi modifiée:</b>	Aucune

**Projet de loi 413 (chapitre 12)****Loi modifiant la Loi sur l'optométrie**

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur l'optométrie afin de permettre, à certaines conditions, aux optométristes d'administrer certains médicaments aux seules fins de l'examen des yeux du patient.

**Ministre responsable:** le ministre responsable de l'application des lois professionnelles

**Parrain:** M. Raymond Savoie

**Présentation:** 12 mars 1992

**Adoption du principe:** 17 mars 1992

**Commission de l'éducation:** 13 mai 1992

**Adoption:** 16 juin 1992

**Sanction:** 17 juin 1992

**Entrée en vigueur:** 17 juin 1992

**Loi modifiée:** Loi sur l'optométrie (L.R.Q., chapitre O-7)

**Projet de loi 415 (chapitre 8)****Loi sur le Conseil de la santé et du bien-être**

**Objet:** Cette loi institue le Conseil de la santé et du bien-être.

La loi prévoit que le Conseil se compose de 23 membres, dont 19 ont droit de vote, nommés par le gouvernement sur recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux.

Le Conseil aura pour fonction de conseiller le ministre sur les meilleurs moyens d'améliorer la santé et le bien-être de la population.

Le Conseil de la santé et du bien-être remplace le Conseil des affaires sociales.

**Ministre responsable:** le ministre de la Santé et des Services sociaux

**Parrain:** M. Marc-Yvan Côté

**Présentation:** 11 mars 1992

**Adoption du principe:** 12 mars 1992

**Commission des affaires sociales:** 7 avril 1992

**Adoption:** 13 mai 1992

**Sanction:** 14 mai 1992

**Entrée en vigueur:** 14 mai 1992

**Loi remplacée:** Loi sur le Conseil des affaires sociales (L.R.Q., chapitre C-57)

**Projet de loi 416 (chapitre 5)****Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration**

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration afin d'accorder au ministre un pouvoir accru en ce qui touche la délivrance d'un certificat de sélection.

La loi introduit de plus la possibilité pour le ministre de délivrer une attestation d'identité pour des ressortissants étrangers qui se trouvent au Québec.

Par ailleurs, la loi apporte des modifications au pouvoir réglementaire du gouvernement et édicte d'autres dispositions de nature administrative ou de concordance afin de faciliter l'application de la loi.

<b>Ministre responsable:</b>	le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration
<b>Parrain:</b>	Mme Monique Gagnon-Tremblay
<b>Présentation:</b>	11 mars 1992
<b>Adoption du principe:</b>	12 mars 1992
<b>Commission de la culture:</b>	24 mars 1992
<b>Adoption:</b>	8 avril 1992
<b>Sanction:</b>	8 avril 1992
<b>Entrée en vigueur:</b>	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement
— 19 mai 1992:	aa. 1 à 12 Décret 638-92, G.O., 1992, Partie 2, p. 3405
<b>Loi modifiée:</b>	Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration (L.R.Q., chapitre M-23.1)

**Projet de loi 417 (chapitre 13)****Loi modifiant la Loi sur la publicité le long des routes**

**Objet:** Cette loi a pour objet de modifier la Loi sur la publicité le long des routes en ce qui a trait aux distances prescrites.

Elle permet l'installation à une intersection d'une route avec une autre route qui n'est pas entretenue par le ministre, d'une publicité annonçant une entreprise éloignée de l'intersection et située en bordure de cette route.

Par ailleurs, la loi permet au ministre d'autoriser l'emplacement d'une publicité à une distance moindre lorsque la topographie des lieux empêche le demandeur de se conformer aux exigences de la loi.

Enfin, cette loi modifie les dispositions concernant la hauteur des publicités.

**Ministre responsable:** le ministre des Transports

**Parrain:** M. Robert Middlemiss

**Présentation:** 11 mars 1992

**Adoption du principe:** 8 avril 1992

**Commission de l'aménagement  
et des équipements:** 13 mai 1992

**Adoption:** 16 juin 1992

**Sanction:** 17 juin 1992

**Entrée en vigueur:** 17 juin 1992

**Loi modifiée:** Loi sur la publicité le long des routes (L.R.Q., chapitre P-44)

**Projet de loi 418 (chapitre 2)****Loi modifiant la Loi sur la Société immobilière du Québec**

**Objet:** Cette loi a pour objet de modifier la Loi sur la Société immobilière du Québec relativement à la participation de cette Société à l'exploitation de la Place Desjardins à Montréal.

**Ministre responsable:** le ministre des Approvisionnements et Services

**Parrain:** M. Robert Dutil

**Présentation:** 12 mars 1992

**Adoption du principe:** 17 mars 1992

**Commission du budget et de l'administration:** 18 mars 1992

**Adoption:** 18 mars 1992

**Sanction:** 18 mars 1992

**Entrée en vigueur:** 18 mars 1992

**Loi modifiée:** Loi sur la Société immobilière du Québec (L.R.Q., chapitre S-17.1)



**Projet de loi 419 (chapitre 3)****Loi n° 1 sur les crédits, 1992-1993**

**Objet:** Cette loi a pour objet d'autoriser le gouvernement à payer sur le fonds consolidé du revenu une somme de 282 668 750,00 \$ représentant 1/12 des crédits du programme «Sécurité du revenu» du ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, et 1/4 des crédits du programme «Sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris» du même ministère.

Cette somme apparaîtra au budget des dépenses du Québec pour l'année financière 1992-1993.

**Ministre responsable:** le ministre des Finances

**Parrain:** M. Gérard D. Levesque

**Présentation:** 18 mars 1992

**Adoption du principe:** 18 mars 1992

**Commission plénière:** 18 mars 1992

**Adoption:** 18 mars 1992

**Sanction:** 18 mars 1992

**Entrée en vigueur:** 18 mars 1992

**Loi modifiée:** Aucune



## LISTE DES LOIS PAR MINISTÈRE OU SECTEUR

### Affaires municipales:

- 1 Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec
- 5 Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik
- 20 Loi abrogeant la Loi concernant les droits sur les divertissements
- 22 Loi modifiant la Loi sur les cités et villes, le Code municipal du Québec et d'autres dispositions législatives
- 55 Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives

### Agriculture, pêcheries et alimentation:

- 18 Loi modifiant la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles
- 23 Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche et la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés
- 27 Loi sur la Société de financement agricole et modifiant d'autres dispositions législatives

### Approvisionnement et services:

- 45 Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services
- 418 Loi modifiant la Loi sur la Société immobilière du Québec

### Assemblée nationale:

- 10 Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale
- 404 Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale et d'autres dispositions législatives

### Communautés culturelles et immigration:

- 416 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration

### Conseil du trésor:

- 4 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic
- 7 Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux
- 28 Loi sur la Société Innovatech du Grand Montréal
- 31 Loi concernant le Régime de retraite pour certains employés du Centre hospitalier de l'Université Laval et le Régime de retraite pour certains employés de la Commission des écoles catholiques de Québec
- 37 Loi concernant la prolongation des conventions collectives et la rémunération dans le secteur public
- 47 Loi concernant le versement d'une allocation de retraite et d'autres prestations et modifiant la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics
- 66 Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et modifiant d'autres dispositions législatives

### Corporations professionnelles:

- 413 Loi modifiant la Loi sur l'optométrie

**Culture:**

- 52 Loi sur le ministère de la Culture
- 53 Loi sur le Conseil des arts et des lettres du Québec

**Éducation:**

- 17 Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique
- 141 Loi sur l'enseignement privé

**Énergie et ressources:**

- 24 Loi modifiant la Loi favorisant la réforme du cadastre québécois et d'autres dispositions législatives
- 54 Loi concernant le barrage-réservoir des Rapides des Cèdres

**Environnement:**

- 61 Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement

**Finances:**

- 2 Loi n° 2 sur les crédits, 1992-1993
- 12 Loi n° 3 sur les crédits, 1992-1993
- 16 Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec
- 32 Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières
- 39 Loi n° 4 sur les crédits, 1992-1993
- 63 Loi n° 5 sur les crédits, 1992-1993
- 419 Loi n° 1 sur les crédits, 1992-1993

**Industrie, commerce et technologie:**

- 6 Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et d'autres dispositions législatives
- 59 Loi modifiant la Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux
- 409 Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise
- 410 Loi favorisant l'augmentation du capital des petites et moyennes entreprises

**Justice:**

- 11 Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur et d'autres dispositions législatives
- 13 Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires et prévoyant diverses dispositions concernant l'établissement du district judiciaire de Laval
- 34 Loi modifiant la Loi concernant un jugement rendu par la Cour suprême du Canada le 13 décembre 1979 sur la langue de la législation et de la justice au Québec
- 38 Loi sur l'application de la réforme du Code civil
- 41 Loi sur les adoptions d'enfants domiciliés en République populaire de Chine
- 42 Loi concernant l'application de certaines dispositions du Code de procédure pénale et modifiant diverses dispositions législatives
- 44 Loi modifiant la Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec
- 50 Loi modifiant le Code de procédure civile concernant le recouvrement des petites créances
- 406 Loi sur l'Institut québécois de réforme du droit

**Loisir, chasse et pêche:**

- 3 Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune

**Main-d'oeuvre, sécurité du revenu et formation professionnelle:**

- 21 Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives
- 30 Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite
- 408 Loi sur la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre

**Réforme électorale:**

- 36 Loi modifiant la Loi électorale et la Loi sur la consultation populaire
- 65 Loi concernant le recensement suivant la délimitation des circonscriptions électorales et modifiant la Loi sur la consultation populaire

**Revenu:**

- 26 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'administration des lois fiscales
- 407 Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal

**Santé et services sociaux:**

- 9 Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie
- 15 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives
- 33 Loi modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance
- 415 Loi sur le Conseil de la santé et du bien-être

**Transports:**

- 46 Loi modifiant la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec
- 57 Loi sur la voirie et modifiant diverses dispositions législatives
- 417 Loi modifiant la Loi sur la publicité le long des routes

**Travail:**

- 35 Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, la Loi sur la santé et la sécurité du travail et la Loi sur l'assurance-maladie
- 185 Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction



## PROJETS DE LOI PRÉSENTÉS MAIS NON ADOPTÉS EN 1992

### Projets de loi du gouvernement

- 14 Loi modifiant le Code de procédure civile concernant la médiation familiale
- 40 Loi modifiant la Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants
- 43 Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et d'autres dispositions législatives
- 48 Loi modifiant la Loi favorisant l'augmentation du capital des petites et moyennes entreprises
- 49 Loi concernant certains règlements pris en application de la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise
- 56 Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et d'autres dispositions législatives
- 58 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal
- 60 Loi modifiant la Loi sur le camionnage
- 62 Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi
- 64 Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux
- 67 Loi modifiant le Code des professions
- 68 Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé
- 69 Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux
- 70 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives
- 71 Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles
- 72 Loi modifiant le Code des professions et la Loi sur les infirmières et les infirmiers
- 73 Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'Assemblée nationale
- 74 Loi modifiant le Code du travail et la Loi sur le ministère du Travail

### Projets de loi de député

- 190 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant la fête du Canada
- 191 Loi modifiant la Charte de la langue française concernant la langue de l'enseignement
- 192 Loi sur le Conseil québécois de la toxicomanie
- 193 Loi modifiant le Code civil du Québec et d'autres dispositions législatives concernant l'adoption internationale
- 194 Loi sur la divulgation d'activités injustifiées

### Projets de loi d'intérêt privé

- 200 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal
- 202 Loi concernant Abar Realities Inc.
- 207 Loi concernant la succession de Cora Frances Dunkerley
- 213 Loi concernant la Régie d'aqueduc Richelieu-Centre
- 216 Loi concernant la municipalité de Grande-Île

- 233 Loi concernant la ville de Beauport
- 244 Loi concernant le Conseil de développement touristique Hull-Chelsea-La Pêche Inc.
- 251 Loi concernant les villes de Tracy et de Saint-Joseph-de-Sorel et la paroisse de Saint-Roch-de-Richelieu



**LISTE DES LOIS ANTÉRIEURES À 1992**  
**ENTRÉES EN VIGUEUR PAR PROCLAMATION OU DÉCRET EN 1992**

1983, c. 38	Loi sur les archives
– 5 février 1992:	a. 72 Décret 125-92, G.O., 1992, Partie 2, p. 1303
1983, c. 39	Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune
– 6 août 1992:	aa. 42, 67, 68 Décret 1028-92, G.O., 1992, Partie 2, p. 4695
1985, c. 23	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les affaires sociales
– 1 <sup>er</sup> août 1992:	aa. 1, 2, 4 Décret 608-92, G.O., 1992, Partie 2, p. 3277
1988, c. 24	Loi modifiant de nouveau la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune concernant les habitats fauniques
– 6 août 1992:	aa. 3, 4 Décret 1028-92, G.O., 1992, Partie 2, p. 4695
1988, c. 56	Loi modifiant le Code de procédure civile concernant le recouvrement de pensions alimentaires
– 22 janvier 1992:	a. 1 (a. 553.10) Décret 59-92, G.O., 1992, Partie 2, p. 1039
1990, c. 77	Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières
– 15 avril 1992:	a. 30 Décret 592-92, G.O., 1992, Partie 2, p. 3277
1991, c. 15	Loi modifiant la Loi concernant la taxe sur les carburants
– 1 <sup>er</sup> avril 1992:	aa. 1 (sauf par. 3°, 4°, 6° à 10°), 2 à 7, 8 (par. 3°), 9, 10 (sauf aa. 23, 23.1, 25, 28, 30, 31.1 à 31.5), 11 à 19, 20 (sauf a. 43.2), 21 à 34 Décret 382-92, G.O., 1992, Partie 2, p. 2349

– 1<sup>er</sup> mars 1992:

aa. 1 (définition sauf celles de «manufacturier», «paquet», «tabac», «vendeur en détail», «vente en détail»), 2 à 6, 8 à 13, 14 (sauf ce qui précède le par. *a*, les par. *b* et *e* de a. 14.2), 15 à 20, 21 (sauf aa. 17.10, 17.11), 22 à 24

1991, c. 20

– 1<sup>er</sup> mai 1992:

aa, 1 à 12

1991, c. 21

– 15 juin 1992:

a. 52 (a. 168, 1<sup>er</sup> al., par. 4° à 10°)

1991, с. 24

– 15 mai 1992:

aa. 14, 15, 18

– 30 juin 1992:

aa. 1 à 13, 16, 17, 19

1991, c. 42

– 1<sup>er</sup> août 1992:

aa. 571, 572, 583

– 17 juin 1992:

aa. 478 (aide matérielle aux personnes violentées),  
479, 480, 481, 482, 484

– 1<sup>er</sup> juillet 1992:

a. 148 (2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> al.)

– 30 septembre 1992:

aa. 559, 560, 569, 574 (par. 1°), 577 (par. 1°), 581 (par. 1°, 2°, 3°), 592

– 1<sup>er</sup> octobre 1992:

aa. 1 à 108, 110 à 118, 148 (1<sup>er</sup> al.), 160 à 164, 166 à 172, 173 (par. 2° à 5°), 174 à 192, 194 à 213, 214 (sauf sous-par. *d* du par. 7° du 1<sup>er</sup> al.), 215 à 258, 260 à 338,

340, 343 à 359, 367, 368, 369 (sauf par. 3° du 1<sup>er</sup> al.), 370 à 396, 405 (1<sup>er</sup> al. et par. 1°, 2°, 4° du 2<sup>e</sup> al.), 406 à 413, 415 à 417, 419 (par. 3°, 4°), 431 à 477, 478 (sauf exception), 485 à 504, 508 à 520, 531 à 555, 558 (par. 1°), 578, 594, 620

Décret 1468-92, G.O., 1992, Partie 2, p. 6149

1991, c. 43

Loi modifiant la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus et la Loi sur la probation et sur les établissements de détention

– 1<sup>er</sup> avril 1992:

aa. 1, 2

Décret 503-92, G.O., 1992, Partie 2, p. 2535

– 15 juin 1992:

aa. 3 à 23

Décret 503-92, G.O., 1992, Partie 2, p. 2535

1991, c. 51

Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool et la Loi sur la Société des alcools du Québec

– 15 janvier 1992:

aa. 4, 5 (par. 1°, 2°), 6, 7, 10, 12, 13 (par. 1°, 2°), 14, 15, 17, 18, 21, 22 (par. 1°), 24, 25, 26 (par. 3°), 27, 28, 30, 34

Décret 12-92, G.O., 1992, Partie 2, p. 407

– 20 mai 1992:

a. 20

Décret 762-92, G.O., 1992, Partie 2, p. 3779

1991, c. 53

Loi abrogeant la Loi assurant la continuité des services d'électricité d'Hydro-Québec

– 15 avril 1992:

aa. 1 et 2

Décret 577-92, G.O., 1992, Partie 2, p. 3277

1991, c. 72

Loi sur le ministère des Approvisionnement et Services

– 1<sup>er</sup> avril 1992:

aa. 4 (par. 2° en tant qu'il vise le fonds du courrier et de la messagerie, par. 3° relatif au Fonds des approvisionnements et services, en tant qu'il vise les biens fournis par le directeur général des achats), 15

Décret 305-92, G.O., 1992, Partie 2, p. 2187

– 1<sup>er</sup> avril 1992:

aa. 4 (par. 1°, par. 3° concernant les dispositions non visées par le décret 305-92), 16

Décret 470-92, G.O., 1992, Partie 2, p. 2535



## TABLEAU DES MODIFICATIONS GLOBALES APPORTÉES AUX LOIS PUBLIQUES

**Les mentions ci-dessous réfèrent à des dispositions législatives adoptées en 1992 et qui modifient ou affectent de façon globale une ou plusieurs lois sans spécifier un article particulier**

<i>Titre</i>	<i>Référence</i>
Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux	1992, P.L. 15, a. 375
Loi sur la Société de financement agricole	1992, P.L. 27, a. 43
Loi sur l'application de la réforme du Code civil	1992, P.L. 38, aa. 420, 421, 423
Loi sur le ministère de la Culture	1992, P.L. 52, a. 43
Loi sur la voirie	1992, P.L. 57, a. 78
Loi sur l'enseignement privé	1992, P.L. 141, aa. 156, 157
Loi sur la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre	1992, P.L. 408, aa. 79, 80, 81
Loi sur le Conseil de la santé et du bien-être	1992, P.L. 415, a. 31



**TABLEAU DES MODIFICATIONS  
APPORTÉES AUX  
LOIS PUBLIQUES EN 1992**

*Les chiffres en caractères gras sont les numéros des articles.*

*Les renseignements donnés dans ce tableau sont tous donnés sans égard à la date d'entrée en vigueur des modifications.*

*Les lois non sujettes à la refonte, celles qui ne sont pas encore refondues et les Codes civils sont inscrits à la suite des Lois refondues du Québec.*

Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. A-2	Loi sur les abus préjudiciables à l'agriculture	25, 1992, P.L. 42, a. 27
L.R.Q., c. A-2.1	Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels	2, 1992, P.L. 38, a. 425 7, 1992, P.L. 15, a. 73 83, 1992, P.L. 15, a. 74 84.1, 1992, P.L. 15, a. 75 87.1, 1992, P.L. 15, a. 76 164, 1992, P.L. 42, a. 28
L.R.Q., c. A-3	Loi sur les accidents du travail	119.10, 1992, P.L. 42, a. 29 119.13, Ab., 1992, P.L. 42, a. 30 119.14, 1992, P.L. 42, a. 31 119.15, Ab., 1992, P.L. 42, a. 32 120, 1992, P.L. 42, a. 33 124, 1992, P.L. 42, a. 34
L.R.Q., c. A-3.001	Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles	15, 1992, P.L. 15, a. 77 38, 38.1, 1992, P.L. 35, a. 1 43, 1992, P.L. 35, a. 2 53, 1992, P.L. 35, a. 3 84, 1992, P.L. 35, a. 4 113, 1992, P.L. 35, a. 5 140, 1992, P.L. 35, a. 6 142, 1992, P.L. 35, a. 7 150, 1992, P.L. 15, a. 78 162, 1992, P.L. 15, a. 79 164, 1992, P.L. 15, a. 80 189, 1992, P.L. 35, a. 8 193, 1992, P.L. 15, a. 81 195, 1992, P.L. 35, a. 9 196, 1992, P.L. 35, a. 10 198.1, 1992, P.L. 35, a. 11 202, 1992, P.L. 35, a. 12 204-206, 1992, P.L. 35, a. 13 209, 1992, P.L. 35, a. 14 212, 1992, P.L. 35, a. 15 213, 214, Ab., 1992, P.L. 35, a. 16 215, 1992, P.L. 35, a. 17 216, 1992, P.L. 35, a. 18 217, 1992, P.L. 35, a. 19 218, 1992, P.L. 35, a. 20 219, 1992, P.L. 35, a. 21 220, 1992, P.L. 35, a. 22 221, 1992, P.L. 35, a. 23 222, 1992, P.L. 35, a. 24 223, 1992, P.L. 35, a. 25 224, 1992, P.L. 35, a. 26

Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. A-3.001	Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles — <i>Suite</i>	224.1, 1992, P.L. 35, a. 27 225, 1992, P.L. 35, a. 28 229, 1992, P.L. 15, a. 82 312.1, 1992, P.L. 35, a. 29 323, 1992, P.L. 35, a. 30 324, 1992, P.L. 38, a. 426 358, 1992, P.L. 35, a. 31 359, 1992, P.L. 35, a. 32 360, Ab., 1992, P.L. 35, a. 33 361, 1992, P.L. 35, a. 34 362, 1992, P.L. 35, a. 35 365-365.2, 1992, P.L. 35, a. 36 366, 1992, P.L. 35, a. 37 398, Ab., 1992, P.L. 35, a. 38 402, 1992, P.L. 35, a. 39 411, 1992, P.L. 35, a. 40 415, 1992, P.L. 35, a. 41 415.1, 1992, P.L. 35, a. 42 416, 1992, P.L. 35, a. 43 454, 1992, P.L. 35, a. 44 455, 1992, P.L. 35, a. 45 462, 1992, P.L. 35, a. 46 470-472, Ab., 1992, P.L. 42, a. 36 473, 1992, P.L. 42, a. 37 474, 1992, P.L. 42, a. 38 570.1, 1992, P.L. 35, a. 47 572, 1992, P.L. 42, a. 39
L.R.Q., c. A-4.1	Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents	27, 1992, P.L. 38, a. 427 28, 1992, P.L. 38, a. 428 31, 1992, P.L. 42, a. 40 33, 1992, P.L. 38, a. 429
L.R.Q., c. A-6	Loi sur l'administration financière	9.1, 1992, P.L. 38, a. 430 29.1, 1992, P.L. 7, a. 1 49.3.1, 49.3.2, 1992, P.L. 45, a. 1 69.6, 1992, P.L. 15, a. 83 72.1-72.5, 1992, P.L. 7, a. 2
L.R.Q., c. A-10	Loi sur les agents de voyages	20, 1992, P.L. 42, a. 41 39, 1992, P.L. 11, a. 7 40, 1992, P.L. 11, a. 8 41, Ab., 1992, P.L. 42, a. 43
L.R.Q., c. A-13.3	Loi sur l'aide financière aux étudiants	55, Ab., 1992, P.L. 42, a. 44 57, 1992, P.L. 15, a. 84
L.R.Q., c. A-14	Loi sur l'aide juridique	28, 1992, P.L. 42, a. 45 83, Ab., 1992, P.L. 42, a. 47
L.R.Q., c. A-17	Loi sur les allocations d'aide aux familles	2, 1992, P.L. 15, a. 85 12, 1992, P.L. 15, a. 86 24, 1992, P.L. 42, a. 48 27, 1992, P.L. 42, a. 49
L.R.Q., c. A-19.1	Loi sur l'aménagement et l'urbanisme	1, 1992, P.L. 38, a. 431
L.R.Q., c. A-20.01	Loi sur les appareils sous pression	34, Ab., 1992, P.L. 42, a. 51 35, 36, Ab., 1992, P.L. 42, a. 52 37, 1992, P.L. 42, a. 53
L.R.Q., c. A-21	Loi sur les architectes	19, Ab., 1992, P.L. 42, a. 54
L.R.Q., c. A-21.1	Loi sur les archives	45, 1992, P.L. 42, a. 56 Ann., 1992, P.L. 15, a. 87



Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. A-23	Loi sur les arpenteurs-géomètres	52, 1992, P.L. 38, a. 432
L.R.Q., c. A-23.001	Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture	78, Ab., 1992, P.L. 42, a. 58
L.R.Q., c. A-23.1	Loi sur l'Assemblée nationale	108.1, 1992, P.L. 10, a. 1
L.R.Q., c. A-25	Loi sur l'assurance automobile	3, Ab., 1992, P.L. 38, a. 433 12, 1992, P.L. 38, a. 434 83.15, 1992, P.L. 15, a. 88 83.30, 1992, P.L. 15, a. 89 155.5, 1992, P.L. 15, a. 90 184, 185, 187, 1992, P.L. 42, a. 60 188, 1992, P.L. 42, a. 61 189, Ab., 1992, P.L. 42, a. 62 190, 191, 1992, P.L. 42, a. 60 192, 1992, P.L. 42, a. 63 193, 1992, P.L. 42, a. 60 194, Ab., 1992, P.L. 42, a. 64
L.R.Q., c. A-26	Loi sur l'assurance-dépôts	17, 1992, P.L. 42, a. 65 49, Ab., 1992, P.L. 42, a. 67
L.R.Q., c. A-28	Loi sur l'assurance-hospitalisation	1, 1992, P.L. 15, a. 91 2, 1992, P.L. 15, a. 92 2.1, 1992, P.L. 15, a. 93 3, 1992, P.L. 15, a. 94 4, Ab., 1992, P.L. 15, a. 95 7, 1992, P.L. 15, a. 96 8, 1992, P.L. 15, a. 97 11, 1992, P.L. 15, a. 98 12, 1992, P.L. 15, a. 99
L.R.Q., c. A-29	Loi sur l'assurance-maladie	1, 1992, P.L. 15, a. 100 3, 1992, P.L. 9, a. 1; 1992, P.L. 15, a. 101; 1992, P.L. 35, a. 77 4.2, 1992, P.L. 15, a. 102 4.3-4.10, 1992, P.L. 15, a. 103 9.0.0.1, 1992, P.L. 15, a. 104 9.0.2-9.0.4, 1992, P.L. 15, a. 105 14.3-14.8, 1992, P.L. 9, a. 2 15, 1992, P.L. 9, a. 3 19.1, 1992, P.L. 15, a. 106 22, 1992, P.L. 15, a. 107; 1992, P.L. 38, a. 435 22.0.2, 1992, P.L. 9, a. 4 22.1.0.1, 1992, P.L. 9, a. 5 65, 1992, P.L. 9, a. 6; 1992, P.L. 15, a. 108 66.1, 1992, P.L. 15, a. 109 67, 1992, P.L. 15, a. 110 68.2, 1992, P.L. 15, a. 111 69, 1992, P.L. 15, a. 112; 1992, P.L. 9, a. 7 69.0.2, 1992, P.L. 15, a. 113 69.1, 1992, P.L. 15, a. 114 71.1, 1992, P.L. 9, a. 8 72, 1992, P.L. 15, a. 115 77.1.1, 1992, P.L. 15, a. 116 96, 1992, P.L. 15, a. 117 99, 1992, P.L. 15, a. 118

Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. A-29.1	Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers	1, 1992, P.L. 27, a. 35 4, 1992, P.L. 27, a. 36; 1992, P.L. 38, a. 436 19, 1992, P.L. 38, a. 437 18, 1992, P.L. 27, a. 37 25.1, 1992, P.L. 27, a. 38; 1992, P.L. 38, a. 438 <b>Modifications globales:</b> 1, 4, 7-9, 12, 17-19, 24, 25.1, 27, 1992, P.L. 27, a. 43
L.R.Q., c. A-30	Loi sur l'assurance-récolte	15, 1992, P.L. 42, a. 69
L.R.Q., c. A-31	Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles	10.3, 10.4, 1992, P.L. 18, a. 1 30, 1992, P.L. 42, a. 70
L.R.Q., c. A-32	Loi sur les assurances	12, 1992, P.L. 42, a. 71 15, 1992, P.L. 42, a. 72 93.248, 1992, P.L. 38, a. 439 368, 1992, P.L. 42, a. 73 409, Ab., 1992, P.L. 42, a. 75 411, 1992, P.L. 42, a. 76 422, 1992, P.L. 38, a. 440
L.R.Q., c. B-1	Loi sur le Barreau	6, 1992, P.L. 38, a. 441 140, 1992, P.L. 42, a. 77
L.R.Q., c. B-1.1	Loi sur le bâtiment	60, 1992, P.L. 42, a. 78 140, Ab., 1992, P.L. 38, a. 442 203, 1992, P.L. 42, a. 79 204, Ab., 1992, P.L. 42, a. 80 209, 1992, P.L. 42, a. 81 211, Ab., 1992, P.L. 42, a. 82 212, 1992, P.L. 42, a. 83
L.R.Q., c. B-2.1	Loi sur la Bibliothèque nationale du Québec	58, Ab., 1992, P.L. 52, a. 23
L.R.Q., c. B-3	Loi sur les bibliothèques publiques	Ab., 1992, P.L. 52, a. 24
L.R.Q., c. B-4	Loi sur les biens culturels	20, 1992, P.L. 38, a. 443 32.1, 1992, P.L. 38, a. 444 58.4, Ab., 1992, P.L. 42, a. 84 110, 1992, P.L. 42, a. 85
L.R.Q., c. B-5	Loi sur les biens en déshérence ou confisqués	Ab., 1992, P.L. 38, a. 445
L.R.Q., c. B-6	Loi sur les bombes lacrymogènes	7, Ab., 1992, P.L. 42, a. 86 8, 1992, P.L. 42, a. 87
L.R.Q., c. B-8	Loi sur le Bureau de la statistique	18, 1992, P.L. 42, a. 88
L.R.Q., c. B-9	Loi sur les bureaux d'enregistrement (Loi sur les bureaux de la publicité des droits)	Tit., 1992, P.L. 38, a. 446 1-12, 1992, P.L. 38, a. 447 13-36, Ab., 1992, P.L. 38, a. 447 37, 1992, P.L. 24, a. 9; Ab., 1992, P.L. 38, a. 447 37.1, Ab., 1992, P.L. 38, a. 447 37.2, 1992, P.L. 27, a. 39; Ab., 1992, P.L. 38, a. 447 38-42, Ab., 1992, P.L. 38, a. 447 43, 1992, P.L. 42, a. 89; Ab., 1992, P.L. 38, a. 447 44-51, Ab., 1992, P.L. 38, a. 447

Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-1	Loi sur le cadastre	10, 1992, P.L. 38, a. 448 12, Ab., 1992, P.L. 38, a. 449 21.6.1, 1992, P.L. 24, a. 10
L.R.Q., c. C-2	Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec	4, 1992, P.L. 16, a. 1 15.2, 1992, P.L. 16, a. 2 20.1-20.4, 1992, P.L. 16, a. 3 20.5, 1992, P.L. 16, aa. 3, 29 21, 1992, P.L. 16, a. 4 22, 1992, P.L. 16, a. 5 23, 1992, P.L. 16, a. 6 24, 1992, P.L. 16, a. 7 26, 1992, P.L. 16, a. 8 27, 1992, P.L. 16, a. 9; 1992, P.L. 38, a. 450 28, 1992, P.L. 16, a. 10 29, 1992, P.L. 16, a. 11 30, 1992, P.L. 16, a. 12 31, 1992, P.L. 16, a. 13 31.1, 1992, P.L. 16, a. 14 32, 1992, P.L. 16, a. 15 33, 1992, P.L. 38, a. 451 33.1, 33.2, 1992, P.L. 16, a. 16 34, 1992, P.L. 16, a. 17 35, 1992, P.L. 38, a. 452 36, 1992, P.L. 16, a. 18 37, Ab., 1992, P.L. 16, a. 19 37.1, 1992, P.L. 16, a. 20 39, 1992, P.L. 16, a. 21 40, 1992, P.L. 16, a. 22 42, 1992, P.L. 16, a. 23 44, 1992, P.L. 16, a. 24 45, 1992, P.L. 16, a. 25 46, 1992, P.L. 16, a. 26 47, 1992, P.L. 16, a. 27
L.R.Q., c. C-3	Loi sur les caisses d'entraide économique	7, 1992, P.L. 38, a. 453 17, 1992, P.L. 38, a. 454 20, 1992, P.L. 38, a. 455
L.R.Q., c. C-3.1	Loi concernant certaines caisses d'entraide économique	101, Ab., 1992, P.L. 42, a. 91
L.R.Q., c. C-4	Loi sur les caisses d'épargne et de crédit	64, 1992, P.L. 38, a. 456 64.1, 1992, P.L. 38, a. 457 64.2, 1992, P.L. 38, a. 458 78, 1992, P.L. 38, a. 459 147, 1992, P.L. 42, a. 93
L.R.Q., c. C-4.1	Loi sur les caisses d'épargne et de crédit	256, 1992, P.L. 38, a. 460 263, 1992, P.L. 38, a. 461 534, Ab., 1992, P.L. 42, a. 94
L.R.Q., c. C-5.1	Loi sur le camionnage	89, 1992, P.L. 42, a. 95 90, 1992, P.L. 42, a. 96 91, Ab., 1992, P.L. 42, a. 97 92, Ab., 1992, P.L. 42, a. 98
L.R.Q., c. C-8	Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec	18, 1992, P.L. 38, a. 462
L.R.Q., c. C-10	Loi sur le changement de nom et d'autres qualités de l'état civil	Ab., 1992, P.L. 38, a. 463

Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-11	Charte de la langue française	72, 1992, P.L. 141, a. 138 134, Ab., 1992, P.L. 42, a. 99 Ann., 1992, P.L. 15, a. 119
L.R.Q., c. C-12	Charte des droits et libertés de la personne	136, 1992, P.L. 42, a. 101
L.R.Q., c. C-13	Loi sur les chemins de colonisation	15, 1992, P.L. 42, a. 102 Ab., 1992, P.L. 57, a. 56
L.R.Q., c. C-14	Loi sur les chemins de fer	6, 1992, P.L. 42, a. 103 10, 1992, P.L. 42, a. 104; 1992, P.L. 38, a. 464 11, 1992, P.L. 38, a. 465 130, 1992, P.L. 42, a. 105 159, 1992, P.L. 42, a. 106 184, 1992, P.L. 38, a. 466 228, 1992, P.L. 42, a. 107 231, 1992, P.L. 42, a. 108 233, 1992, P.L. 42, a. 109 234, 1992, P.L. 42, a. 110
L.R.Q., c. C-15	Loi sur les chimistes professionnels	19, Ab., 1992, P.L. 42, a. 111
L.R.Q., c. C-17	Loi sur les cimetières non catholiques	3, 1992, P.L. 42, a. 112 4, 1992, P.L. 42, a. 113
L.R.Q., c. C-18.1	Loi sur le cinéma	176, 1992, P.L. 42, a. 114 181, Ab., 1992, P.L. 42, a. 115
L.R.Q., c. C-19	Loi sur les cités et villes	26, 1992, P.L. 38, a. 467 29, 1992, P.L. 15, a. 120 29.5, 1992, P.L. 15, a. 121 29.7, 1992, P.L. 15, a. 122 29.9.1, 1992, P.L. 22, a. 1 68, Ab., 1992, P.L. 42, a. 116 99, 1992, P.L. 22, a. 2 369, 1992, P.L. 22, a. 3 411, 1992, P.L. 42, a. 118 412, 1992, P.L. 22, a. 4; 1992, P.L. 42, a. 119 412.16, 1992, P.L. 38, a. 468 413, 1992, P.L. 22, a. 5; 1992, P.L. 38, a. 469 415, 1992, P.L. 42, a. 120 449, 1992, P.L. 42, a. 121 456, 1992, P.L. 42, a. 122 457, 1992, P.L. 42, a. 123 460, 1992, P.L. 42, a. 124 461, 1992, P.L. 42, a. 125; 1992, P.L. 38, a. 470 463, 1992, P.L. 42, a. 126 464, 1992, P.L. 22, a. 6; 1992, P.L. 15, a. 123 465.1-465.18, 1992, P.L. 22, a. 7 466, 1992, P.L. 57, a. 57 467.15-467.20, 1992, P.L. 57, a. 58 468, 1992, P.L. 52, a. 25 468.37, 1992, P.L. 22, a. 8 468.39, 1992, P.L. 22, a. 9 468.40, 1992, P.L. 22, a. 10 468.41, 1992, P.L. 22, a. 11 468.42, 1992, P.L. 22, a. 12 468.44, 1992, P.L. 22, a. 13 468.51, 1992, P.L. 22, a. 14

Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-19	Loi sur les cités et villes — <i>Suite</i>	<p>471-471.0.4, 1992, P.L. 52, a. 26  482, 1992, P.L. 38, a. 471  497, 1992, P.L. 38, a. 472  498, 1992, P.L. 38, a. 473  523, 1992, P.L. 38, a. 474  525, 1992, P.L. 38, a. 475  529, 1992, P.L. 38, a. 476  532, 1992, P.L. 38, a. 477  534, 1992, P.L. 38, a. 478  536, 1992, P.L. 38, a. 479  540, 1992, P.L. 38, a. 480  547, 1992, P.L. 22, a. 15  549, 1992, P.L. 22, a. 16  556, 1992, P.L. 22, a. 17  561, 1992, P.L. 22, a. 18  562, 1992, P.L. 22, a. 19  563, Ab., 1992, P.L. 22, a. 20  563.1, 1992, P.L. 22, a. 21  563.2, Ab., 1992, P.L. 22, a. 22  565, 1992, P.L. 22, a. 23  567, 1992, P.L. 22, a. 24  569, 1992, P.L. 22, a. 25  573, 1992, P.L. 22, a. 26  573.1, 1992, P.L. 22, a. 27  573.1.1, 573.1.2, 1992, P.L. 22, a. 28  573.4, 1992, P.L. 22, a. 29  576, 1992, P.L. 22, a. 30; 1992, P.L. 42, a. 127  577, 1992, P.L. 42, a. 128  604.1-604.5, 1992, P.L. 57, a. 59  Form. 36, Ab., 1992, P.L. 22, a. 31</p>
L.R.Q., c. C-24.1	Code de la sécurité routière	500, 1992, P.L. 42, a. 129
L.R.Q., c. C-24.2	Code de la sécurité routière	<p>110, 1992, P.L. 42, a. 131  111, 1992, P.L. 42, a. 132  112, 1992, P.L. 42, a. 133  113, 1992, P.L. 42, a. 134  116, 1992, P.L. 42, a. 135  417.1, 1992, P.L. 57, a. 60  509, 1992, P.L. 57, a. 61  519.54, 1992, P.L. 42, a. 136  519.55, 1992, P.L. 42, a. 137  519.56, 1992, P.L. 42, a. 138  519.57, 1992, P.L. 42, a. 139  519.60, 1992, P.L. 42, a. 140  524, 1992, P.L. 42, a. 141  532, 1992, P.L. 42, a. 142  545.1, 1992, P.L. 42, a. 143  552, 1992, P.L. 15, a. 124  573.1, 1992, P.L. 42, a. 144  574, Ab., 1992, P.L. 42, a. 146  575, Ab., 1992, P.L. 42, a. 147  577, 1992, P.L. 42, a. 148  578, 1992, P.L. 42, a. 149  579-582, Ab., 1992, P.L. 42, a. 150  583, 1992, P.L. 42, a. 151  584, Ab., 1992, P.L. 42, a. 150  585, 1992, P.L. 42, a. 152  586, 1992, P.L. 42, a. 153  587, 1992, P.L. 42, a. 154  588, 1992, P.L. 42, a. 155  590, 1992, P.L. 42, a. 156</p>

Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-24.2	Code de la sécurité routière — <i>Suite</i>	<p>591, Ab., 1992, P.L. 42, a. 158  594, 1992, P.L. 42, a. 159  595, 1992, P.L. 42, a. 160  596, Ab., 1992, P.L. 42, a. 161  597, 1992, P.L. 42, a. 162  600, Ab., 1992, P.L. 42, a. 163  601, Ab., 1992, P.L. 42, a. 164  623, Ab., 1992, P.L. 42, a. 165  624, 1992, P.L. 42, a. 166  626, 1992, P.L. 15, a. 125; 1992, P.L. 57, a. 62  635, Ab., 1992, P.L. 42, a. 167  648, 1992, P.L. 42, a. 168</p>
L.R.Q., c. C-25	Code de procédure civile	<p>4, 1992, P.L. 38, a. 171  12, 1992, P.L. 38, a. 172  18, Ab., 1992, P.L. 38, a. 173  21, 21.1, Ab., 1992, P.L. 38, a. 174  26, 1992, P.L. 38, a. 176  26.1, 1992, P.L. 38, a. 177  29, 1992, P.L. 38, a. 178  33, 1992, P.L. 38, a. 179  34, 1992, P.L. 38, a. 180  35, 1992, P.L. 38, a. 181  36, 1992, P.L. 38, a. 182  36.2, 1992, P.L. 38, a. 183  39, 1992, P.L. 38, a. 185  41, 1992, P.L. 38, a. 186  50, 1992, P.L. 38, a. 187  53.1, 1992, P.L. 38, a. 188  56, 1992, P.L. 38, a. 189  59, 1992, P.L. 38, a. 190  60, 1992, P.L. 38, a. 191  61, 1992, P.L. 38, a. 192  68, 1992, P.L. 38, a. 193  70, 1992, P.L. 38, a. 194  70.2, 1992, P.L. 38, a. 195; 1992, P.L. 15, a. 126  71.1, 1992, P.L. 38, a. 196  74, 1992, P.L. 38, a. 197  88, 1992, P.L. 38, a. 198  89, 1992, P.L. 38, a. 199  90, 1992, P.L. 38, a. 200  94, 1992, P.L. 38, a. 202  94.1, 1992, P.L. 38, a. 203  94.2, 1992, P.L. 38, a. 204  94.3, 1992, P.L. 38, a. 205  94.5, 1992, P.L. 38, a. 206  94.6, 1992, P.L. 38, a. 207  94.7, 1992, P.L. 38, a. 208  94.8, 1992, P.L. 38, a. 209  94.9, 1992, P.L. 38, a. 210  94.10, 1992, P.L. 38, a. 211  97, 1992, P.L. 38, a. 212  98, 1992, P.L. 38, a. 213  100, 1992, P.L. 38, a. 214  115, 116, 1992, P.L. 38, a. 215  118, 1992, P.L. 38, a. 216  119.2, 1992, P.L. 38, a. 217  123, 1992, P.L. 38, a. 218  129, 1992, P.L. 38, a. 219  130, 1992, P.L. 38, a. 220  132, 1992, P.L. 38, a. 221  132.1, 1992, P.L. 38, a. 222</p>

Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-25	Code de procédure civile — <i>Suite</i>	133, 1992, P.L. 38, a. 223 135.1, 1992, P.L. 38, a. 224 137, 1992, P.L. 38, a. 225 139, 1992, P.L. 38, a. 226 146, 1992, P.L. 38, a. 227 146.1-146.3, 1992, P.L. 38, a. 228 148, 1992, P.L. 38, a. 229 149, 1992, P.L. 38, a. 230 150, 1992, P.L. 38, a. 231 151, 1992, P.L. 38, a. 232 168, 1992, P.L. 38, a. 233 176, 1992, P.L. 38, a. 234 178-181, 1992, P.L. 38, a. 235 185, 1992, P.L. 38, a. 236 187, 1992, P.L. 38, a. 237 188, Ab., 1992, P.L. 38, a. 238 189, 1992, P.L. 38, a. 239 189.1, 1992, P.L. 38, a. 240 190, 1992, P.L. 38, a. 241 191, 1992, P.L. 38, a. 242 192, 1992, P.L. 38, a. 243 195, 1992, P.L. 38, a. 244 198, Ab., 1992, P.L. 38, a. 245 234, 1992, P.L. 38, a. 246 246, 1992, P.L. 38, a. 247 251, 1992, P.L. 38, a. 248 257, 1992, P.L. 38, a. 249 258, 1992, P.L. 38, a. 250 267, 1992, P.L. 38, a. 251 270, 1992, P.L. 38, a. 252 275, 1992, P.L. 38, a. 253 293, Ab., 1992, P.L. 38, a. 254 294.1, 1992, P.L. 38, a. 255 296, 1992, P.L. 38, a. 256 299, 1992, P.L. 38, a. 257 300, Ab., 1992, P.L. 38, a. 258 301, Ab., 1992, P.L. 38, a. 259 304, 1992, P.L. 38, a. 260 312, 1992, P.L. 38, a. 261 319, 320, Ab., 1992, P.L. 38, a. 262 394, 1992, P.L. 38, a. 263 394.1-394.5, 1992, P.L. 38, a. 264 395, 1992, P.L. 38, a. 265 399, 1992, P.L. 38, a. 266 400, 1992, P.L. 38, a. 267 402, 1992, P.L. 38, a. 268 403, 1992, P.L. 38, a. 269 405, 1992, P.L. 38, a. 271 406, 1992, P.L. 38, a. 272 409, 1992, P.L. 38, a. 273 413, 1992, P.L. 38, a. 274 442, 1992, P.L. 38, a. 275 448, 1992, P.L. 38, a. 276 453, 1992, P.L. 38, a. 277 469, 1992, P.L. 38, a. 278 469.1, 1992, P.L. 38, a. 279 470, 1992, P.L. 38, a. 280 473, 1992, P.L. 38, a. 281 475, 1992, P.L. 38, a. 282 478.1, 1992, P.L. 38, a. 283 493, 1992, P.L. 38, a. 284 494, 1992, P.L. 38, a. 285 510.1, 1992, P.L. 38, a. 286

Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-25	Code de procédure civile — <i>Suite</i>	<p>523.1, 1992, P.L. 38, a. 287  531, 1992, P.L. 38, a. 288  534, 1992, P.L. 38, a. 289  536, 1992, P.L. 38, a. 290  538, 1992, P.L. 38, a. 291  540, 1992, P.L. 38, a. 292  541, 1992, P.L. 38, a. 293  543, 1992, P.L. 38, a. 294  547, 1992, P.L. 38, a. 295  552, 1992, P.L. 38, a. 296  553, 1992, P.L. 38, a. 297  553.2, 1992, P.L. 38, a. 298  557, 1992, P.L. 38, a. 299  563, 1992, P.L. 38, a. 300  564, 1992, P.L. 38, a. 301  569, 1992, P.L. 38, a. 302  571, 1992, P.L. 38, a. 303  583, 1992, P.L. 38, a. 304  590, 1992, P.L. 38, a. 305  592, 1992, P.L. 38, a. 306  592.2-592.4, 1992, P.L. 38, a. 307  594, 594.1, 1992, P.L. 38, a. 308  595, Ab., 1992, P.L. 38, a. 309  595.1, 1992, P.L. 38, a. 310  598, 1992, P.L. 38, a. 311  599, 1992, P.L. 38, a. 312  600-602, Ab., 1992, P.L. 38, a. 313  604, 1992, P.L. 38, a. 314  606, 1992, P.L. 38, a. 315  610, 1992, P.L. 38, a. 316  611.1, 1992, P.L. 38, a. 317  613-616.1, 1992, P.L. 38, a. 318  621, 1992, P.L. 38, a. 319  625, 1992, P.L. 38, a. 320  629, 1992, P.L. 38, a. 321  631, 1992, P.L. 38, a. 322  642, 1992, P.L. 38, a. 323  651, 1992, P.L. 38, a. 324  652, 1992, P.L. 38, a. 325  659.3, 1992, P.L. 38, a. 326  660, 1992, P.L. 38, a. 327  661, Ab., 1992, P.L. 38, a. 328  663, 1992, P.L. 38, a. 329  664, 1992, P.L. 38, a. 330  665, 1992, P.L. 38, a. 331  666, 1992, P.L. 38, a. 332  668, Ab., 1992, P.L. 38, a. 333  670, 1992, P.L. 38, a. 334  671, 1992, P.L. 38, a. 335  672, 1992, P.L. 38, a. 336  679, 1992, P.L. 38, a. 337  683, 1992, P.L. 38, a. 338  684, 1992, P.L. 38, a. 339  686, 1992, P.L. 38, a. 340  689, 1992, P.L. 38, a. 341  696, 1992, P.L. 38, a. 342  696.1, 1992, P.L. 38, a. 343  701, 1992, P.L. 38, a. 344  703, 704, 1992, P.L. 38, a. 345  705, 706, Ab., 1992, P.L. 38, a. 346  707, 1992, P.L. 38, a. 347  708, 709, Ab., 1992, P.L. 38, a. 348  710, 1992, P.L. 38, a. 349  711, 1992, P.L. 38, a. 350</p>



Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-25	Code de procédure civile — <i>Suite</i>	<p> 712, 1992, P.L. 38, a. 351  713, 1992, P.L. 38, a. 352  714, 1992, P.L. 38, a. 353  715, 1992, P.L. 38, a. 354  720, 1992, P.L. 38, a. 355  721, 1992, P.L. 38, a. 356  723, 1992, P.L. 38, a. 357  731, 1992, P.L. 38, a. 358  734, 1992, P.L. 38, a. 359  737, 1992, P.L. 38, a. 360  739, 1992, P.L. 38, a. 361  742, 1992, P.L. 38, a. 362  745, 1992, P.L. 38, a. 363  746-749, Ab., 1992, P.L. 38, a. 364  751, 1992, P.L. 38, a. 365  758, 1992, P.L. 38, a. 366  762-812.1, 1992, P.L. 38, a. 367  813.3, 1992, P.L. 38, a. 368  813.4, 1992, P.L. 38, a. 369  816-816.3, Ab., 1992, P.L. 38, a. 370  817.1, 1992, P.L. 38, a. 371  817.2, 1992, P.L. 38, a. 372  818, Ab., 1992, P.L. 38, a. 373  818.2, 1992, P.L. 38, a. 374  819, 1992, P.L. 38, a. 375  820, Ab., 1992, P.L. 38, a. 376  824.1, 1992, P.L. 38, a. 378  825.7, 1992, P.L. 38, a. 379  826, 1992, P.L. 38, a. 380  826.1, 1992, P.L. 38, a. 381  826.3, 1992, P.L. 38, a. 382  827, Ab., 1992, P.L. 38, a. 383  827.1, 1992, P.L. 38, a. 384  828-833, 1992, P.L. 38, a. 385  838, 1992, P.L. 38, a. 387  841, 1992, P.L. 38, a. 388  842, 1992, P.L. 38, a. 389  844, 1992, P.L. 38, a. 390  852, 1992, P.L. 15, a. 127; 1992, P.L. 38, a. 391  858, 1992, P.L. 38, a. 392  860, 1992, P.L. 38, a. 393  862, 1992, P.L. 38, a. 394  863-863.3, 1992, P.L. 38, a. 395  864-865, 1992, P.L. 38, a. 396  865.1-865.6, 1992, P.L. 38, a. 397  866, 1992, P.L. 38, a. 398  871.1-871.4, 1992, P.L. 38, a. 400  872-876.1, 1992, P.L. 38, a. 401  878, 1992, P.L. 38, a. 403  878.1, 1992, P.L. 38, a. 404  880, 1992, P.L. 38, a. 405  883, 1992, P.L. 38, a. 406  884.1, 1992, P.L. 38, a. 408  884.4, 1992, P.L. 38, a. 409  884.6, 1992, P.L. 38, a. 410  885-910, 1992, P.L. 38, a. 411  911-939, Ab., 1992, P.L. 38, a. 411  953, 1992, P.L. 38, a. 412; 1992, P.L. 50, a. 1  954, 1992, P.L. 38, a. 413  955, 1992, P.L. 38, a. 414  955.1, Ab., 1992, P.L. 38, a. 415  956, 1992, P.L. 50, a. 2  957.1, 1992, P.L. 50, a. 3 </p>

Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-25	Code de procédure civile — <i>Suite</i>	<p>958.1, 1992, P.L. 50, a. 4  976, 1992, P.L. 50, a. 5  983, 1992, P.L. 50, a. 6  984, 1992, P.L. 50, a. 7; 1992, P.L. 38, a. 416  984.1, 1992, P.L. 50, a. 8  985, 1992, P.L. 50, a. 9  989, 1992, P.L. 50, a. 11  989.1, 989.2, 1992, P.L. 50, a. 12  991, 1992, P.L. 50, a. 13  992, 1992, P.L. 50, a. 14  993, 1992, P.L. 50, a. 15  994.1, 1992, P.L. 50, a. 16  997.1, 1992, P.L. 50, a. 17  1048, 1992, P.L. 38, a. 417  1050, Ab., 1992, P.L. 38, a. 418  Ann. 1-Ann. 3, 1992, P.L. 38, a. 419  <b>Modifications globales:</b>  22, 23, 24, 26, 46, 523, 837, 846, 944.1, 964, 1992, P.L. 38, a. 422</p>
L.R.Q., c. C-25.1	Code de procédure pénale	<p>20, 1992, P.L. 42, a. 2  27, 1992, P.L. 42, a. 3  66, 1992, P.L. 42, a. 4  69, 1992, P.L. 42, a. 5  70, 1992, P.L. 42, a. 6  142, 1992, P.L. 42, a. 7  146, 1992, P.L. 42, a. 8  147, 1992, P.L. 42, a. 9  166.1, 1992, P.L. 42, a. 10  237, 1992, P.L. 42, a. 11  243, 1992, P.L. 42, a. 12  246, 1992, P.L. 42, a. 13  261, 1992, P.L. 42, a. 14  326, 1992, P.L. 42, a. 15  330, 1992, P.L. 42, a. 16  348, 1992, P.L. 42, a. 17  363, 1992, P.L. 42, a. 18  367, 1992, P.L. 42, a. 19  375, 1992, P.L. 42, a. 20  376, 1992, P.L. 42, a. 21  377, 1992, P.L. 42, a. 22  378, 1992, P.L. 42, a. 23  379, 1992, P.L. 42, a. 24  386-403, 1992, P.L. 42, a. 25</p>
L.R.Q., c. C-26	Code des professions	<p>29, 1992, P.L. 38, a. 481  165, 1992, P.L. 42, a. 169  189, 1992, P.L. 42, a. 171  190, 1992, P.L. 42, a. 172</p>
L.R.Q., c. C-27	Code du travail	<p>19.1, 1992, P.L. 42, a. 173  20.4, 1992, P.L. 42, a. 174  33, 1992, P.L. 42, a. 175  109.4, 1992, P.L. 42, a. 176  111.0.16, 1992, P.L. 15, a. 128  111.10, 1992, P.L. 15, a. 129  111.10.1, 1992, P.L. 15, a. 130  111.10.3, 1992, P.L. 15, a. 131  111.13, 1992, P.L. 15, a. 132  122, 1992, P.L. 42, a. 177  125, 1992, P.L. 42, a. 178</p>

Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-27	Code du travail — <i>Suite</i>	126, 1992, P.L. 42, a. 179 128, 1992, P.L. 42, a. 180 148, 1992, P.L. 42, a. 181
L.R.Q., c. C-27.1	Code municipal du Québec	7, 1992, P.L. 15, a. 133 14.3, 1992, P.L. 15, a. 134 14.5, 1992, P.L. 15, a. 135 14.7.1, 1992, P.L. 22, a. 32 25, 1992, P.L. 42, a. 182 115, Ab., 1992, P.L. 42, a. 183 186, 1992, P.L. 38, a. 482 188, 1992, P.L. 38, a. 483 193, Ab., 1992, P.L. 42, a. 184 203, 1992, P.L. 22, a. 33 264, 1992, P.L. 42, a. 185 266, 1992, P.L. 42, a. 186 267, 1992, P.L. 42, a. 187 442, 1992, P.L. 38, a. 484 455, 1992, P.L. 22, a. 34 486, 1992, P.L. 22, a. 35 487, Ab., 1992, P.L. 22, a. 36 491, 1992, P.L. 42, a. 188 510, 1992, P.L. 38, a. 485 520, 1992, P.L. 42, a. 189 524, 1992, P.L. 15, a. 136; 1992, P.L. 52, a. 27 524.1-524.5, 1992, P.L. 52, a. 28 546, 1992, P.L. 42, a. 190 547, 1992, P.L. 22, a. 37 559, 1992, P.L. 38, a. 486 565, 1992, P.L. 22, a. 38; 1992, P.L. 42, a. 191 566, Ab., 1992, P.L. 42, a. 192 569, 1992, P.L. 52, a. 29 606, 1992, P.L. 22, a. 39 608, 1992, P.L. 22, a. 40 609, 1992, P.L. 22, a. 41 610, 1992, P.L. 22, a. 42 611, 1992, P.L. 22, a. 43 613, 1992, P.L. 22, a. 44 620, 1992, P.L. 22, a. 45 693, 1992, P.L. 38, a. 487; 1992, P.L. 42, a. 193 701, 1992, P.L. 38, a. 488 708, 1992, P.L. 22, a. 46 711.1-711.19, 1992, P.L. 22, a. 47 711.20-711.25, 1992, P.L. 57, a. 63 725.1-725.4, 1992, P.L. 57, a. 64 737, 1992, P.L. 57, a. 65 920, 1992, P.L. 22, a. 48 935, 1992, P.L. 22, a. 49 936, 1992, P.L. 22, a. 50 936.1, 936.2, 1992, P.L. 22, a. 51 983, 1992, P.L. 38, a. 489 984, 1992, P.L. 38, a. 490 1032, 1992, P.L. 38, a. 491 1038, 1992, P.L. 38, a. 492 1042, 1992, P.L. 38, a. 493 1044, 1992, P.L. 38, a. 494 1048, 1992, P.L. 38, a. 495 1051, 1992, P.L. 38, a. 496 1058, 1992, P.L. 38, a. 497 1060, 1992, P.L. 38, a. 498 1060.1, 1992, P.L. 22, a. 52 1061, 1992, P.L. 22, a. 53

Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-27.1	Code municipal du Québec — <i>Suite</i>	1071.1, 1992, P.L. 22, a. 54 1072, 1992, P.L. 22, a. 55 1075, 1992, P.L. 22, a. 56 1075.1, Ab., 1992, P.L. 22, a. 57 1077, 1992, P.L. 22, a. 58 1081, Ab., 1992, P.L. 22, a. 59 1084, 1992, P.L. 22, a. 60 1093, 1992, P.L. 22, a. 61 1093.1, 1992, P.L. 22, a. 62 1094, 1992, P.L. 22, a. 63 1097, 1992, P.L. 22, a. 64 1098-1100, Ab., 1992, P.L. 22, a. 64 1107, Ab., 1992, P.L. 42, a. 195 1108, 1992, P.L. 42, a. 196; 1992, P.L. 22, a. 65 1110, 1992, P.L. 42, a. 197
L.R.Q., c. C-29	Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel	6, 1992, P.L. 38, a. 499 29, 1992, P.L. 42, a. 198
L.R.Q., c. C-32	Loi sur le commerce du pain	19, Ab., 1992, P.L. 42, a. 200
L.R.Q., c. C-32.1	Loi sur la commercialisation des produits marins	7, 1992, P.L. 42, a. 201
L.R.Q., c. C-34	Loi sur la Commission des affaires sociales	21, 1992, P.L. 15, a. 137 28, 1992, P.L. 15, a. 138 29, 1992, P.L. 15, a. 139 32, 1992, P.L. 15, a. 140 36, 1992, P.L. 42, a. 202
L.R.Q., c. C-35	Loi sur la Commission municipale	23, 1992, P.L. 42, a. 203 55, 1992, P.L. 38, a. 500 75, 1992, P.L. 38, a. 501 78, 1992, P.L. 38, a. 502 79, 1992, P.L. 38, a. 503 80, 1992, P.L. 38, a. 504 82, 1992, P.L. 38, a. 505
L.R.Q., c. C-37	Loi sur les commissions d'enquête	14, 1992, P.L. 15, a. 141 15, Ab., 1992, P.L. 15, a. 142
L.R.Q., c. C-37.1	Loi sur la Communauté urbaine de l'Outaouais	178, 1992, P.L. 38, a. 506 226, 1992, P.L. 38, a. 507 235, 1992, P.L. 42, a. 204 236, 1992, P.L. 42, a. 205
L.R.Q., c. C-37.2	Loi sur la Communauté urbaine de Montréal	204-206, 1992, P.L. 42, a. 206 291.26, 1992, P.L. 38, a. 508 306.49-306.52, 1992, P.L. 42, a. 207 329, Ab., 1992, P.L. 42, a. 208
L.R.Q., c. C-37.3	Loi sur la Communauté urbaine de Québec	93, 1992, P.L. 1, a. 1 95, 1992, P.L. 1, a. 2 125.1, 1992, P.L. 1, a. 3 126, 1992, P.L. 1, a. 4 127, 1992, P.L. 1, a. 5 128, 1992, P.L. 1, a. 6 129, 1992, P.L. 1, a. 7 130, 1992, P.L. 1, a. 8 131, 1992, P.L. 1, a. 9 132, 1992, P.L. 1, a. 10 134, 1992, P.L. 1, a. 11 135, 1992, P.L. 1, a. 12

Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-37.3	Loi sur la Communauté urbaine de Québec — <i>Suite</i>	136, 1992, P.L. 1, a. 13 136.1-136.14, 1992, P.L. 1, a. 14 137, 1992, P.L. 1, a. 15 138, 1992, P.L. 1, a. 17 138.1-138.5, 1992, P.L. 1, a. 18 139, 1992, P.L. 1, a. 19 140, 1992, P.L. 1, a. 20 195, 1992, P.L. 38, a. 509 221, 1992, P.L. 42, a. 209 222, 1992, P.L. 42, a. 210
L.R.Q., c. C-38	Loi sur les compagnies	31, 1992, P.L. 38, a. 510 50, 1992, P.L. 38, a. 511 61, 1992, P.L. 42, a. 211 77, 1992, P.L. 38, a. 513 123, 1992, P.L. 42, a. 213 123.44, 1992, P.L. 38, a. 514 123.148, 1992, P.L. 42, a. 214 134, 1992, P.L. 38, a. 515 148, 1992, P.L. 38, a. 516 169, 1992, P.L. 38, a. 518 215, 1992, P.L. 42, a. 216
L.R.Q., c. C-42	Loi sur les compagnies de flottage	29, 1992, P.L. 38, a. 519 62, Ab., 1992, P.L. 42, a. 218 63, Ab., 1992, P.L. 42, a. 219
L.R.Q., c. C-44	Loi sur les compagnies de gaz, d'eau et d'électricité	90.1, Ab., 1992, P.L. 42, a. 220
L.R.Q., c. C-45	Loi sur les compagnies de télégraphe et de téléphone	15, 1992, P.L. 42, a. 221 23, 1992, P.L. 42, a. 222
L.R.Q., c. C-46	Loi sur les compagnies étrangères	12, Ab., 1992, P.L. 42, a. 223
L.R.Q., c. C-52.1	Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale ( <i>Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale</i> )	Tit., 1992, P.L. 404, a. 1 19-50, 1992, P.L. 404, a. 2 51, 1992, P.L. 404, a. 2; 1992, P.L. 66, a. 1 52, 1992, P.L. 404, a. 2 53, 1992, P.L. 404, a. 2; 1992, P.L. 66, a. 2 54-66, 1992, P.L. 404, a. 2 67, 1992, P.L. 404, a. 2; 1992, P.L. 66, a. 3 68, 1992, P.L. 404, a. 2 69, 1992, P.L. 404, a. 2; 1992, P.L. 66, a. 4 70-75, 1992, P.L. 404, a. 2
L.R.Q., c. C-53	Loi sur les connaissements, les reçus et les cessions de biens en stock	Ab., 1992, P.L. 38, a. 520
L.R.Q., c. C-57	Loi sur le Conseil des affaires sociales	Remp., 1992, P.L. 415, a. 26
L.R.Q., c. C-59.001	Loi sur le Conseil métropolitain de transport en commun	60, 1992, P.L. 42, a. 224 62, 1992, P.L. 42, a. 225
L.R.Q., c. C-59.01	Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse	4, 1992, P.L. 25, a. 1 5, 1992, P.L. 25, a. 2 7, 1992, P.L. 25, a. 3 9, 1992, P.L. 25, a. 4 12, 1992, P.L. 25, a. 5 16, 1992, P.L. 25, a. 6 17, 1992, P.L. 25, a. 7 20, 1992, P.L. 25, a. 8

Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-61.1	Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune	1, 1992, P.L. 3, a. 1 11, 1992, P.L. 3, a. 2 18, 1992, P.L. 42, a. 226 18.1, 1992, P.L. 3, a. 3 24, 1992, P.L. 3, a. 4 30.3, 1992, P.L. 3, a. 5 36, 1992, P.L. 3, a. 6 37, 1992, P.L. 3, a. 7 54.1, 1992, P.L. 3, a. 8 57, 1992, P.L. 3, a. 9 81, 1992, P.L. 3, a. 10 82, 1992, P.L. 3, a. 11 110, 1992, P.L. 3, a. 12 128.18, 1992, P.L. 3, a. 13 133, 1992, P.L. 3, a. 14 162, 1992, P.L. 3, a. 15 165, 1992, P.L. 3, a. 16 168, 1992, P.L. 42, a. 228 169, 1992, P.L. 42, a. 229 171.6, 1992, P.L. 42, a. 230 172, 1992, P.L. 42, a. 232 178, Ab., 1992, P.L. 42, a. 234 178.1, ( <i>renuméroté</i> 171.7), 1992, P.L. 42, a. 233 179-183, Ab., 1992, P.L. 42, a. 234
L.R.Q., c. C-63	Loi sur la constitution de certaines églises	1, 1992, P.L. 38, a. 521
L.R.Q., c. C-64	Loi sur les constituts ou sur le régime de tenure	Ab., 1992, P.L. 38, a. 522
L.R.Q., c. C-64.1	Loi sur la consultation populaire	1, 1992, P.L. 36, a. 78 7, 1992, P.L. 36, a. 79 8, 1992, P.L. 36, a. 80 9, 1992, P.L. 36, a. 81 13, 1992, P.L. 36, a. 82 14, 1992, P.L. 36, a. 83 16, 1992, P.L. 36, a. 84 18, Ab., 1992, P.L. 36, a. 85 19, Ab., 1992, P.L. 36, a. 86 22, 1992, P.L. 36, a. 87 23, 1992, P.L. 36, a. 88 27-35, Ab., 1992, P.L. 36, a. 89 37, 1992, P.L. 36, a. 90 39, Ab., 1992, P.L. 36, a. 91 40, 1992, P.L. 65, a. 4 45, 1992, P.L. 36, a. 92 App. 2, 1992, P.L. 36, a. 93
L.R.Q., c. C-66	Loi sur la contribution municipale à la construction de chemins	2, Ab., 1992, P.L. 57, a. 67
L.R.Q., c. C-67.2	Loi sur les coopératives	27, 1992, P.L. 38, a. 523 89, 1992, P.L. 38, a. 524
L.R.Q., c. C-69	Loi sur les corporations de cimetières catholiques romains	23, 1992, P.L. 38, a. 525 34, 1992, P.L. 38, a. 526 43, Ab., 1992, P.L. 38, a. 527
L.R.Q., c. C-69.1	Loi sur les corporations de fonds de sécurité	37, 1992, P.L. 38, a. 528 38, 1992, P.L. 38, a. 529 75, Ab., 1992, P.L. 42, a. 237
L.R.Q., c. C-70	Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport	59, 1992, P.L. 38, a. 530 108, Ab., 1992, P.L. 42, a. 239 109, 1992, P.L. 42, a. 240

Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-71	Loi sur les corporations religieuses	9, 1992, P.L. 38, a. 531
L.R.Q., c. C-72.1	Loi sur les courses	97, 1992, P.L. 42, a. 241 98, 1992, P.L. 42, a. 242 99, 1992, P.L. 42, a. 243 112, Ab., 1992, P.L. 42, a. 244 113, Ab., 1992, P.L. 42, a. 245
L.R.Q., c. C-73	Loi sur le courtage immobilier	1, 1992, P.L. 38, a. 532 5, 1992, P.L. 38, a. 533 18, Ab., 1992, P.L. 42, a. 248 21, 1992, P.L. 42, a. 249
L.R.Q., c. C-78	Loi sur le crédit forestier	3, 1992, P.L. 38, a. 534 20, 1992, P.L. 38, a. 535 43, 1992, P.L. 38, a. 536 45, 1992, P.L. 38, a. 537; 1992, P.L. 42, a. 250 46.1, 1992, P.L. 38, a. 538 46.7, 1992, P.L. 38, a. 539 <b>Modifications globales:</b> 1-3.1, 6, 7, 9-12, 16, 21, 25, 26, 28-30, 32-35, 42, 43, 45-48, 51, 52, 1992, P.L. 27, a. 43
L.R.Q., c. C-78.1	Loi favorisant le crédit forestier par les institutions privées	11, 1992, P.L. 38, a. 540 15, 1992, P.L. 38, a. 541 18, 1992, P.L. 38, a. 542 33, 1992, P.L. 38, a. 543 36, 1992, P.L. 42, a. 251 37, 1992, P.L. 38, a. 544 43, 1992, P.L. 38, a. 545 44, 1992, P.L. 38, a. 546 47, 1992, P.L. 38, a. 547 50, Ab., 1992, P.L. 27, a. 40 52, 1992, P.L. 38, a. 549 54, 1992, P.L. 38, a. 550 60, 1992, P.L. 38, a. 551 <b>Modifications globales:</b> 2, 8, 10-12, 14, 16-20, 25-28, 33, 35-46, 48, 49, 51-63, 67-69, 1992, P.L. 27, a. 43
L.R.Q., c. C-81	Loi sur le curateur public	13, 1992, P.L. 38, a. 552 14, 1992, P.L. 15, a. 143 16, 1992, P.L. 15, a. 144; Ab., 1992, P.L. 38, a. 553 17, 1992, P.L. 38, a. 554 18, 1992, P.L. 38, a. 555 24, 1992, P.L. 38, a. 556 28, 1992, P.L. 15, a. 145 29, 1992, P.L. 38, a. 557 34, 1992, P.L. 38, a. 558 38, 1992, P.L. 38, a. 559 39, 1992, P.L. 38, a. 560 40, 1992, P.L. 38, a. 561 44, 1992, P.L. 38, a. 562 54, 1992, P.L. 38, a. 563 55, 1992, P.L. 38, a. 564 62, 1992, P.L. 38, a. 565 68, 1992, P.L. 15, a. 146; 1992, P.L. 38, a. 566 71, Ab., 1992, P.L. 42, a. 252 200, 1992, P.L. 38, a. 567

Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. D-1	Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés	6, 1992, P.L. 42, a. 253 14, 1992, P.L. 42, a. 255
L.R.Q., c. D-2	Loi sur les décrets de convention collective	29, 1992, P.L. 15, a. 147 30, 1992, P.L. 42, a. 256 52, 1992, P.L. 42, a. 257 53, Ab., 1992, P.L. 42, a. 258
L.R.Q., c. D-3	Loi sur les dentistes	1, 1992, P.L. 15, a. 148 15, 1992, P.L. 15, a. 149 16, 1992, P.L. 15, a. 150 18.1, 1992, P.L. 15, a. 151
L.R.Q., c. D-5	Loi sur les dépôts et consignations	8, 1992, P.L. 42, a. 259
L.R.Q., c. D-7	Loi sur les dettes et les emprunts municipaux	1, 1992, P.L. 57, a. 68 8, 1992, P.L. 22, a. 66 15.3-15.7, 1992, P.L. 7, a. 4 33, 1992, P.L. 42, a. 260
L.R.Q., c. D-8.1	Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre	43, Ab., 1992, P.L. 42, a. 262 Ann., 1992, P.L. 15, a. 152; 1992, P.L. 52, a. 30
L.R.Q., c. D-9.1	Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec	100, Ab., 1992, P.L. 42, a. 264
L.R.Q., c. D-10	Loi sur la distribution du gaz	9, 1992, P.L. 42, a. 265
L.R.Q., c. D-11	Loi sur la division territoriale	1, 1992, P.L. 38, a. 568 11, 1992, P.L. 38, a. 569 15, 1992, P.L. 42, a. 266
L.R.Q., c. D-12	Loi sur les dossiers d'entreprises	5, 1992, P.L. 42, a. 267
L.R.Q., c. D-13.1	Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec	100, 1992, P.L. 42, a. 269
L.R.Q., c. D-14	Loi concernant les droits sur les divertissements	Ab., 1992, P.L. 20, a. 1
L.R.Q., c. D-15	Loi concernant les droits sur les mines	75, 1992, P.L. 42, a. 270 76, 1992, P.L. 42, a. 271 77, Ab., 1992, P.L. 42, a. 272 78, 1992, P.L. 42, a. 273
L.R.Q., c. D-17	Loi concernant les droits sur les transferts de terrains	1, 1992, P.L. 38, a. 570 40, 1992, P.L. 38, a. 571
L.R.Q., c. E-1.1	Loi sur l'économie de l'énergie dans le bâtiment	23, 1992, P.L. 42, a. 276 24, 1992, P.L. 42, a. 277
L.R.Q., c. E-2	Loi sur les Églises protestantes autorisées à tenir des registres de l'état civil	Ab., 1992, P.L. 38, a. 572
L.R.Q., c. E-2.2	Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités	50, 1992, P.L. 15, a. 153 189, 1992, P.L. 15, a. 154 270, 1992, P.L. 42, a. 278 521, 1992, P.L. 15, a. 155 647, 1992, P.L. 42, a. 279 648, 1992, P.L. 42, a. 280
L.R.Q., c. E-2.3	Loi sur les élections scolaires	94, 1992, P.L. 15, a. 156 153, 1992, P.L. 42, a. 281 224, Ab., 1992, P.L. 42, a. 282



Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. E-3.3	Loi électorale	1, 1992, P.L. 36, a. 1 3, 1992, P.L. 15, a. 157 5, 1992, P.L. 36, a. 2 6, 1992, P.L. 36, a. 3 8, 1992, P.L. 36, a. 4 9, 1992, P.L. 36, a. 5 12, 1992, P.L. 36, a. 6 13, 1992, P.L. 36, a. 7 17, 1992, P.L. 36, a. 8 42, 1992, P.L. 36, a. 9 46, 1992, P.L. 36, a. 10 50, 1992, P.L. 36, a. 11 51, 1992, P.L. 36, a. 12 54, 1992, P.L. 36, a. 13 61, 1992, P.L. 36, a. 14 82, 1992, P.L. 36, a. 15 88, 1992, P.L. 36, a. 16 89, 1992, P.L. 36, a. 17 95, 1992, P.L. 36, a. 18 100, 1992, P.L. 36, a. 19 106, 1992, P.L. 36, a. 20 110, 1992, P.L. 36, a. 21 112, 1992, P.L. 36, a. 22 114, 1992, P.L. 36, a. 23 115, 1992, P.L. 36, a. 24 126, 1992, P.L. 36, a. 25 138, 1992, P.L. 42, a. 283 151, 1992, P.L. 36, a. 26 156, 1992, P.L. 36, a. 27 162, 1992, P.L. 15, a. 158 163, 1992, P.L. 15, a. 159 176, 1992, P.L. 36, a. 28 185, 1992, P.L. 36, a. 29 189, 1992, P.L. 36, a. 30 191, 1992, P.L. 36, a. 31; 1992, P.L. 15, a. 160 194, 1992, P.L. 36, a. 32 203, 1992, P.L. 36, a. 33 209, 1992, P.L. 36, a. 34 227, 1992, P.L. 36, a. 35 228, 1992, P.L. 36, a. 36 230, 1992, P.L. 36, a. 37 232, Ab., 1992, P.L. 36, a. 38 262, 1992, P.L. 36, a. 39 264, 1992, P.L. 36, a. 40 265, 1992, P.L. 36, a. 41 267, 1992, P.L. 36, a. 42 275, 1992, P.L. 36, a. 43 277, 1992, P.L. 36, a. 44 278, 1992, P.L. 36, a. 45 279, 1992, P.L. 36, a. 46 280, 1992, P.L. 36, a. 47 286, 1992, P.L. 36, a. 48 287, 1992, P.L. 36, a. 49 288, 1992, P.L. 36, a. 50 289, 1992, P.L. 36, a. 51 290, 1992, P.L. 36, a. 52 292, 1992, P.L. 15, a. 161 302, 1992, P.L. 36, a. 53 303, 1992, P.L. 36, a. 54 304, 1992, P.L. 15, a. 162 305, 1992, P.L. 15, a. 163 308, 1992, P.L. 36, a. 55 327, 1992, P.L. 36, a. 56 330, Ab., 1992, P.L. 36, a. 57 390, 1992, P.L. 42, a. 284

Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. E-3.3	Loi électorale — <i>Suite</i>	401, 1992, P.L. 36, a. 58 404, 1992, P.L. 36, a. 59 409, 1992, P.L. 36, a. 60 414, 1992, P.L. 36, a. 61 418, Ab., 1992, P.L. 36, a. 62 419, 1992, P.L. 36, a. 63 420, 1992, P.L. 36, a. 64 422, 1992, P.L. 36, a. 65 422.1, 1992, P.L. 36, a. 66 424, 1992, P.L. 36, a. 67 426, 1992, P.L. 36, a. 68 429, 1992, P.L. 36, a. 69 443, 1992, P.L. 36, a. 70 445, 1992, P.L. 36, a. 71 457.1, 1992, P.L. 36, a. 72 485, 1992, P.L. 36, a. 73 489.1, 1992, P.L. 36, a. 74 542, 1992, P.L. 36, a. 75 551, 1992, P.L. 15, a. 164 553, 1992, P.L. 15, a. 165 558, 1992, P.L. 36, a. 76 569, 1992, P.L. 42, a. 285 575, 1992, P.L. 36, a. 77
L.R.Q., c. E-6	Loi sur les employés publics	1, 1992, P.L. 42, a. 286
L.R.Q., c. E-8	Loi concernant les enquêtes sur les incendies	4, 1992, P.L. 42, a. 287 6, 1992, P.L. 42, a. 288 7, 1992, P.L. 42, a. 289 13, 1992, P.L. 42, a. 290 18, 1992, P.L. 42, a. 291 21.1, 1992, P.L. 15, a. 166 21.4, 1992, P.L. 42, a. 292 29, 1992, P.L. 42, a. 293
L.R.Q., c. E-9	Loi sur l'enseignement privé	<b>Remp.</b> , 1992, P.L. 141, a. 171
L.R.Q., c. E-12.01	Loi sur les espèces menacées ou vulnérables	32, Ab., 1992, P.L. 42, a. 295 34, 1992, P.L. 42, a. 296 38, 1992, P.L. 42, a. 297 47, 1992, P.L. 42, a. 298 48, Ab., 1992, P.L. 42, a. 299 49, 1992, P.L. 42, a. 300
L.R.Q., c. E-17	Loi sur les évêques catholiques romains	10, 1992, P.L. 38, a. 573
L.R.Q., c. E-17.1	Loi concernant l'examen des plaintes des clients des distributeurs d'électricité	32, Ab., 1992, P.L. 42, a. 301
L.R.Q., c. E-18	Loi sur l'exécutif	10, 1992, P.L. 19, a. 4
L.R.Q., c. E-20.1	Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées	1, 1992, P.L. 15, a. 167 77, Ab., 1992, P.L. 42, a. 303
L.R.Q., c. E-22	Loi sur les explosifs	19.1, 1992, P.L. 42, a. 304
L.R.Q., c. E-24	Loi sur l'expropriation	5, 1992, P.L. 42, a. 305 53.17, 1992, P.L. 38, a. 574
L.R.Q., c. F-1	Loi sur les fabriques	18, 1992, P.L. 38, a. 575 24, 1992, P.L. 38, a. 576 26, 1992, P.L. 38, a. 577
L.R.Q., c. F-1.1	Loi sur la fête nationale	9, 1992, P.L. 21, a. 17

Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. F-1.2	Loi sur le financement agricole	<b>Remp.</b> , 1992, P.L. 27, a. 41 20, 1992, P.L. 38, a. 578 60, 1992, P.L. 38, a. 579 112, 1992, P.L. 38, a. 580 129, 1992, P.L. 38, a. 581 136, 1992, P.L. 38, a. 582 141, 1992, P.L. 38, a. 583
L.R.Q., c. F-2.1	Loi sur la fiscalité municipale	14.1, 1992, P.L. 55, a. 1 45.1, 1992, P.L. 55, a. 2 69, 1992, P.L. 55, a. 3 70, 1992, P.L. 55, a. 4 96, 1992, P.L. 42, a. 306 135, 1992, P.L. 55, a. 5 174, 1992, P.L. 55, a. 6; 1992, P.L. 38, a. 584 204, 1992, P.L. 15, a. 168; 1992, P.L. 141, a. 139 230, 1992, P.L. 55, a. 7 231.2, 1992, P.L. 55, a. 8 236, 1992, P.L. 15, a. 169; 1992, P.L. 141, a. 140 244.15, 1992, P.L. 55, a. 9 244.16, 1992, P.L. 55, a. 10 244.18, 1992, P.L. 55, a. 11 244.19, 1992, P.L. 55, a. 12 244.20, 1992, P.L. 55, a. 13 245, 1992, P.L. 55, a. 14 255, 1992, P.L. 141, a. 141 262, 1992, P.L. 55, a. 15
L.R.Q., c. F-3.1.1	Loi sur la fonction publique	55, 1992, P.L. 19, a. 5
L.R.Q., c. F-3.2.1	Loi constituant le Fonds de solidarité des travail- leurs du Québec (F.T.Q.)	15, 1992, P.L. 38, a. 585
L.R.Q., c. F-4.1	Loi sur les forêts	9, 1992, P.L. 38, a. 586 173, 1992, P.L. 42, a. 309 175, 1992, P.L. 42, a. 310 175.1, 1992, P.L. 42, a. 311 185.1, 1992, P.L. 42, a. 312 202, Ab., 1992, P.L. 42, a. 313 203, 1992, P.L. 42, a. 314 206, ( <i>renuméroté 195.1</i> ), 1992, P.L. 42, a. 315 256.1, 1992, P.L. 42, a. 316
L.R.Q., c. F-5	Loi sur la formation et la qualification profession- nelles de la main-d'oeuvre	1, 1992, P.L. 408, a. 55 2-6, Ab., 1992, P.L. 408, a. 56 7, 1992, P.L. 38, a. 587; Ab., 1992, P.L. 408, a. 56 8-24, Ab., 1992, P.L. 408, a. 56 25, 1992, P.L. 42, a. 317; Ab., 1992, P.L. 408, a. 56 26-29, Ab., 1992, P.L. 408, a. 56 30, 1992, P.L. 408, a. 57 33-40, Ab., 1992, P.L. 408, a. 59 41, 1992, P.L. 408, a. 60 45, 1992, P.L. 408, a. 61 46, Ab., 1992, P.L. 42, a. 319 47, 1992, P.L. 408, a. 62 48, 49, Ab., 1992, P.L. 408, a. 63 51.1, 1992, P.L. 42, a. 320
L.R.Q., c. G-1.1	Loi sur les grains	64, Ab., 1992, P.L. 42, a. 322

Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. H-2.1	Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux	2, 1992, P.L. 59, a. 1 3, 1992, P.L. 59, a. 2; 1992, P.L. 21, a. 18 4, Ab., 1992, P.L. 59, a. 3 5, 1992, P.L. 59, a. 4 6, 1992, P.L. 59, a. 5 7, 1992, P.L. 59, a. 6 8, 1992, P.L. 59, a. 7 9, 1992, P.L. 59, a. 8 10, 1992, P.L. 59, a. 9; 1992, P.L. 15, a. 170 11, Ab., 1992, P.L. 59, a. 10 12-14, 1992, P.L. 59, a. 11 27, 1992, P.L. 42, a. 323 28, 1992, P.L. 59, a. 12 28.1, 1992, P.L. 59, a. 13
L.R.Q., c. H-4	Loi sur les huissiers de justice	29.5, 1992, P.L. 42, a. 324 34, Ab., 1992, P.L. 42, a. 325
L.R.Q., c. H-5	Loi sur Hydro-Québec	31, 1992, P.L. 38, a. 588
L.R.Q., c. I-1	Loi concernant l'impôt sur la vente en détail	20.10, 1992, P.L. 407, a. 1 20.17, 1992, P.L. 407, a. 2 20.25, 1992, P.L. 407, a. 3 20.27, 1992, P.L. 407, a. 4 20.27.1, 1992, P.L. 407, a. 5
L.R.Q., c. I-3	Loi sur les impôts	1, 1992, P.L. 407, a. 6 11.2, 1992, P.L. 38, a. 589 21.21, 1992, P.L. 407, a. 7 21.34, 1992, P.L. 407, a. 9 21.35.1, 1992, P.L. 407, a. 10 21.36.1, 1992, P.L. 407, a. 11 21.38, 1992, P.L. 407, a. 12 27, 1992, P.L. 407, a. 13 37, 1992, P.L. 407, a. 14 48, 49, 1992, P.L. 407, a. 15 49.1, Ab., 1992, P.L. 407, a. 16 49.2, 1992, P.L. 407, a. 17 49.5, 1992, P.L. 407, a. 18 58.3, 1992, P.L. 407, a. 20 59.1, 1992, P.L. 407, a. 21 87, 1992, P.L. 407, a. 22 93, 1992, P.L. 407, a. 23 101, 1992, P.L. 407, a. 24 119.5, 1992, P.L. 407, a. 25 147, 1992, P.L. 407, a. 26 157, 1992, P.L. 407, a. 27 230.0.0.1, 1992, P.L. 407, a. 28 257, 1992, P.L. 407, a. 29 336, 1992, P.L. 407, a. 30 337, 1992, P.L. 407, a. 31 354, 1992, P.L. 407, a. 32 359.10, 1992, P.L. 26, a. 1 395, 1992, P.L. 407, a. 33 713.1, 1992, P.L. 407, a. 34 725.2, 1992, P.L. 407, a. 35 726.4.8.1-726.4.8.17, 1992, P.L. 407, a. 36 726.4.10, 1992, P.L. 407, a. 37 726.4.12, 1992, P.L. 407, a. 38 726.4.17.2, 1992, P.L. 407, a. 39 726.4.17.4, 1992, P.L. 407, a. 40

Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	<p>726.4.17.10-726.4.17.17, 1992, P.L. 407, a. 41</p> <p>726.4.18, 1992, P.L. 407, a. 42</p> <p>726.4.20.2.1, 1992, P.L. 407, a. 43</p> <p>726.4.22.1, 1992, P.L. 407, a. 44</p> <p>726.4.24.1, 1992, P.L. 407, a. 45</p> <p>726.4.26.1, 1992, P.L. 407, a. 46</p> <p>726.4.33, 1992, P.L. 407, a. 47</p> <p>737.13.1, 1992, P.L. 407, a. 48</p> <p>737.14, 1992, P.L. 407, a. 49</p> <p>737.17, 1992, P.L. 407, a. 50</p> <p>737.18, 1992, P.L. 407, a. 51</p> <p>737.19, 1992, P.L. 407, a. 52</p> <p>737.22, 1992, P.L. 407, a. 53</p> <p>752, 1992, P.L. 407, a. 54</p> <p>752.0.1, 1992, P.L. 407, a. 55</p> <p>752.0.20, 1992, P.L. 407, a. 56</p> <p>752.12, 1992, P.L. 407, a. 57</p> <p>752.14, 1992, P.L. 407, a. 58</p> <p>771, 1992, P.L. 407, a. 59</p> <p>771.0.1.2, 1992, P.L. 407, a. 60</p> <p>771.0.2.1, 1992, P.L. 407, a. 61</p> <p>771.0.3.1, 1992, P.L. 407, a. 62</p> <p>771.0.4.1, 1992, P.L. 407, a. 63</p> <p>771.0.5, 1992, P.L. 407, a. 64</p> <p>771.0.6, 1992, P.L. 407, a. 65</p> <p>771.1, 1992, P.L. 407, a. 66</p> <p>771.1.6, 1992, P.L. 407, a. 67</p> <p>771.1.10, 1992, P.L. 407, a. 68</p> <p>771.2.1.1, 1992, P.L. 407, a. 69</p> <p>771.2.2, 1992, P.L. 407, a. 70</p> <p>771.5, 1992, P.L. 407, a. 71</p> <p>771.8.1, 1992, P.L. 407, a. 72</p> <p>771.9, 1992, P.L. 407, a. 73</p> <p>771.10, 771.11, 1992, P.L. 407, a. 74</p> <p>776.29, 1992, P.L. 15, a. 171</p> <p>776.33, 1992, P.L. 407, a. 75</p> <p>776.34, 1992, P.L. 407, a. 76</p> <p>776.35, 1992, P.L. 407, a. 77</p> <p>776.41, 1992, P.L. 407, a. 78</p> <p>776.42, 1992, P.L. 407, a. 79</p> <p>776.44, 1992, P.L. 407, a. 80</p> <p>776.47, 1992, P.L. 407, a. 81</p> <p>776.57, 1992, P.L. 407, a. 82</p> <p>776.60, 1992, P.L. 407, a. 83</p> <p>944.4, 1992, P.L. 407, a. 84</p> <p>946, 1992, P.L. 407, a. 85</p> <p>955, 1992, P.L. 407, a. 86</p> <p>965.1, 1992, P.L. 407, a. 87</p> <p>965.2, 1992, P.L. 407, a. 88</p> <p>965.4.3, 1992, P.L. 407, a. 89</p> <p>965.4.4, 1992, P.L. 407, a. 90</p> <p>965.5, 1992, P.L. 407, a. 91</p> <p>965.6, 1992, P.L. 407, a. 92</p> <p>965.6.0.2.0.2, 1992, P.L. 407, a. 93</p> <p>965.6.0.2.1, 1992, P.L. 407, a. 94</p> <p>965.6.0.3, 1992, P.L. 407, a. 95</p> <p>965.6.0.4, 1992, P.L. 407, a. 96</p> <p>965.6.0.5, 1992, P.L. 407, a. 97</p> <p>965.6.1, 1992, P.L. 407, a. 98</p> <p>965.6.3, 1992, P.L. 407, a. 99</p> <p>965.6.4, 1992, P.L. 407, a. 100</p> <p>965.6.5, 1992, P.L. 407, a. 101</p>

Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	<p>965.6.6, 1992, P.L. 407, a. 102  965.6.17, 1992, P.L. 407, a. 103  965.6.23, 1992, P.L. 407, a. 104  965.6.23.1, 1992, P.L. 407, a. 105  965.9.1, 1992, P.L. 407, a. 106  965.9.1.0.0.1, 1992, P.L. 407, a. 107  965.9.1.0.1, 1992, P.L. 407, a. 108  965.9.1.0.2, 1992, P.L. 407, a. 109  965.9.7.0.1, 1992, P.L. 407, a. 110  965.9.7.0.2, 1992, P.L. 407, a. 111  965.9.7.0.3, 965.9.7.0.4, 1992, P.L. 407, a. 112  965.9.8.1-965.9.8.9, 1992, P.L. 407, a. 113  965.10, 1992, P.L. 407, a. 114  965.10.1.1, 1992, P.L. 407, a. 115  965.10.3, 1992, P.L. 407, a. 116  965.11.1, 1992, P.L. 407, a. 117  965.11.2, 1992, P.L. 407, a. 118  965.11.5, 1992, P.L. 407, a. 119  965.11.6, 1992, P.L. 407, a. 120  965.11.7, 1992, P.L. 407, a. 121  965.11.7.1, 1992, P.L. 407, a. 122  965.17.1-965.17.6, 1992, P.L. 407, a. 123  965.18, 1992, P.L. 407, a. 124  965.19.1, 1992, P.L. 407, a. 125  965.19.2, 1992, P.L. 407, a. 126  965.20, 1992, P.L. 407, a. 127  965.20.1.1, 1992, P.L. 407, a. 128  965.20.2.1, 1992, P.L. 407, a. 129  965.21, 1992, P.L. 407, a. 130  965.22, 1992, P.L. 407, a. 131  965.23, 1992, P.L. 407, a. 132  965.23.1, 1992, P.L. 407, a. 133  965.23.1.1-965.23.1.3, 1992, P.L. 407, a. 134  965.24.1.2, 965.24.1.3, 1992, P.L. 407, a. 135  965.24.2, 1992, P.L. 407, a. 136  965.26, 1992, P.L. 407, a. 137  965.28.1, 1992, P.L. 407, a. 138  965.29, 1992, P.L. 407, a. 139  965.31.1, 1992, P.L. 407, a. 140  965.31.2, 1992, P.L. 407, a. 141  965.31.3, 1992, P.L. 407, a. 142  965.31.5, 965.31.6, 1992, P.L. 407, a. 143  965.34.2-965.34.4, 1992, P.L. 407, a. 144  965.35, 1992, P.L. 407, a. 145  965.36.1, 1992, P.L. 407, a. 146  965.40, 1992, P.L. 407, a. 147  965.42, 1992, P.L. 407, a. 148  965.45, 1992, P.L. 407, a. 149  965.46, 1992, P.L. 407, a. 150  965.48, 1992, P.L. 407, a. 151  965.48.1, 1992, P.L. 407, a. 152  965.51, 1992, P.L. 407, a. 153  965.52, 1992, P.L. 407, a. 154  965.53, 1992, P.L. 407, a. 155  985.9.2, 1992, P.L. 407, a. 156  985.9.3, 1992, P.L. 407, a. 157</p>

Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. 1-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	<p>1005, 1992, P.L. 407, a. 158  1027, 1992, P.L. 407, a. 159  1029.2, 1992, P.L. 407, a. 161  1029.7, 1992, P.L. 407, a. 162  1029.8, 1992, P.L. 407, a. 163  1029.8.1, 1992, P.L. 407, a. 165  1029.8.2, 1992, P.L. 407, a. 166  1029.8.6, 1992, P.L. 407, a. 167  1029.8.7, 1992, P.L. 407, a. 168  1029.8.7.2, 1992, P.L. 407, a. 169  1029.8.9, 1992, P.L. 407, a. 171  1029.8.9.0.1, 1992, P.L. 407, a. 172  1029.8.18.1, 1992, P.L. 407, a. 173  1029.8.22, 1992, P.L. 407, a. 174;  1992, P.L. 408, a. 64; 1992, P.L. 141, a. 142  1029.8.23, 1992, P.L. 408, a. 65  1029.8.24, 1992, P.L. 408, a. 66  1029.8.26, 1992, P.L. 407, a. 175  1029.8.33, 1992, P.L. 407, a. 176  1029.8.34-1029.8.52, 1992, P.L. 407, a. 177  1029.9, Ab., 1992, P.L. 407, a. 178  1029.14-1029.19, 1992, P.L. 407, a. 179  1036.1, 1992, P.L. 407, a. 180  1038, 1992, P.L. 407, a. 181  1040, 1992, P.L. 26, a. 2  1045, 1992, P.L. 26, a. 3  1045.2, 1992, P.L. 407, a. 182  1049.1.0.3-1049.1.0.5, 1992, P.L. 407, a. 183  1049.1.3, 1992, P.L. 407, a. 184  1049.2.0.2, 1992, P.L. 407, a. 185  1049.2.2.3, 1992, P.L. 407, a. 186  1049.2.2.4, 1992, P.L. 407, a. 187  1049.2.2.5.1, 1049.2.2.5.2, 1992, P.L. 407, a. 188  1049.2.2.10, 1049.2.2.11, 1992, P.L. 407, a. 189  1049.2.4.2, 1992, P.L. 407, a. 190  1049.2.6, 1992, P.L. 407, a. 191  1049.2.7, 1992, P.L. 407, a. 192  1049.2.7.1, 1992, P.L. 407, a. 193  1049.2.7.2, 1992, P.L. 407, a. 194  1049.2.7.3-1049.2.7.5, 1992, P.L. 407, a. 195  1049.2.7.6, 1992, P.L. 407, a. 196  1049.2.9, 1049.2.10, 1992, P.L. 407, a. 197  1049.5.1, 1992, P.L. 407, a. 198  1049.5.2, 1992, P.L. 407, a. 199  1049.11.1.3, 1992, P.L. 407, a. 200  1049.29-1049.32, 1992, P.L. 407, a. 201  1050, 1992, P.L. 407, a. 202  1052, 1992, P.L. 26, a. 4  1053, 1992, P.L. 26, a. 5  1057, 1992, P.L. 26, a. 6  1057.1, 1992, P.L. 26, a. 7  1071, 1992, P.L. 26, a. 8  1072, 1992, P.L. 26, a. 9  1079, 1992, P.L. 26, a. 10  1079.3, 1992, P.L. 26, a. 11</p>

Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	1128, 1992, P.L. 407, a. 203 1129.1-1129.15, 1992, P.L. 407, a. 204 1132, 1992, P.L. 407, a. 205 1132.3, 1992, P.L. 407, a. 206 1133, 1992, P.L. 407, a. 207 1135, 1992, P.L. 407, a. 208 1165, 1992, P.L. 407, a. 209 1175, 1992, P.L. 407, a. 210
L.R.Q., c. I-8	Loi sur les infirmières et les infirmiers	1, 1992, P.L. 15, a. 172 11, 1992, P.L. 15, a. 173
L.R.Q., c. I-8.1	Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques	2, 1992, P.L. 6, a. 13 82.1, 1992, P.L. 6, a. 14 90, Ab., 1992, P.L. 15, a. 174 92, 1992, P.L. 6, a. 15 93, 1992, P.L. 6, a. 16 117, 1992, P.L. 42, a. 328 125, Ab., 1992, P.L. 42, a. 329 126, 1992, P.L. 42, a. 330 127, 1992, P.L. 42, a. 331 128, ( <i>renuméroté 177.1</i> ), 1992, P.L. 42, a. 332 129, Ab., 1992, P.L. 42, a. 334 130, Ab., 1992, P.L. 42, a. 335 132, Ab., 1992, P.L. 42, a. 336 144, 1992, P.L. 42, a. 337 153, 1992, P.L. 42, a. 338 170, Ab., 1992, P.L. 42, a. 339 172, 1992, P.L. 42, a. 340 174, Ab., 1992, P.L. 42, a. 341 177, 1992, P.L. 42, a. 342 178, 1992, P.L. 42, a. 343 179, Ab., 1992, P.L. 42, a. 344
L.R.Q., c. I-9	Loi sur les ingénieurs	13, 1992, P.L. 38, a. 590 23, Ab., 1992, P.L. 42, a. 346
L.R.Q., c. I-10	Loi sur les ingénieurs forestiers	11, 1992, P.L. 42, a. 347 12, Ab., 1992, P.L. 42, a. 348
L.R.Q., c. I-11	Loi sur les inhumations et les exhumations	1, 2, Ab., 1992, P.L. 38, a. 591 4, Ab., 1992, P.L. 38, a. 592 22, 1992, P.L. 42, a. 350
L.R.Q., c. I-11.1	Loi sur l'inspecteur général des institutions financières	9, 1992, P.L. 42, a. 351 Ann. I, 1992, P.L. 38, a. 593
L.R.Q., c. I-12.1	Loi sur les installations de tuyauterie	15.3, Ab., 1992, P.L. 42, a. 353 19, 1992, P.L. 42, a. 354
L.R.Q., c. I-13.01	Loi sur les installations électriques	36, 1992, P.L. 42, a. 355 36.1, Ab., 1992, P.L. 42, a. 356
L.R.Q., c. I-13.3	Loi sur l'instruction publique	15, 1992, P.L. 141, a. 143 204, 1992, P.L. 15, a. 175 213, 1992, P.L. 141, a. 144 215, 1992, P.L. 141, a. 145 241.1-241.4, 1992, P.L. 17, a. 1 256.1, 1992, P.L. 17, a. 2 258, 1992, P.L. 17, a. 3 268, 269, Ab., 1992, P.L. 17, a. 4 271, 1992, P.L. 17, a. 5 277, 1992, P.L. 17, a. 6



Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. I-13.3	Loi sur l'instruction publique — <i>Suite</i>	279, 1992, P.L. 17, a. 7 280, 1992, P.L. 17, a. 8 281, 1992, P.L. 17, a. 9 294, 1992, P.L. 141, a. 146 296, 1992, P.L. 141, a. 147 308, 1992, P.L. 17, a. 10 312, 1992, P.L. 17, a. 11 331, 1992, P.L. 38, a. 594 342, 1992, P.L. 38, a. 595 435, 1992, P.L. 17, a. 12 445, 1992, P.L. 17, a. 13 447, 1992, P.L. 17, a. 14 455.1, 1992, P.L. 17, a. 15 457.1, 1992, P.L. 17, a. 16 473.1, 1992, P.L. 17, a. 17 475, 1992, P.L. 17, a. 18 491, 1992, P.L. 42, a. 357 492, 1992, P.L. 42, a. 358
L.R.Q., c. I-14	Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis	14, 1992, P.L. 42, a. 359 18, 1992, P.L. 42, a. 360 34, 1992, P.L. 15, a. 176 45, 1992, P.L. 38, a. 596 226, 1992, P.L. 38, a. 597 275, 1992, P.L. 42, a. 361 280, 1992, P.L. 42, a. 362 315, Ab., 1992, P.L. 42, a. 363 344, 1992, P.L. 42, a. 364 370, 1992, P.L. 38, a. 598 388, 1992, P.L. 38, a. 599 456, 1992, P.L. 42, a. 366 460, 1992, P.L. 42, a. 367 505, 1992, P.L. 38, a. 600 557, 1992, P.L. 38, a. 601
L.R.Q., c. I-15.1	Loi sur les intermédiaires de marché	188, 1992, P.L. 42, a. 368 213, 1992, P.L. 42, a. 369 214, 1992, P.L. 42, a. 370
L.R.Q., c. I-16	Loi d'interprétation	41, 1992, P.L. 38, a. 602 41.1-41.4, 1992, P.L. 38, a. 603 54, 1992, P.L. 38, a. 604 61, 1992, P.L. 38, a. 605
L.R.Q., c. J-1	Loi sur les journaux et autres publications	<b>Modifications globales:</b> 1, 7, 8, 10, 11, 1992, P.L. 42, a. 371
L.R.Q., c. J-1.1	Loi concernant un jugement rendu par la Cour suprême du Canada le 13 décembre 1979 sur la langue de la législation et de la justice au Québec ( <i>Loi concernant des jugements rendus par la Cour suprême du Canada sur la langue des lois et d'autres actes de nature législative</i> )	<b>Tit.,</b> 1992, P.L. 34, a. 1 <b>Préambule,</b> 1992, P.L. 34, a. 2 2, 3, 1992, P.L. 34, a. 3
L.R.Q., c. J-2	Loi sur les jurés	22, 1992, P.L. 38, a. 606 50, Ab., 1992, P.L. 42, a. 372
L.R.Q., c. L-1	Loi sur la Législature	<b>Remp.,</b> 1992, P.L. 404, a. 2
L.R.Q., c. L-2	Loi sur la liberté des cultes	4, 1992, P.L. 42, a. 373 10, 1992, P.L. 42, a. 374 15, 17, Ab., 1992, P.L. 42, a. 375

Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. L-3	Loi sur les licences	79.10, 1992, P.L. 6, a. 17 79.11.2, 1992, P.L. 407, a. 211
L.R.Q., c. L-4	Loi sur la liquidation des compagnies	23, 1992, P.L. 38, a. 607 26, 1992, P.L. 42, a. 376
L.R.Q., c. L-6	Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement	81, 1992, P.L. 38, a. 608 121.1, Ab., 1992, P.L. 42, a. 378
L.R.Q., c. M-1	Loi sur la mainmorte	Ab., 1992, P.L. 38, a. 609
L.R.Q., c. M-1.1	Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux	1, 1992, P.L. 15, a. 177 3, 1992, P.L. 15, a. 178 8, 1992, P.L. 15, a. 179 9, 1992, P.L. 15, a. 180 10, 1992, P.L. 15, a. 181; 1992, P.L. 42, a. 380 16, 1992, P.L. 42, a. 381 18, 1992, P.L. 15, a. 182 19, 1992, P.L. 15, a. 183 20, 1992, P.L. 15, a. 184; 1992, P.L. 42, a. 382 23, 1992, P.L. 15, a. 185 24, 1992, P.L. 15, a. 186 25, 1992, P.L. 15, a. 187
L.R.Q., c. M-3	Loi sur les maîtres électriciens	10, 1992, P.L. 38, a. 610 21.3-21.6, Ab., 1992, P.L. 42, a. 384 22, 1992, P.L. 42, a. 385 22.1, 1992, P.L. 42, a. 386 23, 1992, P.L. 42, a. 387
L.R.Q., c. M-4	Loi sur les maîtres mécaniciens en tuyauterie	9, 1992, P.L. 38, a. 611 20.3-20.6, Ab., 1992, P.L. 42, a. 389 21, 1992, P.L. 42, a. 390 21.1, 1992, P.L. 42, a. 391 21.2, 1992, P.L. 42, a. 392
L.R.Q., c. M-5	Loi sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés	28, 1992, P.L. 42, a. 393
L.R.Q., c. M-6	Loi sur les mécaniciens de machines fixes	15, 1992, P.L. 42, a. 396 17, Ab., 1992, P.L. 42, a. 397
L.R.Q., c. M-8	Loi sur les médecins vétérinaires	33, Ab., 1992, P.L. 42, a. 399
L.R.Q., c. M-9	Loi médicale	1, 1992, P.L. 15, a. 188 15, 1992, P.L. 15, a. 189 16, 1992, P.L. 15, a. 190 18.1, 1992, P.L. 15, a. 191
L.R.Q., c. M-13.1	Loi sur les mines	232.9, 1992, P.L. 38, a. 612 247, 1992, P.L. 57, a. 69 322.1, 1992, P.L. 42, a. 400
L.R.Q., c. M-14	Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	4, 1992, P.L. 42, a. 401
L.R.Q., c. M-15	Loi sur le ministère de l'Éducation	5, 1992, P.L. 141, a. 148
L.R.Q., c. M-15.1.1	Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science	5, 1992, P.L. 141, a. 149 11, 1992, P.L. 141, a. 150

Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. M-15.2	Loi sur le ministère de l'Environnement	8.1, Ab., 1992, P.L. 38, a. 613
L.R.Q., c. M-19	Loi sur le ministère de la Justice	3, 1992, P.L. 38, a. 614 4, 1992, P.L. 38, a. 615; 1992, P.L. 42, a. 402 9.1, 1992, P.L. 38, a. 616 19-22, Ab., 1992, P.L. 38, a. 617
L.R.Q., c. M-19.1	Loi sur le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu ( <i>Loi sur le ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle</i> )	Tit., 1992, P.L. 408, a. 67 1, 1992, P.L. 408, a. 68 6, 1992, P.L. 408, a. 69
L.R.Q., c. M-20	Loi sur le ministère des Affaires culturelles	<b>Remp.</b> , 1992, P.L. 52, a. 50
L.R.Q., c. M-23.01	Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services	7.6, 7.7, 1992, P.L. 45, a. 2
L.R.Q., c. M-23.1	Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration	3.1, 1992, P.L. 416, a. 1 3.1.2, 1992, P.L. 416, a. 2 3.2.1, 1992, P.L. 416, a. 3 3.2.2, 1992, P.L. 416, a. 4 3.3, 1992, P.L. 416, a. 5 12.1, 1992, P.L. 416, a. 6 12.3, 1992, P.L. 416, a. 7 12.4, 1992, P.L. 416, a. 8 12.7, 1992, P.L. 416, a. 9 16, 1992, P.L. 416, a. 10 39, 1992, P.L. 416, a. 11
L.R.Q., c. M-28	Loi sur le ministère des Transports	3, 1992, P.L. 57, a. 70 10.1, 10.2, 1992, P.L. 57, a. 71 12.3, 1992, P.L. 38, a. 618 12.3.1, Ab., 1992, P.L. 38, a. 619 12.5-12.7, Ab., 1992, P.L. 42, a. 403 12.8, Ab., 1992, P.L. 42, a. 404
L.R.Q., c. M-30	Loi sur le ministère du Conseil exécutif	3.23-3.29, 1992, P.L. 19, a. 1 4, 1992, P.L. 19, a. 2 4.1, 1992, P.L. 19, a. 3
L.R.Q., c. M-30.1	Loi sur le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche	13, 1992, P.L. 42, a. 405
L.R.Q., c. M-31	Loi sur le ministère du Revenu	8.0.1, Ab., 1992, P.L. 38, a. 620 12, 1992, P.L. 38, a. 621 12.1, 1992, P.L. 26, a. 12 12.2, 1992, P.L. 26, a. 13; 1992, P.L. 407, a. 212 14, 1992, P.L. 407, a. 213 24.0.1, 1992, P.L. 407, a. 214 28, 1992, P.L. 407, a. 215 30, 1992, P.L. 26, a. 14; 1992, P.L. 407, a. 216 59.2, 1992, P.L. 26, a. 15 60, 1992, P.L. 26, a. 16 61, 1992, P.L. 42, a. 407; 1992, P.L. 26, a. 17 61.1, 1992, P.L. 42, a. 408 62, 1992, P.L. 407, a. 217 72-72.4, 1992, P.L. 42, a. 409

Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. M-31	Loi sur le ministère du Revenu — <i>Suite</i>	73, 1992, P.L. 42, a. 410 77, 1992, P.L. 42, a. 411 93.13, 1992, P.L. 26, a. 18 94, 1992, P.L. 42, a. 412 98, Ab., 1992, P.L. 38, a. 622
L.R.Q., c. M-35.1	Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche	200, 1992, P.L. 42, a. 414
L.R.Q., c. M-37	Loi sur le mode de paiement des services d'électricité et de gaz dans certains immeubles	12, 1992, P.L. 38, a. 623 23, Ab., 1992, P.L. 42, a. 415
L.R.Q., c. M-39	Loi concernant les droits sur les mutations immobilières	1, 1992, P.L. 38, a. 624 12, 1992, P.L. 38, a. 625 18, 1992, P.L. 38, a. 626 20, 1992, P.L. 38, a. 627
L.R.Q., c. M-42	Loi sur le Musée des beaux-arts de Montréal	16, 1992, P.L. 38, a. 628
L.R.Q., c. N-1.1	Loi sur les normes du travail	10.1, 10.2, 1992, P.L. 21, a. 1 12, 1992, P.L. 21, a. 2 13, 1992, P.L. 21, a. 3 14, Ab., 1992, P.L. 21, a. 4 18, 1992, P.L. 21, a. 5 19, 1992, P.L. 21, a. 6 21, 1992, P.L. 21, a. 7 22, 1992, P.L. 21, a. 8 24, 1992, P.L. 21, a. 9 30, 1992, P.L. 15, a. 192 60, 1992, P.L. 21, a. 10 107, 1992, P.L. 21, a. 11 107.1, 1992, P.L. 21, a. 12 111, 1992, P.L. 21, a. 13 113, 1992, P.L. 21, a. 14 116, 1992, P.L. 21, a. 15 119, 1992, P.L. 21, a. 16 123.3, 1992, P.L. 42, a. 416 143, Ab., 1992, P.L. 42, a. 418 144, 1992, P.L. 42, a. 419 145, Ab., 1992, P.L. 42, a. 420 147, 1992, P.L. 42, a. 421
L.R.Q., c. N-2	Loi sur le notariat	9, 1992, P.L. 38, a. 629 15, 1992, P.L. 38, a. 630 31, 1992, P.L. 38, a. 631 33, 1992, P.L. 38, a. 632 43, 1992, P.L. 38, a. 633 120, 1992, P.L. 15, a. 193 123, 1992, P.L. 42, a. 422 140, 1992, P.L. 38, a. 634
L.R.Q., c. O-3	Loi sur l'Office de planification et de développement du Québec	Ab., 1992, P.L. 19, a. 6
L.R.Q., c. O-7	Loi sur l'optométrie	1, 1992, P.L. 15, a. 194 7, 1992, P.L. 15, a. 195 8, 1992, P.L. 15, a. 196 19.1-19.4, 1992, P.L. 413, a. 1
L.R.Q., c. P-2	Loi sur le paiement de certaines amendes	3, 1992, P.L. 42, a. 424 4, 1992, P.L. 42, a. 425
L.R.Q., c. P-2.1	Loi sur le paiement de certains témoins de la Couronne	2, 1992, P.L. 42, a. 426

Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. P-8	Loi sur le Parc Forillon et ses environs	3, 1992, P.L. 57, a. 72
L.R.Q., c. P-9	Loi sur les parcs	11.4, 1992, P.L. 42, a. 428 11.6, 1992, P.L. 42, a. 429
L.R.Q., c. P-9.01	Loi sur les pêcheries et l'aquaculture commerciales	40, 1992, P.L. 42, a. 430 44, 1992, P.L. 42, a. 431 52, 1992, P.L. 42, a. 432
L.R.Q., c. P-9.1	Loi sur les permis d'alcool	39, 1992, P.L. 38, a. 635 50, 1992, P.L. 38, a. 636 79, 1992, P.L. 38, a. 637 94, 1992, P.L. 38, a. 638 97, 1992, P.L. 38, a. 639 99, 1992, P.L. 38, a. 640
L.R.Q., c. P-9.2	Loi sur les permis de distribution de bière et de boissons gazeuses	6, 1992, P.L. 42, a. 433
L.R.Q., c. P-9.3	Loi sur les pesticides	89, 1992, P.L. 42, a. 434 91, 93, 95, 1992, P.L. 42, a. 435 97, 1992, P.L. 42, a. 436 121, 1992, P.L. 42, a. 437 123, Ab., 1992, P.L. 42, a. 438
L.R.Q., c. P-10	Loi sur la pharmacie	1, 1992, P.L. 15, a. 197 8.1, 1992, P.L. 15, a. 198 18, 1992, P.L. 15, a. 199 30, 1992, P.L. 38, a. 641 37, 1992, P.L. 15, a. 200
L.R.Q., c. P-13	Loi de police	5, 1992, P.L. 42, a. 439 54, 1992, P.L. 42, a. 440 98.4, 1992, P.L. 42, a. 441 98.9, Ab., 1992, P.L. 42, a. 443
L.R.Q., c. P-16	Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations	27, 1992, P.L. 38, a. 643 28-31, Ab., 1992, P.L. 38, a. 644 32, 1992, P.L. 38, a. 645 33, 1992, P.L. 38, a. 646 34, 1992, P.L. 38, a. 648 35, Ab., 1992, P.L. 38, a. 650 36, 1992, P.L. 38, a. 651 37, 1992, P.L. 38, a. 652 38, 1992, P.L. 38, a. 653 40, 1992, P.L. 38, a. 654 41, 1992, P.L. 38, a. 655
L.R.Q., c. P-16.1	Loi sur la pratique des sages-femmes dans le cadre de projets-pilotes	4, 1992, P.L. 15, a. 201 5, 1992, P.L. 15, a. 202 11, 1992, P.L. 15, a. 204 29, 1992, P.L. 15, a. 205 35, 1992, P.L. 15, a. 206 37, 1992, P.L. 15, a. 207 38, 1992, P.L. 15, a. 208
L.R.Q., c. P-22	Loi sur la preuve photographique de documents	Ab., 1992, P.L. 38, a. 656
L.R.Q., c. P-23.1	Loi sur la prévention des maladies de la pomme de terre	25, 1992, P.L. 42, a. 444 27, 28, 1992, P.L. 42, a. 445 30, 1992, P.L. 42, a. 446

Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. P-29	Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments	1, 1992, P.L. 15, a. 209 20, 1992, P.L. 42, a. 448 33.2, 1992, P.L. 42, a. 449 33.4, 33.6, 1992, P.L. 42, a. 450 33.7, 1992, P.L. 42, a. 451 45, 1992, P.L. 42, a. 452 48, 1992, P.L. 42, a. 453 49, 1992, P.L. 42, a. 454 51, Ab., 1992, P.L. 42, a. 455 52, Ab., 1992, P.L. 42, a. 456
L.R.Q., c. P-30	Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés	44, 1992, P.L. 42, a. 457 48.2, 1992, P.L. 42, a. 458 48.4, 48.6, 1992, P.L. 42, a. 459 48.7, 1992, P.L. 42, a. 460 51, 1992, P.L. 42, a. 461 52, 1992, P.L. 42, a. 462 52.1, 1992, P.L. 42, a. 463 53, 1992, P.L. 42, a. 464 56, Ab., 1992, P.L. 42, a. 465 60.1, 1992, P.L. 23, a. 22
L.R.Q., c. P-32	Loi sur le Protecteur du citoyen	33.2, Ab., 1992, P.L. 42, a. 466
L.R.Q., c. P-34.1	Loi sur la protection de la jeunesse	1, 1992, P.L. 15, a. 210 7, 1992, P.L. 15, a. 211 9, 1992, P.L. 15, a. 212 10, 1992, P.L. 15, a. 213 11.1, 1992, P.L. 15, a. 214 26, 1992, P.L. 15, a. 215 31, 1992, P.L. 15, a. 216 31.2, 1992, P.L. 15, a. 217 34, 1992, P.L. 15, a. 218 36, 1992, P.L. 15, a. 219 37, 1992, P.L. 15, a. 220 38.1, 1992, P.L. 15, a. 221 46, 1992, P.L. 15, a. 222 48, 1992, P.L. 15, a. 223 48.1, 1992, P.L. 15, a. 224 54, 1992, P.L. 15, a. 225 56, 1992, P.L. 15, a. 226 57.1, 1992, P.L. 15, a. 227 62, 1992, P.L. 15, a. 228 64, 1992, P.L. 15, a. 229 65, 1992, P.L. 15, a. 230 67, 1992, P.L. 15, a. 231 68, 1992, P.L. 15, a. 232 70, 1992, P.L. 15, a. 233 71, 72, Ab., 1992, P.L. 38, a. 658 74.2, 1992, P.L. 15, a. 234 75, 1992, P.L. 15, a. 235 79, 1992, P.L. 15, a. 236 86, 1992, P.L. 15, a. 237 96, 1992, P.L. 15, a. 238 97, 1992, P.L. 42, a. 467 134, 1992, P.L. 15, a. 239
L.R.Q., c. P-35	Loi sur la protection de la santé publique	1, 1992, P.L. 15, a. 240 2, 1992, P.L. 15, a. 241 2.1, 1992, P.L. 15, a. 242 5, 1992, P.L. 15, a. 243 10, 1992, P.L. 15, a. 244 11, 1992, P.L. 15, a. 245 12, 1992, P.L. 15, a. 246

Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. P-35	Loi sur la protection de la santé publique -- <i>Suite</i>	31, 1992, P.L. 15, a. 247 34, 1992, P.L. 15, a. 248 36, 1992, P.L. 15, a. 249 39, 1992, P.L. 15, a. 250 40, 1992, P.L. 15, a. 251 40.1, 1992, P.L. 15, a. 252 41, 1992, P.L. 15, a. 253 42, Ab., 1992, P.L. 38, a. 659 43, 1992, P.L. 38, a. 660 45, 1992, P.L. 38, a. 662 46, 1992, P.L. 38, a. 663 47, 1992, P.L. 15, a. 254; 1992, P.L. 38, a. 664 48, Ab., 1992, P.L. 38, a. 665 50, 1992, P.L. 38, a. 666 51, 1992, P.L. 38, a. 667 60, 1992, P.L. 38, a. 668 62, 1992, P.L. 38, a. 669 65, 1992, P.L. 15, a. 255 69, 1992, P.L. 15, a. 256; 1992, P.L. 38, a. 670 71, 1992, P.L. 15, a. 257
L.R.Q., c. P-38.01	Loi sur la protection des non-fumeurs dans certains lieux publics	4, 1992, P.L. 15, a. 258 7, 1992, P.L. 15, a. 259 30-32, Ab., 1992, P.L. 42, a. 471 34, 1992, P.L. 42, a. 472 35, 1992, P.L. 42, a. 473
L.R.Q., c. P-38.1	Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre	53, Ab., 1992, P.L. 42, a. 474
L.R.Q., c. P-40.1	Loi sur la protection du consommateur	22.1, 1992, P.L. 38, a. 671 188, 1992, P.L. 141, a. 151 190, 1992, P.L. 141, a. 152 272, 1992, P.L. 11, a. 1 277, 1992, P.L. 11, a. 2 278, 1992, P.L. 11, a. 3 279, 1992, P.L. 11, a. 4 284, Ab., 1992, P.L. 42, a. 476 285, Ab., 1992, P.L. 42, a. 477 288, 1992, P.L. 42, a. 478 290.1, 1992, P.L. 42, a. 479 305, 1992, P.L. 42, a. 480 314, 1992, P.L. 11, a. 5 315.1, 1992, P.L. 11, a. 6
L.R.Q., c. P-41	Loi sur la protection du malade mental	1, 1992, P.L. 15, a. 260 2, 1992, P.L. 15, a. 261 4, 1992, P.L. 15, a. 262 5, 1992, P.L. 15, a. 263 6, 1992, P.L. 15, a. 264 9, 1992, P.L. 15, a. 265 10, 1992, P.L. 15, a. 266 12, 1992, P.L. 15, a. 267 13, 1992, P.L. 38, a. 672 14-17, Ab., 1992, P.L. 38, a. 673 18, 1992, P.L. 15, a. 268; Ab., 1992, P.L. 38, a. 673 19, 20, Ab., 1992, P.L. 38, a. 673 21, 1992, P.L. 15, a. 269; 1992, P.L. 38, a. 674 22, 1992, P.L. 15, a. 270 23, 1992, P.L. 15, a. 271

Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. P-41	Loi sur la protection du malade mental — <i>Suite</i>	24, 1992, P.L. 15, a. 272 25, 1992, P.L. 15, a. 273 26, 1992, P.L. 15, a. 274 27, 1992, P.L. 15, a. 275 29, 1992, P.L. 15, a. 276 30, 1992, P.L. 38, a. 675 31, 1992, P.L. 15, a. 277 36, 1992, P.L. 15, a. 278
L.R.Q., c. P-41.1	Loi sur la protection du territoire agricole	1, 1992, P.L. 57, a. 73; 1992, P.L. 38, a. 676 19, 1992, P.L. 42, a. 481 82, 1992, P.L. 38, a. 677 84, 1992, P.L. 38, a. 678 91, 1992, P.L. 42, a. 483 92, Ab., 1992, P.L. 42, a. 484
L.R.Q., c. P-42	Loi sur la protection sanitaire des animaux	55.9, 1992, P.L. 42, a. 485 55.15, 1992, P.L. 42, a. 486 55.18, 1992, P.L. 42, a. 487 55.21, 55.23, 1992, P.L. 42, a. 488 55.24, 1992, P.L. 42, a. 489
L.R.Q., c. P-43	Loi sur la provocation artificielle de la pluie	15, Ab., 1992, P.L. 42, a. 490
L.R.Q., c. P-44	Loi sur la publicité le long des routes	1, 1992, P.L. 57, a. 74 13, 1992, P.L. 417, a. 1 15, 1992, P.L. 417, a. 2 16, 1992, P.L. 417, a. 3 32, Ab., 1992, P.L. 42, a. 492
L.R.Q., c. Q-1	Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction	18, 1992, P.L. 38, a. 679
L.R.Q., c. Q-2	Loi sur la qualité de l'environnement	2, 1992, P.L. 61, a. 1 6.2, 1992, P.L. 61, a. 2 6.2.1-6.2.5, 1992, P.L. 61, a. 3 6.3, 1992, P.L. 61, a. 4 6.4, 1992, P.L. 61, a. 5 6.5, 1992, P.L. 61, a. 6; 1992, P.L. 42, a. 493 6.5.1, 1992, P.L. 61, a. 7 6.6, 1992, P.L. 61, a. 8 6.9, 1992, P.L. 61, a. 9 22, 1992, P.L. 61, a. 10 31, 1992, P.L. 61, a. 11 31.1-31.9.21, 1992, P.L. 61, a. 12 79, 1992, P.L. 42, a. 494 93, 1992, P.L. 15, a. 279 106, 1992, P.L. 61, a. 13 106.1, 1992, P.L. 61, a. 14 108.1, Ab., 1992, P.L. 42, a. 496 109.1.1, 1992, P.L. 42, a. 497 109.1.2, 1992, P.L. 42, a. 498 110, 1992, P.L. 61, a. 15 110.1, 1992, P.L. 61, a. 16; 1992, P.L. 42, a. 499 112.1, Ab., 1992, P.L. 42, a. 500 113, 1992, P.L. 38, a. 680 116, Ab., 1992, P.L. 42, a. 501 118.5, 1992, P.L. 61, a. 17 120.3, 1992, P.L. 42, a. 502 120.5, 120.6, Ab., 1992, P.L. 42, a. 503 120.7, 1992, P.L. 42, a. 504 129.2, 1992, P.L. 61, a. 18



Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. R-0.2	Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès	33, 1992, P.L. 15, a. 280 35, 1992, P.L. 15, a. 281 37, 1992, P.L. 15, a. 282 40, 1992, P.L. 15, a. 283 48.1, 1992, P.L. 15, a. 284 75, 1992, P.L. 15, a. 285 76, 1992, P.L. 15, a. 286 118, 1992, P.L. 15, a. 287 122, 1992, P.L. 42, a. 505 181, 1992, P.L. 42, a. 506 182, 1992, P.L. 15, a. 288
L.R.Q., c. R-2	Loi sur la reconstitution des registres de l'état civil	Ab., 1992, P.L. 38, a. 681
L.R.Q., c. R-2.2	Loi sur le recouvrement de certaines créances	54, 1992, P.L. 11, a. 9 58, Ab., 1992, P.L. 42, a. 508 59, Ab., 1992, P.L. 42, a. 509 62, 1992, P.L. 42, a. 510
L.R.Q., c. R-3.1	Loi favorisant la réforme du cadastre québécois	2.1, 1992, P.L. 24, a. 1 4, 1992, P.L. 24, a. 2 8, Ab., 1992, P.L. 24, a. 3; 1992, P.L. 38, a. 682 8.1-8.3, 1992, P.L. 24, a. 4 10.1, 1992, P.L. 24, a. 5 14, 1992, P.L. 24, a. 6 19.1, 19.2, 1992, P.L. 24, a. 7
L.R.Q., c. R-5	Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec	16, 1992, P.L. 38, a. 683 20, 1992, P.L. 42, a. 511 34, 1992, P.L. 407, a. 218 34.0.1, 1992, P.L. 407, a. 219
L.R.Q., c. R-8.1	Loi sur la Régie du logement	17, 1992, P.L. 42, a. 513 46, 1992, P.L. 38, a. 684 64, 1992, P.L. 38, a. 685 112, 1992, P.L. 42, a. 514 112.1, 1992, P.L. 42, a. 515 116, Ab., 1992, P.L. 42, a. 516 Ann. II, 1992, P.L. 38, a. 686
L.R.Q., c. R-8.2	Loi sur le régime de négociations des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic	1, 1992, P.L. 15, a. 289 36, 1992, P.L. 15, a. 290 Ann. B, 1992, P.L. 15, a. 291 Ann. C, 1992, P.L. 408, a. 70
L.R.Q., c. R-9	Loi sur le régime de rentes du Québec	25.1, Ab., 1992, P.L. 38, a. 687 50.1, 1992, P.L. 407, a. 220 68, 1992, P.L. 26, a. 19 81, 1992, P.L. 15, a. 292 84, 1992, P.L. 42, a. 518 203, 1992, P.L. 38, a. 688 224, 1992, P.L. 42, a. 520 225, 1992, P.L. 42, a. 521 226, Ab., 1992, P.L. 42, a. 522 227, Ab., 1992, P.L. 42, a. 523
L.R.Q., c. R-9.1	Loi sur le régime de retraite de certains enseignants	16, 1992, P.L. 66, a. 5 19, 1992, P.L. 66, a. 6 28, 1992, P.L. 66, a. 7 31, 1992, P.L. 66, a. 8 41.8, 1992, P.L. 66, a. 10 59.1, 1992, P.L. 66, a. 11 59.2, 59.3, 1992, P.L. 66, a. 12

Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. R-9.2	Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels	1.1, 1992, P.L. 66, a. 13; 1992, P.L. 4, a. 1 2, 1992, P.L. 66, a. 14 5.1, 1992, P.L. 66, a. 15 7, 1992, P.L. 66, a. 16 14.1, 1992, P.L. 66, a. 17 17, 1992, P.L. 4, a. 2 23, 1992, P.L. 4, a. 3 24, 1992, P.L. 4, a. 3; 1992, P.L. 66, a. 18 29, 1992, P.L. 66, a. 19 30, 1992, P.L. 66, a. 20 39, 1992, P.L. 4, a. 3 46.1, 1992, P.L. 66, a. 21 47, Ab., 1992, P.L. 66, a. 22 49, 1992, P.L. 66, a. 23 55, 1992, P.L. 66, a. 24 57, 1992, P.L. 4, a. 3 63, 1992, P.L. 404, a. 3 64, 1992, P.L. 404, a. 4 102, 1992, P.L. 66, a. 25 130, 1992, P.L. 4, a. 4; 1992, P.L. 66, a. 26 132.1, 1992, P.L. 66, a. 27 132.2, 132.3, 1992, P.L. 66, a. 28 133, 1992, P.L. 66, a. 29 135, 139, 1992, P.L. 4, a. 3
L.R.Q., c. R-9.3	Loi sur le régime de retraite des élus municipaux	41, 1992, P.L. 66, a. 30
L.R.Q., c. R-10	Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	10.1, 1992, P.L. 66, a. 31 10.2, 1992, P.L. 4, a. 5 18.1, 1992, P.L. 66, a. 32 21, 1992, P.L. 4, a. 6 24, 1992, P.L. 66, a. 33 24.0.1, 1992, P.L. 66, a. 34 26, 1992, P.L. 66, a. 35 31, 1992, P.L. 66, a. 36 36.0.1, 1992, P.L. 66, a. 37 36.1, Ab., 1992, P.L. 66, a. 38 37, 1992, P.L. 66, a. 39 42, 1992, P.L. 66, a. 40 57, 1992, P.L. 404, a. 5 85.7, 1992, P.L. 47, a. 12 85.8, Ab., 1992, P.L. 47, a. 13 85.9, 1992, P.L. 47, a. 14 85.10, 1992, P.L. 47, a. 15 85.11, Ab., 1992, P.L. 47, a. 16 85.12, 1992, P.L. 47, a. 17 85.13, 1992, P.L. 47, a. 18 85.18, 1992, P.L. 47, a. 19 86, 1992, P.L. 37, a. 33 87, 1992, P.L. 37, a. 34 88, 1992, P.L. 66, a. 41 111, 1992, P.L. 66, a. 42 127, 1992, P.L. 66, a. 43 129, Ab., 1992, P.L. 66, a. 44 134, 1992, P.L. 37, a. 35; 1992, P.L. 66, a. 45 147.1, 1992, P.L. 4, a. 7 158, 1992, P.L. 66, a. 46 173.2, 1992, P.L. 4, a. 8 176, 1992, P.L. 37, a. 36 177, 1992, P.L. 37, a. 37 185.1, 1992, P.L. 4, a. 9

Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. R-10	Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics — <i>Suite</i>	<p>203, 1992, P.L. 66, a. 47  209.1, 1992, P.L. 66, a. 48  215.1-215.5, Ab., 1992, P.L. 47, a. 20  215.6, 1992, P.L. 47, a. 21  216.1, 1992, P.L. 66, a. 49  216.2, 216.3, 1992, P.L. 66, a. 50  220, 1992, P.L. 66, a. 51  221, 1992, P.L. 66, a. 52  Ann. I, 1992, P.L. 15, a. 293; 1992, P.L. 408, a. 71; 1992, P.L. 66, a. 53; 1992, P.L. 141, a. 153  Ann. II, 1992, P.L. 15, a. 294; 1992, P.L. 408, a. 72; 1992, P.L. 141, a. 154  Ann. II.1, 1992, P.L. 66, a. 54  Ann. III, 1992, P.L. 408, a. 73; 1992, P.L. 66, a. 55; 1992, P.L. 53, a. 45  Ann. III.1, 1992, P.L. 15, a. 295; 1992, P.L. 66, a. 56</p>
L.R.Q., c. R-11	Loi sur le régime de retraite des enseignants	<p>5.0.1, 1992, P.L. 4, a. 10  10.1, 1992, P.L. 66, a. 57  10.2, 10.3, 1992, P.L. 66, a. 58  15.1, 1992, P.L. 66, a. 59  18, 1992, P.L. 4, a. 11  21, 1992, P.L. 66, a. 60  21.1, 1992, P.L. 66, a. 61  25, 1992, P.L. 4, a. 12  28.7, 1992, P.L. 37, a. 38  31, 1992, P.L. 37, a. 39; 1992, P.L. 66, a. 62  35.0.1, 1992, P.L. 66, a. 63  35.1, Ab., 1992, P.L. 66, a. 64  36, 1992, P.L. 66, a. 65  43, 1992, P.L. 66, a. 66  51, 1992, P.L. 4, a. 13; 1992, P.L. 404, a. 6  52, 1992, P.L. 4, a. 14; 1992, P.L. 404, a. 7  65, 1992, P.L. 66, a. 67  73, 1992, P.L. 66, a. 68  76, 1992, P.L. 66, a. 69  76.1, 1992, P.L. 66, a. 70  Ann. I, 1992, P.L. 141, a. 155  Ann. III, Ab., 1992, P.L. 66, a. 71</p>
L.R.Q., c. R-12	Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires	<p>54.1, 1992, P.L. 4, a. 15  55, 1992, P.L. 4, a. 16  60, 1992, P.L. 4, a. 17  62.1, 1992, P.L. 66, a. 72  63.1.0.1, 1992, P.L. 66, a. 73  63.1.1, Ab., 1992, P.L. 66, a. 74  63.2, 1992, P.L. 66, a. 75  63.7, 1992, P.L. 66, a. 76  65, 1992, P.L. 66, a. 77  66.1, 1992, P.L. 66, a. 78  66.1.1, 1992, P.L. 66, a. 79  72, 1992, P.L. 66, a. 80  75, 1992, P.L. 66, a. 81  82, 1992, P.L. 66, a. 82  84, 1992, P.L. 4, a. 18; 1992, P.L. 404, a. 8</p>

Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. R-12	Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires — <i>Suite</i>	85, 1992, P.L. 4, a. 19; 1992, P.L. 404, a. 9 90, 1992, P.L. 66, a. 83 99, 1992, P.L. 66, a. 84 99.4.1, 1992, P.L. 66, a. 85 109, 1992, P.L. 66, a. 86 111.0.1, 1992, P.L. 66, a. 87 111.0.2, 111.0.3, 1992, P.L. 66, a. 88 112, 1992, P.L. 66, a. 89 112.1, 1992, P.L. 66, a. 90 Ann. I, 1992, P.L. 19, a. 7; 1992, P.L. 27, a. 43; 1992, P.L. 66, a. 91 Ann. II, 1992, P.L. 53, a. 46 Ann. III, 1992, P.L. 27, a. 43 Ann. IV, 1992, P.L. 408, a. 74; 1992, P.L. 66, a. 92; 1992, P.L. 53, a. 47 Ann. IV.1, 1992, P.L. 15, a. 296; 1992, P.L. 66, a. 93
L.R.Q., c. R-13	Loi sur le régime des eaux	42, 43, Ab., 1992, P.L. 38, a. 689 55, Ab., 1992, P.L. 42, a. 524 86, 1992, P.L. 42, a. 525
L.R.Q., c. R-15.1	Loi sur les régimes complémentaires de retraite	14, 1992, P.L. 30, a. 1 20, 1992, P.L. 30, a. 2 22, 1992, P.L. 30, a. 3 26, 1992, P.L. 30, a. 4 33, 1992, P.L. 30, a. 5 45.1, 1992, P.L. 30, a. 6 46, 1992, P.L. 30, a. 7 47, 1992, P.L. 30, a. 8 60, 1992, P.L. 30, a. 9 63.1, 1992, P.L. 30, a. 10 71, 1992, P.L. 30, a. 11 103, 1992, P.L. 30, a. 12 165.1, 1992, P.L. 30, a. 13 195, 1992, P.L. 30, a. 14 196, 1992, P.L. 30, a. 15 199.1, 1992, P.L. 30, a. 16 200, 1992, P.L. 30, a. 17 202, 1992, P.L. 30, a. 18 203, 1992, P.L. 30, a. 19 204, 1992, P.L. 30, a. 20 205, 1992, P.L. 30, a. 21 205.1, 1992, P.L. 30, a. 22 206, 1992, P.L. 30, a. 23 207, 1992, P.L. 30, a. 24 207.1, 1992, P.L. 30, a. 25 208, Ab., 1992, P.L. 30, a. 26 210, 1992, P.L. 30, a. 27 213, 1992, P.L. 30, a. 28 216, 1992, P.L. 30, a. 29 217, 1992, P.L. 30, a. 30 218, 1992, P.L. 30, a. 31 219, Ab., 1992, P.L. 30, a. 32 228, 1992, P.L. 30, a. 33 230.1-230.8, 1992, P.L. 30, a. 34 238.1, 1992, P.L. 30, a. 35 240.1-240.3, 1992, P.L. 30, a. 36 243.1-243.19, 1992, P.L. 30, a. 37 244, 1992, P.L. 30, a. 38

Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. R-15.1	Loi sur les régimes complémentaires de retraite — <i>Suite</i>	246, 1992, P.L. 30, a. 39 250, 1992, P.L. 30, a. 40 256, 1992, P.L. 30, a. 41 257, 1992, P.L. 30, a. 42 258, 1992, P.L. 30, a. 43 264, 1992, P.L. 30, a. 44 265, Ab., 1992, P.L. 38, a. 690 283, 1992, P.L. 30, a. 45 286, 1992, P.L. 30, a. 46 286.1, 1992, P.L. 30, a. 47 288.1, 288.2, 1992, P.L. 30, a. 48 289, 1992, P.L. 30, a. 49 290, 1992, P.L. 30, a. 50 291, 1992, P.L. 30, a. 51 295, 1992, P.L. 30, a. 52 299, 1992, P.L. 30, a. 53 308.1-308.3, 1992, P.L. 30, a. 54 310.1, 310.2, 1992, P.L. 30, a. 55 311.1-311.4, 1992, P.L. 30, a. 56 312, 1992, P.L. 30, a. 57 318, 1992, P.L. 30, a. 58
L.R.Q., c. R-16	Loi sur les régimes de retraite des maires et des conseillers des municipalités	25, 1992, P.L. 4, a. 20
L.R.Q., c. R-17	Loi sur les régimes supplémentaires de rentes	79, Ab., 1992, P.L. 42, a. 527 80, Ab., 1992, P.L. 42, a. 528
L.R.Q., c. R-18.1	Loi sur les règlements	3, 1992, P.L. 15, a. 297; 1992, P.L. 38, a. 691
L.R.Q., c. R-20	Loi sur les relations du travail, la formation pro- fessionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction	1, 1992, P.L. 185, a. 1 3, 1992, P.L. 185, a. 2 4, 1992, P.L. 185, a. 3 7, 1992, P.L. 42, a. 529 18.4, 1992, P.L. 185, a. 4 19, 1992, P.L. 185, a. 5; 1992, P.L. 15, a. 298 19.1, 19.2, 1992, P.L. 185, a. 6 31, 1992, P.L. 42, a. 530 48, 1992, P.L. 185, a. 7 54, 1992, P.L. 185, a. 8 54.1, 1992, P.L. 185, a. 9 61, 1992, P.L. 185, a. 10 82, 1992, P.L. 185, a. 11 82.1, 82.2, 1992, P.L. 185, a. 12 83, 1992, P.L. 185, a. 13 83.1, 1992, P.L. 185, a. 14 83.2, 1992, P.L. 185, a. 15 91, 1992, P.L. 42, a. 531 92.1, 1992, P.L. 185, a. 16 109.1, 1992, P.L. 42, a. 532 109.2, Ab., 1992, P.L. 42, a. 533 118, 1992, P.L. 42, a. 535 119.1, 1992, P.L. 185, a. 17 119.2-119.5, 1992, P.L. 185, a. 18 121, 1992, P.L. 42, a. 536 121.1, Ab., 1992, P.L. 42, a. 537 122, 1992, P.L. 185, a. 19; 1992, P.L. 42, a. 538 123, 1992, P.L. 185, a. 20 123.4, 123.5, 1992, P.L. 185, a. 21

Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. R-20.1	Loi sur le remboursement d'impôts fonciers	1, 1992, P.L. 15, a. 299 7.1, 1992, P.L. 407, a. 221 8, 1992, P.L. 407, a. 222 9, 1992, P.L. 407, a. 223 10, 1992, P.L. 407, a. 224 14.2, 1992, P.L. 407, a. 225 23, 1992, P.L. 26, a. 20 31, 1992, P.L. 26, a. 21 32, 1992, P.L. 26, a. 22 38, 1992, P.L. 26, a. 23
L.R.Q., c. R-22	Loi concernant les renseignements sur les compagnies	15, Ab., 1992, P.L. 42, a. 540
L.R.Q., c. R-26	Loi sur les réserves écologiques	14, Ab., 1992, P.L. 42, a. 542
L.R.Q., c. S-2	Loi sur les salaires d'officiers de justice	8, Ab., 1992, P.L. 42, a. 543 9-11, Ab., 1992, P.L. 42, a. 544
L.R.Q., c. S-2.1	Loi sur la santé et la sécurité du travail	1, 1992, P.L. 15, a. 300 33, 1992, P.L. 15, a. 301 37, 1992, P.L. 15, a. 302 37.3, 1992, P.L. 35, a. 48 51, 1992, P.L. 15, a. 303 78, 1992, P.L. 15, a. 304 101, 1992, P.L. 15, a. 305 107, 1992, P.L. 15, a. 306 109, 1992, P.L. 15, a. 307 110, 1992, P.L. 15, a. 308 113, 1992, P.L. 15, a. 309 114, 1992, P.L. 15, a. 310 115, 1992, P.L. 15, a. 311 116, Ab., 1992, P.L. 15, a. 312 117, 1992, P.L. 15, a. 313 118, 1992, P.L. 15, a. 314 119, 1992, P.L. 15, a. 315 120, 1992, P.L. 15, a. 316 122, 1992, P.L. 15, a. 317 123, 1992, P.L. 15, a. 318 127, 1992, P.L. 15, a. 320 128, 1992, P.L. 15, a. 321 129, 1992, P.L. 15, a. 322 130, 1992, P.L. 15, a. 323 131, 1992, P.L. 15, a. 324 132, 1992, P.L. 15, a. 325 133, 1992, P.L. 15, a. 326 134, 1992, P.L. 15, a. 327 135, 1992, P.L. 15, a. 328 136, 1992, P.L. 15, a. 329 140, 1992, P.L. 35, a. 49 141, 1992, P.L. 35, a. 50 141.1, 1992, P.L. 35, a. 51 143, 1992, P.L. 35, a. 52 144, 1992, P.L. 35, a. 53 146, 1992, P.L. 35, a. 54 147, 1992, P.L. 35, a. 55 148, 1992, P.L. 35, a. 56 149, 1992, P.L. 35, a. 57 151, 1992, P.L. 35, a. 58 152, 1992, P.L. 35, a. 59 154-154.2, 1992, P.L. 35, a. 60 155, 1992, P.L. 35, a. 61 156, 1992, P.L. 35, a. 62 158, Ab., 1992, P.L. 38, a. 692

Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. S-2.1	Loi sur la santé et la sécurité du travail — <i>Suite</i>	<p>161, 1992, P.L. 35, a. 63  168, 1992, P.L. 15, a. 330  172, 1992, P.L. 35, a. 64  176.1.1-176.1.4, 1992, P.L. 35, a. 65  176.2, 1992, P.L. 35, a. 66  176.2.1, 1992, P.L. 35, a. 67  176.3, 1992, P.L. 35, a. 68  176.4, 1992, P.L. 35, a. 69  176.5.1-176.5.3, 1992, P.L. 35, a. 70  176.7.1-176.7.4, 1992, P.L. 35, a. 71  176.8, 1992, P.L. 35, a. 72  176.9, 176.10, 1992, P.L. 35, a. 73  176.15, Ab., 1992, P.L. 35, a. 74  176.16, 176.16.1, 1992, P.L. 35, a. 75  183, 1992, P.L. 15, a. 331  193, 1992, P.L. 35, a. 76  206, 1992, P.L. 15, a. 332  238, 1992, P.L. 42, a. 546  242, 1992, P.L. 42, a. 547  243-243.2, Ab., 1992, P.L. 42, a. 548  245, Ab., 1992, P.L. 42, a. 549  246, 1992, P.L. 42, a. 550</p>
L.R.Q., c. S-3	Loi sur la sécurité dans les édifices publics	<p>32, 1992, P.L. 15, a. 333  37, 1992, P.L. 42, a. 552  38, Ab., 1992, P.L. 42, a. 553  39, 1992, P.L. 15, a. 334</p>
L.R.Q., c. S-3.1	Loi sur la sécurité dans les sports	<p>46.8, 1992, P.L. 15, a. 335  60, 1992, P.L. 42, a. 555  62, 1992, P.L. 42, a. 556  65, 1992, P.L. 42, a. 557</p>
L.R.Q., c. S-3.1.1	Loi sur la sécurité du revenu	<p>89.1, 1992, P.L. 42, a. 558  90, Ab., 1992, P.L. 42, a. 559</p>
L.R.Q., c. S-3.3	Loi sur la sécurité du transport terrestre guidé	<p>85, Ab., 1992, P.L. 42, a. 560</p>
L.R.Q., c. S-4.1	Loi sur les services de garde à l'enfance	<p>2, 1992, P.L. 33, a. 1  4, 1992, P.L. 33, a. 2  5, 1992, P.L. 33, a. 3  7, 1992, P.L. 15, a. 336  10, 1992, P.L. 33, a. 4  10.7, 1992, P.L. 33, a. 5  11, 1992, P.L. 33, a. 6  17.1-17.3, 1992, P.L. 33, a. 7  18.1, 1992, P.L. 33, a. 8  20, 1992, P.L. 33, a. 9  23, 1992, P.L. 33, a. 10  31, 1992, P.L. 33, a. 11  33.1, Ab., 1992, P.L. 33, a. 12  39, 1992, P.L. 33, a. 15  40, 1992, P.L. 33, a. 17  41, 1992, P.L. 33, a. 18  41.2, 1992, P.L. 33, a. 19  41.3, 1992, P.L. 33, a. 20  41.6, 41.7, 1992, P.L. 33, a. 21  42, 1992, P.L. 33, a. 22  62.1, 1992, P.L. 33, a. 23</p>

Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. S-4.1	Loi sur les services de garde à l'enfance — <i>Suite</i>	68, 1992, P.L. 33, a. 24 68.1, Ab., 1992, P.L. 33, a. 25 69, 1992, P.L. 15, a. 337 72.1, 1992, P.L. 33, a. 26 73, 1992, P.L. 33, a. 27 75, Ab., 1992, P.L. 42, a. 562 94, Ab., 1992, P.L. 15, a. 338 95, 1992, P.L. 15, a. 339 96, Ab., 1992, P.L. 15, a. 340
L.R.Q., c. S-5	Loi sur les services de santé et les services sociaux	1.1, 1992, P.L. 15, a. 341 149.5, 1992, P.L. 15, a. 342 149.6, 1992, P.L. 15, a. 343 149.26, 1992, P.L. 15, a. 344 149.27, 1992, P.L. 15, a. 345 149.28, 1992, P.L. 15, a. 346 149.29, 1992, P.L. 15, a. 347 149.31, 1992, P.L. 15, a. 348 149.32, 1992, P.L. 15, a. 349 149.32.1, 1992, P.L. 15, a. 350 149.33, 1992, P.L. 15, a. 351 171, 1992, P.L. 42, a. 563 173.1, 1992, P.L. 15, a. 352 178.0.2, 1992, P.L. 15, a. 353 178.0.3, 1992, P.L. 15, a. 354 178.1-178.3, Ab., 1992, P.L. 15, a. 355 181, Ab., 1992, P.L. 42, a. 565
L.R.Q., c. S-7	Loi sur les shérifs	6, 1992, P.L. 42, a. 566
L.R.Q., c. S-11.011	Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec	23.4, 1992, P.L. 46, a. 1
L.R.Q., c. S-13	Loi sur la Société des alcools du Québec	17, 1992, P.L. 6, a. 1 24, 1992, P.L. 6, a. 2 25, 1992, P.L. 6, a. 3 25.1, 1992, P.L. 6, a. 4 29, 1992, P.L. 6, a. 5 30, 1992, P.L. 6, a. 6 32, 1992, P.L. 6, a. 7 35, 1992, P.L. 6, a. 8 35.4, 1992, P.L. 6, a. 9 38.1, 1992, P.L. 6, a. 10 38.2, 1992, P.L. 6, a. 11 39, 1992, P.L. 42, a. 568 40, Ab., 1992, P.L. 42, a. 569 41, 1992, P.L. 42, a. 570 42, 1992, P.L. 42, a. 571 43, 1992, P.L. 42, a. 572 44, Ab., 1992, P.L. 42, a. 573 46, Ab., 1992, P.L. 42, a. 574 47, 1992, P.L. 42, a. 575 48, Ab., 1992, P.L. 42, a. 576 54, 1992, P.L. 42, a. 577 55, Ab., 1992, P.L. 42, a. 578 55.5, 1992, P.L. 42, a. 579 61, 1992, P.L. 6, a. 12
L.R.Q., c. S-13.1	Loi sur la Société des loteries du Québec	27, Ab., 1992, P.L. 42, a. 580
L.R.Q., c. S-16.01	Loi sur la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud	6, 1992, P.L. 19, a. 8
L.R.Q., c. S-17.1	Loi sur la Société immobilière du Québec	21, 1992, P.L. 418, a. 1



Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. S-18.2	Loi sur la Société nationale de l'amiante	41, 1992, P.L. 42, a. 581
L.R.Q., c. S-25	Loi sur les sociétés d'agriculture	53, 1992, P.L. 42, a. 582
L.R.Q., c. S-25.1	Loi sur les sociétés d'entraide économique	121, 1992, P.L. 38, a. 693 195, Ab., 1992, P.L. 42, a. 584
L.R.Q., c. S-29	Loi sur les sociétés de fabrication de beurre et de fromage	9, 1992, P.L. 42, a. 586 10, Ab., 1992, P.L. 42, a. 587
L.R.Q., c. S-29.01	Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne	1, 1992, P.L. 38, a. 694 170, 1992, P.L. 38, a. 695 191, 1992, P.L. 38, a. 696 256, 1992, P.L. 42, a. 588 309, 1992, P.L. 42, a. 589 312, 1992, P.L. 42, a. 590 366, Ab., 1992, P.L. 42, a. 591
L.R.Q., c. S-29.1	Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise	8, 1992, P.L. 409, a. 1 12.2, 1992, P.L. 409, a. 2 15.0.1, 1992, P.L. 409, a. 3 15.0.2, 1992, P.L. 409, a. 4 16, 1992, P.L. 409, a. 5
L.R.Q., c. S-32.01	Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs	47, 1992, P.L. 42, a. 593
L.R.Q., c. S-32.1	Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma	71, Ab., 1992, P.L. 42, a. 594
L.R.Q., c. S-35	Loi sur les substituts du procureur général	3, 1992, P.L. 42, a. 595 4, 1992, P.L. 42, a. 596 9, 1992, P.L. 42, a. 597
L.R.Q., c. S-38	Loi sur les syndicats coopératifs	16, 1992, P.L. 38, a. 697 40, 1992, P.L. 38, a. 698 46, 1992, P.L. 38, a. 699 60, 1992, P.L. 42, a. 598
L.R.Q., c. T-7.1	Loi sur les terres agricoles du domaine public	52, Ab., 1992, P.L. 42, a. 600
L.R.Q., c. T-8.1	Loi sur les terres du domaine public	20, 1992, P.L. 38, a. 700
L.R.Q., c. T-11	Loi sur les titres de propriété dans certains districts électoraux	2, 1992, P.L. 24, a. 11 4.1, 1992, P.L. 24, a. 12 6, 1992, P.L. 24, a. 13; 1992, P.L. 38, a. 701
L.R.Q., c. T-11.01	Loi sur la transformation des produits marins	3, 1992, P.L. 15, a. 356 38, 1992, P.L. 42, a. 601 41, 43, 1992, P.L. 42, a. 602 44, 1992, P.L. 42, a. 603 50, Ab., 1992, P.L. 42, a. 604
L.R.Q., c. T-11.1	Loi sur le transport par taxi	35, 1992, P.L. 38, a. 702 39, 1992, P.L. 38, a. 703 73, 1992, P.L. 42, a. 605 74-77, 77.2, Ab., 1992, P.L. 42, a. 606 77.3, 1992, P.L. 42, a. 607 79, 1992, P.L. 42, a. 608

Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. T-12	Loi sur les transports	77.1, 1992, P.L. 42, a. 610 78, Ab., 1992, P.L. 42, a. 611 84, 1992, P.L. 38, a. 704 Ann. A, 1992, P.L. 55, a. 16
L.R.Q., c. T-15	Loi sur les travaux publics	Ab., 1992, P.L. 57, a. 75
L.R.Q., c. T-16	Loi sur les tribunaux judiciaires	1, 1992, P.L. 42, a. 612 2, 1992, P.L. 42, a. 613 3, 1992, P.L. 42, a. 614 4, 1992, P.L. 42, a. 615 4.1, 1992, P.L. 38, a. 705 73, 1992, P.L. 42, a. 616 115, 1992, P.L. 37, a. 31 122, 1992, P.L. 66, a. 94 124, 1992, P.L. 37, a. 32 158-164, 1992, P.L. 42, a. 617 165-213, Ab., 1992, P.L. 42, a. 617 219, 1992, P.L. 38, a. 706; 1992, P.L. 42, a. 618 223.1-223.8, 1992, P.L. 42, a. 619 224, 1992, P.L. 42, a. 620 232, Ab., 1992, P.L. 66, a. 95 232.1, 1992, P.L. 66, a. 96 237, 1992, P.L. 66, a. 97 244.11, 1992, P.L. 66, a. 98 273, 1992, P.L. 42, a. 621 Ann. I, 1992, P.L. 13, a. 1
L.R.Q., c. U-1	Loi sur l'Université du Québec	4, 1992, P.L. 38, a. 707
L.R.Q., c. V-1.1	Loi sur les valeurs mobilières	10.2, 1992, P.L. 38, a. 708 10.4, 1992, P.L. 38, a. 709 33, 1992, P.L. 32, a. 1 41, 1992, P.L. 15, a. 357 51, 1992, P.L. 32, a. 2 54, 1992, P.L. 32, a. 3 67, 1992, P.L. 32, a. 4 80.2, 1992, P.L. 32, a. 5 121, 1992, P.L. 32, a. 6 145, 1992, P.L. 32, a. 7 147, 1992, P.L. 32, a. 8 155.1, 1992, P.L. 32, a. 9 182.1, 1992, P.L. 32, a. 10 202, 1992, P.L. 32, a. 11 204, 1992, P.L. 32, a. 12 210, 1992, P.L. 42, a. 622 211, 1992, P.L. 42, a. 623 212, 1992, P.L. 32, a. 13 308, 1992, P.L. 32, a. 14 323.1, 1992, P.L. 32, a. 15 331, 1992, P.L. 32, a. 16
L.R.Q., c. V-3	Loi sur la vente des effets non réclamés	6, 1992, P.L. 42, a. 624 Ab., 1992, P.L. 38, a. 710
L.R.Q., c. V-5.01	Loi sur le vérificateur général	49, 1992, P.L. 42, a. 625
L.R.Q., c. V-5.1	Loi sur les villages cris et le village naskapi	25, 1992, P.L. 42, a. 626 32, 1992, P.L. 42, a. 627 41.1, 1992, P.L. 42, a. 628 42, 1992, P.L. 15, a. 358 48.1, 1992, P.L. 42, a. 629

Référence	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. V-6.1	Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik	67, 1992, P.L. 42, a. 630 149, 1992, P.L. 42, a. 631 150, 1992, P.L. 42, a. 632 175, 1992, P.L. 42, a. 633 334, 1992, P.L. 42, a. 634 335, 1992, P.L. 42, a. 635 351.1, 1992, P.L. 5, a. 1 362, 1992, P.L. 42, a. 636
L.R.Q., c. V-8	Loi sur la voirie	15.2, 1992, P.L. 42, a. 637 18, Ab., 1992, P.L. 42, a. 638 Remp., 1992, P.L. 57, a. 77
S.R., 1964, c. 270	Loi des décorateurs-ensembliers	8, 1992, P.L. 42, a. 639
1982, c. 24	Loi favorisant la poursuite des objets de La Ligue de taxis de Montréal Inc.	40, Ab., 1992, P.L. 42, a. 641
1982, c. 25	Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives	40, Ab., 1992, P.L. 38, a. 711
1983, c. 38	Loi sur les archives	65, 78, 79, Ab., 1992, P.L. 38, a. 712
1984, c. 42	Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval	121, 1992, P.L. 42, a. 642 122, 1992, P.L. 42, a. 643
1985, c. 32	Loi sur la Société de transport de la rive sud de Montréal	148, 1992, P.L. 42, a. 644 149, 1992, P.L. 42, a. 645
1986, c. 62	Loi modifiant le Code civil, la Loi sur les bureaux d'enregistrement et la Loi sur la division territoriale	3, Ab., 1992, P.L. 38, a. 713
1987, c. 80	Loi sur l'utilisation des produits pétroliers	64, 1992, P.L. 42, a. 647 73-75, Ab., 1992, P.L. 42, a. 648
1987, c. 85	Loi constituant la Commission des relations du travail et modifiant diverses dispositions législatives	39, 1992, P.L. 42, a. 649 47, Ab., 1992, P.L. 42, a. 650 51, 52, Ab., 1992, P.L. 42, a. 651
1987, c. 96	Code de procédure pénale	7, 1992, P.L. 15, a. 359 22, 1992, P.L. 15, a. 360 38, 1992, P.L. 15, a. 361 39, 1992, P.L. 15, a. 362 48, 1992, P.L. 15, a. 363
1987, c. 136	Loi sur la Corporation de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal	52, 1992, P.L. 4, a. 21
1989, c. 52	Loi sur les cours municipales et modifiant diverses dispositions législatives	67, 1992, P.L. 42, a. 652 81, 1992, P.L. 50, a. 18 83, 1992, P.L. 42, a. 652 84, 1992, P.L. 42, a. 653 137, Ab., 1992, P.L. 42, a. 654
1990, c. 4	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application du Code de procédure pénale	293, Ab., 1992, P.L. 42, a. 656 442, 1992, P.L. 42, a. 657 591, Ab., 1992, P.L. 42, a. 658 739, 1992, P.L. 42, a. 659 871, 1992, P.L. 42, a. 660 876, 1992, P.L. 42, a. 661

Référence	TITRE	Modifications
1990, c. 7	Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal	11, 1992, P.L. 407, a. 226 12, 1992, P.L. 407, a. 227 13, 1992, P.L. 407, a. 228 148, 1992, P.L. 407, a. 229 152, 1992, P.L. 407, a. 230 153, 1992, P.L. 407, a. 231 154, 1992, P.L. 407, a. 232 156, 1992, P.L. 407, a. 233 157, 1992, P.L. 407, a. 234 158, 1992, P.L. 407, a. 235 161, 1992, P.L. 407, a. 236 162, 1992, P.L. 407, a. 237 163, 1992, P.L. 407, a. 238 164, 1992, P.L. 407, a. 239 166, 1992, P.L. 407, a. 240 168, 1992, P.L. 407, a. 241 169, 1992, P.L. 407, a. 242
1990, c. 13	Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche	1, 1992, P.L. 23, a. 1 6, 1992, P.L. 23, a. 2 7.1, 1992, P.L. 23, a. 3 37, 1992, P.L. 23, a. 4 41.1, 1992, P.L. 23, a. 5 54, 1992, P.L. 23, a. 6 59, 1992, P.L. 23, a. 7 71, 1992, P.L. 23, a. 8 84, 1992, P.L. 23, a. 9 86, 1992, P.L. 23, a. 10 89, 1992, P.L. 23, a. 11 91, 1992, P.L. 23, a. 12 100.1, 1992, P.L. 23, a. 13 101, 1992, P.L. 23, a. 14 102.1, 1992, P.L. 23, a. 15 123, 1992, P.L. 23, a. 16 124, 1992, P.L. 23, a. 17 127, 1992, P.L. 23, a. 18 131, 1992, P.L. 23, a. 19 156, 1992, P.L. 23, a. 20 203, 1992, P.L. 23, a. 21
1990, c. 55	Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique	1, 1992, P.L. 15, a. 365 2, 1992, P.L. 15, a. 366 6, 1992, P.L. 15, a. 367 10, 1992, P.L. 15, a. 368 12, 1992, P.L. 15, a. 369
1990, c. 59	Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal	251, 1992, P.L. 407, a. 243
1991, c. 8	Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal	77, 1992, P.L. 407, a. 244 80, 1992, P.L. 407, a. 245
1991, c. 22	Loi prolongeant le mandat de certains administrateurs des conseils régionaux et des établissements publics dans le domaine de la santé et des services sociaux	Ab., 1992, P.L. 15, a. 364
1991, c. 25	Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal	67, 1992, P.L. 407, a. 246 68, 1992, P.L. 407, a. 247
1991, c. 32	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales	280, 1992, P.L. 55, a. 17 282, 1992, P.L. 55, a. 18 286, 1992, P.L. 55, a. 19

Référence	TITRE	Modifications
1991, c. 34	Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec	<b>Préambule</b> , 1992, P.L. 44, a. 1 1, 1992, P.L. 44, a. 2
1991, c. 37	Loi sur le courtage immobilier	<b>161</b> , Ab., 1992, P.L. 42, a. 662
1991, c. 41	Loi sur le plafonnement provisoire de la rémunération dans le secteur public	8, 1992, P.L. 37, a. 28 9, 1992, P.L. 37, a. 29 13, 1992, P.L. 37, a. 30
1991, c. 42	Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives	19, 1992, P.L. 15, a. 2 38, 1992, P.L. 15, a. 3 39, 1992, P.L. 15, a. 4 41, 1992, P.L. 15, a. 5 77, 1992, P.L. 15, a. 6 89, 1992, P.L. 15, a. 7 93, 1992, P.L. 15, a. 8 99.1, 1992, P.L. 15, a. 9 125, 1992, P.L. 15, a. 10 131, 1992, P.L. 15, a. 11 132, 1992, P.L. 15, a. 12 135, 1992, P.L. 15, a. 13 137, 1992, P.L. 15, a. 14 139, 1992, P.L. 15, a. 15 154, 1992, P.L. 15, a. 16 170, 1992, P.L. 15, a. 17 181.1, 181.2, 1992, P.L. 15, a. 18 182, 1992, P.L. 15, a. 19 186, 1992, P.L. 15, a. 20 193, 1992, P.L. 15, a. 21 206-208, 1992, P.L. 15, a. 23 209, 1992, P.L. 15, a. 24 219, 1992, P.L. 15, a. 25 223, 1992, P.L. 15, a. 26 224, 1992, P.L. 15, a. 27 225, 1992, P.L. 15, a. 28 226, 1992, P.L. 15, a. 29 259.1, 1992, P.L. 15, a. 30 262.1, 1992, P.L. 15, a. 31 283, 1992, P.L. 15, a. 32 299, 1992, P.L. 15, a. 33 319, 1992, P.L. 15, a. 34 340, 1992, P.L. 15, a. 35 350, 1992, P.L. 15, a. 36 359, 1992, P.L. 15, a. 37 361, 1992, P.L. 15, a. 38 371, 1992, P.L. 15, a. 39 375.1, 1992, P.L. 15, a. 40 397.1, 1992, P.L. 15, a. 41 398, 1992, P.L. 15, a. 42 405, 1992, P.L. 15, a. 43 414, 1992, P.L. 15, a. 44 421, 1992, P.L. 15, a. 45 431, 1992, P.L. 15, a. 46 454, 1992, P.L. 15, a. 47 463, 1992, P.L. 15, a. 48 464, 1992, P.L. 15, a. 49 471, 1992, P.L. 15, a. 50 489, 1992, P.L. 15, a. 51 505, 1992, P.L. 15, a. 52 506, 1992, P.L. 15, a. 53 506.1, 1992, P.L. 15, a. 54 507, 1992, P.L. 15, a. 55 510, 1992, P.L. 15, a. 56 522, 1992, P.L. 15, a. 57 527, 1992, P.L. 15, a. 58

Référence	TITRE	Modifications
1991, c. 42	Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives — <i>Suite</i>	539, Ab., 1992, P.L. 42, a. 663 544, 1992, P.L. 15, a. 59 551, 1992, P.L. 15, a. 60 554, 555, 1992, P.L. 15, a. 61 558, 1992, P.L. 15, a. 62 599, 1992, P.L. 15, a. 63 601, 1992, P.L. 15, a. 64 606, 1992, P.L. 15, a. 65 606.1, 1992, P.L. 15, a. 66 614-614.3, 1992, P.L. 15, a. 67 619.1-619.71, 1992, P.L. 15, a. 68 620, 1992, P.L. 15, a. 69
1991, c. 56	Loi sur le Conseil médical du Québec	3, 1992, P.L. 15, a. 370 17, 1992, P.L. 15, a. 371
1991, c. 64	Code civil du Québec	21, 423, 717, 726, 757, 948, 993, 1101, 1575, 1641, 1644, 1696, 2124, 2726, 2779, 2783, 2839, 2939, 2985, 3024, 3033, 3069, 3104, 3105, 3119, 3133, 1992, P.L. 38, a. 716
1991, c. 67	Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal	1, 1992, P.L. 15, a. 372 108, 1992, P.L. 15, a. 373 496, 1992, P.L. 6, a. 18 519, 1992, P.L. 38, a. 714 520, 1992, P.L. 38, a. 715 561, 571, 592, Ab., 1992, P.L. 407, a. 248
1991, c. 74	Loi modifiant la Loi sur le bâtiment et d'autres dispositions législatives	170, Ab., 1992, P.L. 42, a. 664
1992, c. 8	Loi sur le Conseil de la santé et du bien-être Code civil du Bas Canada	1, 1992, P.L. 15, a. 374 1650.1, 1992, P.L. 15, a. 71 1661, 1992, P.L. 15, a. 72 2081a, 1992, P.L. 27, a. 43 2173.1, Ab., 1992, P.L. 24, a. 8

Note: Pour de plus amples informations concernant l'utilisation de ce tableau, vous pouvez communiquer au numéro de téléphone (418) 643-2840.

La Direction de la législation  
Assemblée nationale

## INDEX

	Page
<b>A</b>	
Abus préjudiciables à l'agriculture – P.L. 42 .....	61
Accès aux documents des organismes publics et protection des renseignements personnels – P.L. 15, 38, 42.....	24, 55, 61
Accidents du travail – P.L. 42 .....	61
Accidents du travail et maladies professionnelles – P.L. 15, 35, 38, 42 .....	24, 50, 55, 61
Administrateurs des conseils régionaux et des établissements publics dans le domaine de la santé et des services sociaux, Loi prolongeant le mandat de certains, loi abrogée – P.L. 15 .....	24
Administration financière – P.L. 7, 15, 38, 45.....	18, 24, 55, 68
Administration régionale Kativik, villages nordiques et – P.L. 5, 42.....	16, 61
Adoption d'enfants, République populaire de Chine – P.L. 41.....	60
Affaires culturelles, Loi sur le ministère des, loi remplacée – P.L. 52 .....	73
Affaires régionales – P.L. 19 .....	31
Affaires sociales, commission – P.L. 42 .....	61
Affaires sociales, Loi sur le Conseil des, loi remplacée – P.L. 415.....	99
Agents de la paix en services correctionnels, régime de retraite – P.L. 4, 66, 404 ..	14, 83, 88
Agents de voyages – P.L. 11, 42.....	21, 61
Agriculture, abus préjudiciables – P.L. 42.....	61
Agriculture, pêcheries et alimentation, ministère – P.L. 42.....	61
Agriculture, sociétés – P.L. 42.....	61
Aide aux familles, allocations – P.L. 15, 42.....	24, 61
Aide financière aux étudiants – P.L. 15, 42.....	24, 61
Aide juridique – P.L. 42.....	61
Alcool, permis – P.L. 38 .....	55
Aliments, produits agricoles et produits marins – P.L. 15 .....	24
Allocation de retraite et prestations, versement – P.L. 47 .....	70
Allocations d'aide aux familles – P.L. 15, 42.....	24, 61
Aménagement et urbanisme – P.L. 38.....	55
Amendes, paiement – P.L. 42.....	61
Animaux, protection sanitaire – P.L. 42.....	61
Appareils sous pression – P.L. 42.....	61
Approvisionnements et services, ministère – P.L. 45 .....	68
Architectes – P.L. 42 .....	61
Archives – P.L. 15, 38, 42 .....	24, 55, 61
Arpenteurs-géomètres – P.L. 38 .....	55
Arthabaska, ville d' – P.L. 42.....	61
Artistes de la scène, du disque et du cinéma, statut professionnel et conditions d'engage- ment – P.L. 42.....	61
Artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature, statut professionnel – P.L. 42 .....	61
Assemblée nationale – P.L. 10.....	20
Assemblée nationale, conditions de travail et régime de retraite des membres – P.L. 66 .....	83
Assemblée nationale, Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l', titre modifié – P.L. 404 .....	88
Assurance automobile – P.L. 15, 38, 42.....	24, 55, 61

	Page
Assurance-dépôts – P.L. 42.....	61
Assurance-hospitalisation – P.L. 15.....	24
Assurance-maladie – P.L. 9, 15, 35, 38, 42.....	19, 24, 50, 55, 61
Assurance-prêts agricoles et forestiers – P.L. 27, 38.....	41, 55
Assurance-récolte – P.L. 42.....	61
Assurance-stabilisation des revenus agricoles – P.L. 18, 42.....	30, 61
Assurances – P.L. 38, 42.....	55, 61
Autochtones cris, inuit et naskapis, instruction publique – P.L. 15, 38, 42.....	24, 55, 61
Automobile, assurance – P.L. 15, 42.....	24, 61
Avenir politique et constitutionnel du Québec – P.L. 44.....	67

## B

Baie James et Nouveau-Québec, droits de chasse et de pêche – P.L. 42.....	61
Barrage-réservoir des Rapides des Cèdres – P.L. 54.....	75
Barreau – P.L. 38, 42.....	55, 61
Bâtiment – P.L. 38, 42.....	55, 61
Bâtiment, économie de l'énergie – P.L. 42.....	61
Beaconsfield, ville de – P.L. 42.....	61
Berthierville, ville de – P.L. 42.....	61
Beurre et fromage, sociétés de fabrication – P.L. 42.....	61
Bibliothèque nationale du Québec – P.L. 52.....	73
Bibliothèques publiques, Loi sur les, loi abrogée – P.L. 52.....	73
Biens culturels – P.L. 38, 42.....	55, 61
Biens en déshérence ou confisqués, Loi sur les, loi abrogée – P.L. 38.....	55
Bière et boissons gazeuses, permis de distribution – P.L. 42.....	61
Boissons alcooliques, infractions – P.L. 6, 15, 42.....	17, 24, 61
Boissons gazeuses et bière, permis de distribution – P.L. 42.....	61
Bombes lacrymogènes – P.L. 42.....	61
Bureau d'évaluation médicale, constitution – P.L. 35.....	50
Bureau de la statistique – P.L. 42.....	61
Bureaux d'enregistrement – P.L. 24, 27, 42.....	38, 41, 61
Bureaux d'enregistrement, Loi sur les, titre remplacé – P.L. 38.....	55
Bureaux de la publicité des droits, Loi sur les, nouveau titre – P.L. 38.....	55

## C

Cadastre – P.L. 24, 38.....	38, 55
Cadastre québécois, réforme – P.L. 24, 38.....	38, 55
Caisse de dépôt et placement du Québec – P.L. 16, 38.....	27, 55
Caisses d'entraide économique – P.L. 38, 42.....	55, 61
Caisses d'épargne et de crédit – P.L. 38, 42.....	55, 61
Camionnage – P.L. 42.....	61
Carburants, taxe – P.L. 42.....	61
Causes et circonstances des décès – P.L. 15, 42.....	24, 61
Centre de recherche industrielle du Québec – P.L. 38.....	55
Chambly, ville de – P.L. 42.....	61



Changement de nom et d'autres qualités de l'état civil, Loi sur le, loi abrogée	55
– P.L. 38 .....	55
Charte de la langue française – P.L. 15, 42, 141 .....	24, 61, 85
Charte de la Ville de Montréal – P.L. 22 .....	34
Charte des droits et libertés de la personne – P.L. 42 .....	61
Chasse et pêche, droits, territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec	61
– P.L. 42 .....	61
Chemins de colonisation – P.L. 42 .....	61
Chemins de colonisation, Loi sur les, loi abrogée – P.L. 57 .....	78
Chemins de fer – P.L. 38, 42 .....	55, 61
Chimistes professionnels – P.L. 42 .....	61
Chine, adoption d'enfants – P.L. 41 .....	60
Cimetières catholiques romains – P.L. 38 .....	55
Cimetières non catholiques – P.L. 42 .....	61
Cinéma – P.L. 42 .....	61
Circonscriptions électorales, recensement suivant la délimitation des – P.L. 65 .....	82
Cités et villes – P.L. 15, 22, 38, 42, 52, 57 .....	24, 34, 55, 61, 73, 78
Code civil, application de la réforme – P.L. 38 .....	55
Code civil – P.L. 27 .....	41
Code civil du Bas Canada – P.L. 15, 24 .....	24, 38
Code civil du Québec – P.L. 38 .....	55
Code civil, la Loi sur les bureaux d'enregistrement et la Loi sur la division territoriale, Loi modifiant le – P.L. 38 .....	55
Code de la sécurité routière – P.L. 15, 42, 57 .....	24, 61, 78
Code de procédure civile – P.L. 15, 38, 50 .....	24, 55, 71
Code de procédure pénale – P.L. 15, 42 .....	24, 61
Code de procédure pénale, application – P.L. 42 .....	61
Code des professions – P.L. 38, 42 .....	55, 61
Code du travail – P.L. 15, 42 .....	24, 61
Code municipal du Québec – P.L. 15, 22, 38, 42, 52, 57 .....	24, 34, 55, 61, 73, 78
Collèges d'enseignement général et professionnel – P.L. 38, 42 .....	55, 61
Commerce du pain – P.L. 42 .....	61
Commission des affaires sociales – P.L. 15, 42 .....	24, 61
Commission des relations du travail – P.L. 42 .....	61
Commission municipale – P.L. 38, 42 .....	55, 61
Commissions d'enquête – P.L. 15 .....	24
Communauté urbaine de l'Outaouais – P.L. 38, 42 .....	55, 61
Communauté urbaine de Montréal – P.L. 38, 42 .....	55, 61
Communauté urbaine de Québec – P.L. 1, 38, 42 .....	11, 55, 61
Communautés culturelles et immigration, ministère – P.L. 416 .....	100
Compagnies – P.L. 38, 42 .....	55, 61
Compagnies de flottage – P.L. 38, 42 .....	55, 61
Compagnies de gaz, d'eau et d'électricité – P.L. 42 .....	61
Compagnies de télégraphe et de téléphone – P.L. 42 .....	61
Compagnies et sociétés, déclarations – P.L. 42 .....	61
Compagnies étrangères – P.L. 42 .....	61
Compagnies, liquidation – P.L. 38, 42 .....	55, 61
Compagnies, renseignements – P.L. 42 .....	61

	Page
Conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale, Loi sur les, titre modifié – P.L. 404 .....	88
Conditions de travail et régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale – P.L. 66 .....	83
Connaissements, les reçus et les cessions de biens en stock, Loi sur les, loi abrogée – P.L. 38 .....	55
Conseil de la santé et du bien-être – P.L. 15 .....	24
Conseil de la santé et du bien-être, constitution – P.L. 415 .....	99
Conseil des affaires sociales, Loi sur le, loi remplacée – P.L. 415 .....	99
Conseil des aînés, institution – P.L. 51 .....	72
Conseil des arts et des lettres du Québec, institution – P.L. 53 .....	74
Conseil exécutif, ministère – P.L. 19 .....	31
Conseil médical du Québec – P.L. 15 .....	24
Conseil métropolitain de transport en commun – P.L. 42 .....	61
Conseil permanent de la jeunesse – P.L. 25 .....	39
Conservation et mise en valeur de la faune – P.L. 3, 42 .....	13, 61
Consignations et dépôts – P.L. 42 .....	61
Consommateur, protection – P.L. 38, 42, 141 .....	55, 61, 85
Constituts ou sur le régime de tenure, Loi sur les, loi abrogée – P.L. 38 .....	55
Construction de chemins, contribution municipale – P.L. 57 .....	78
Construction, entrepreneurs, qualification professionnelle – P.L. 38 .....	55
Construction, relations du travail, formation professionnelle et gestion de la main-d'oeuvre – P.L. 15, 42, 185 .....	24, 61, 87
Consultation populaire – P.L. 36, 65 .....	52, 82
Conventions collectives, décrets – P.L. 15, 42 .....	24, 61
Conventions collectives et rémunération, secteur public – P.L. 37 .....	54
Conventions collectives, régime de négociations, secteurs public et parapublic – P.L. 15, 408 .....	24, 94
Coopératives – P.L. 38, 42 .....	55, 61
Corporations de fonds de sécurité – P.L. 42 .....	61
Corporations municipales et intermunicipales de transport – P.L. 38, 42 .....	55, 61
Corporations, pouvoirs spéciaux – P.L. 38 .....	55
Corporations religieuses – P.L. 38 .....	55
Côte Saint-Luc, charte de la cité – P.L. 42 .....	61
Cour suprême, jugement, langue de la législation et de la justice – P.L. 34 .....	49
Cours municipales – P.L. 42, 50 .....	61, 71
Courses – P.L. 42 .....	61
Courtage immobilier – P.L. 38, 42 .....	55, 61
Créances, recouvrement – P.L. 11, 42 .....	21, 61
Crédit forestier – P.L. 27, 38, 42 .....	41, 55, 61
Crédit forestier par les institutions privées – P.L. 27, 38, 42 .....	41, 55, 61
Crédits, 1992-1993 – P.L. 2, 12, 39, 63, 419 .....	12, 22, 59, 81, 103
Cultes, liberté des – P.L. 42 .....	61
Culture, ministère – P.L. 52 .....	73
Curateur public – P.L. 15, 38, 42 .....	24, 55, 61

## D

Décès, causes et circonstances – P.L. 15, 42 .....	24, 61
Décorateurs-ensembliers – P.L. 42 .....	61
Décrets de convention collective – P.L. 15, 42 .....	24, 61
Dentistes – P.L. 15 .....	24
Dépôts et consignations – P.L. 42 .....	61
Dettes et emprunts municipaux – P.L. 7, 22, 42, 57 .....	18, 34, 61, 78
Développement scientifique et technologique du Québec – P.L. 42 .....	61
Distributeurs d'électricité, examen des plaintes – P.L. 42 .....	61
Distribution du gaz – P.L. 42 .....	61
District judiciaire de Laval, établissement – P.L. 13 .....	23
Districts électoraux, titres de propriété – P.L. 24, 38 .....	38, 55
Divertissements, Loi concernant les droits sur les, loi abrogée – P.L. 20 .....	32
Division territoriale – P.L. 38, 42 .....	55, 61
Domaine public, terres agricoles – P.L. 42 .....	61
Domaine public, terres – P.L. 38 .....	55
Dorval, ville de – P.L. 42 .....	61
Dossiers d'entreprises – P.L. 42 .....	61
Droit, Institut québécois de réforme du, constitution – P.L. 406 .....	90
Droits de chasse et de pêche, territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec – P.L. 42 .....	61
Droits des personnes handicapées – P.L. 15, 42 .....	24, 61
Droits et libertés de la personne, charte – P.L. 42 .....	61
Droits sur les divertissements, Loi concernant les, loi abrogée – P.L. 20 .....	32
Droits sur les mines – P.L. 42 .....	61
Droits sur les mutations immobilières – P.L. 38 .....	55
Droits sur les transferts de terrains – P.L. 38 .....	55

## E

École des Hautes Études Commerciales de Montréal, régime de retraite – P.L. 4 ...	14
Édifices publics, sécurité – P.L. 15, 42 .....	24, 61
Éducation, ministère – P.L. 141 .....	85
Effets non réclamés, Loi sur la vente des, loi abrogée – P.L. 38 .....	55
Effets non réclamés, vente – P.L. 42 .....	61
Églises, constitution de certaines – P.L. 38 .....	55
Églises protestantes autorisées à tenir des registres de l'état civil, Loi sur les, loi abrogée – P.L. 38 .....	55
Élections et référendums dans les municipalités – P.L. 15, 42 .....	24, 61
Élections scolaires – P.L. 15, 42 .....	24, 61
Électricité, distributeurs, examen des plaintes – P.L. 42 .....	61
Électricité et gaz dans certains immeubles, mode de paiement – P.L. 38, 42 .....	55, 61
Élus municipaux, régime de retraite – P.L. 66 .....	83
Employés du gouvernement et des organismes publics, régime de retraite – P.L. 47, 53, 66, 141 .....	70, 74, 83, 85
Employés publics – P.L. 42 .....	61
Emprunts et dettes, municipalités – P.L. 42, 57 .....	61, 78

	Page
Énergie dans le bâtiment, économie – P.L. 42 .....	61
Enfance, services de garde – P.L. 15, 33, 42 .....	24, 48, 61
Enfants, adoption, République populaire de Chine – P.L. 41.....	60
Enquêtes sur les incendies – P.L. 15, 42.....	24, 61
Enseignants, régime de retraite – P.L. 4, 37, 66, 141, 404.....	14, 54, 83, 85, 88
Enseignement général et professionnel, collèges – P.L. 38, 42 .....	55, 61
Enseignement privé – P.L. 141 .....	85
Enseignement privé, Loi sur l', loi remplacée – P.L. 141 .....	85
Enseignement supérieur et science, ministère – P.L. 141 .....	85
Entraide économique, caisses – P.L. 38, 42.....	55, 61
Entraide économique, sociétés – P.L. 38, 42.....	55, 61
Entreprise québécoise, sociétés de placements – P.L. 409.....	96
Entreprises, dossiers – P.L. 42 .....	61
Entreprises, petites et moyennes, augmentation du capital – P.L. 410.....	97
Entreprises québécoises, domaine du livre, développement – P.L. 15, 42, 52.....	24, 61, 73
Environnement, ministère – P.L. 38 .....	55
Environnement, qualité – P.L. 15, 38, 42, 61.....	24, 55, 61, 80
Espèces menacées ou vulnérables – P.L. 42.....	61
Établissements commerciaux, heures et jours d'ouverture – P.L. 15, 21, 42, 59 .....	24, 33, 61, 79
Établissements touristiques – P.L. 42.....	61
Étudiants, aide financière – P.L. 15, 42 .....	24, 61
Évêques catholiques romains – P.L. 38.....	55
Exécutif – P.L. 19 .....	31
Exhumations et inhumations – P.L. 38, 42 .....	55, 61
Explosifs – P.L. 42 .....	61
Expropriation – P.L. 38, 42 .....	55, 61

## F

F.T.Q. – P.L. 38.....	55
Fabriques – P.L. 38.....	55
Familles, allocations d'aide – P.L. 15, 42.....	24, 61
Faune, conservation et mise en valeur – P.L. 3, 42.....	13, 61
Fête nationale – P.L. 21 .....	33
Financement agricole – P.L. 38 .....	55
Financement agricole, Loi sur le, loi remplacée – P.L. 27 .....	41
Financement agricole, Société de, constitution – P.L. 27.....	41
Finances municipales – P.L. 55.....	76
Fiscalité municipale – P.L. 15, 38, 42, 55, 141 .....	24, 55, 61, 76, 85
Fonction publique – P.L. 19, 42 .....	31, 61
Fonctionnaires, régime de retraite – P.L. 4, 15, 19, 27, 53, 66, 404, 408.....	14, 24, 31, 41, 74, 83, 88, 94
Fondation de la faune du Québec – P.L. 3.....	13
Fonds de sécurité, corporations – P.L. 38, 42.....	55, 61
Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) – P.L. 38.....	55
Forêts – P.L. 38, 42.....	55, 61

## G

Gaz, distribution – P.L. 42 .....	61
Grains – P.L. 42 .....	61

## H

HEC, régime de retraite – P.L. 4 .....	14
Heures d'ouverture, établissements commerciaux – P.L. 15, 21, 42, 59.....	24, 33, 61, 79
Huissiers de justice – P.L. 42.....	61
Hull, ville de – P.L. 42.....	61
Hydro-Québec – P.L. 38.....	55

## I

Île Perrot, ville de l' – P.L. 42 .....	61
Immeubles, électricité et gaz, mode de paiement – P.L. 42 .....	61
Impôt sur la vente en détail – P.L. 407.....	91
Impôt sur le tabac – P.L. 42.....	61
Impôts – P.L. 15, 26, 38, 141, 407, 408.....	24, 40, 55, 85, 91, 94
Impôts fonciers, remboursement – P.L. 15, 26, 42, 407 .....	24, 40, 61, 91
Incendies, enquêtes – P.L. 15, 42 .....	24, 61
Infirmières et infirmiers – P.L. 15 .....	24
Infractions en matière de boissons alcooliques – P.L. 6, 15, 42.....	17, 24, 61
Ingénieurs – P.L. 38, 42.....	55, 61
Ingénieurs forestiers – P.L. 42 .....	61
Inhumations et exhumations – P.L. 38, 42 .....	55, 61
Innovatech – P.L. 28 .....	42
Inspecteur général des institutions financières – P.L. 38, 42.....	55, 61
Installations électriques – P.L. 42 .....	61
Institut québécois de réforme du droit, constitution – P.L. 406 .....	90
Instruction publique – P.L. 15, 17, 38, 42, 141 .....	24, 29, 55, 61, 85
Instruction publique pour autochtones cris, inuit et naskapis – P.L. 15, 38, 42....	24, 55, 61
Intermédiaires de marché – P.L. 42.....	61
Interprétation, Loi d' – P.L. 38.....	55

## J

Jeunesse, protection – P.L. 15, 38, 42 .....	24, 55, 61
Journaux et autres publications – P.L. 42 .....	61
Jugement, Cour suprême, langue de la législation et de la justice – P.L. 34.....	49
Jurés – P.L. 38, 42.....	55, 61
Justice, ministère – P.L. 38, 42 .....	55, 61

## L

Lachine, ville de – P.L. 42 .....	61
Langue française, charte – P.L. 42 .....	61
Langue, législation et justice – P.L. 34 .....	49
LaSalle, ville de – P.L. 42 .....	61
Laval, charte de la ville – P.L. 42 .....	61
Laval, district judiciaire, établissement – P.L. 13 .....	23
Laval, société de transport – P.L. 42 .....	61
Législation et justice, langue de la – P.L. 34 .....	49
Lemoyne, ville de – P.L. 42 .....	61
Liberté des cultes – P.L. 42 .....	61
Licences – P.L. 6, 407 .....	17, 91
Lieux publics, protection des non-fumeurs – P.L. 15, 42 .....	24, 61
Ligue de taxis de Montréal Inc., poursuite des objets – P.L. 42 .....	61
Liquidation des compagnies – P.L. 42 .....	61
Livres, développement des entreprises québécoises – P.L. 15, 42, 52 .....	24, 61, 73
Loi électorale – P.L. 15, 36, 42 .....	24, 52, 61
Loi médicale – P.L. 15 .....	24
Lois fiscales, administration des – P.L. 26 .....	40
Loisir, chasse et pêche, ministère – P.L. 42 .....	61
Longueuil, ville de – P.L. 42 .....	61
Loteries, concours publicitaires et appareils d'amusement – P.L. 38, 42 .....	55, 61

## M

Machines fixes, mécaniciens – P.L. 42 .....	61
Mackayville, charte de la ville – P.L. 42 .....	61
Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, Loi sur le ministère de la, titre remplacé – P.L. 408 .....	94
Main-d'oeuvre et sécurité du revenu, ministère – P.L. 408 .....	94
Main-d'oeuvre, formation et qualification professionnelles – P.L. 38, 42, 408 .....	55, 61, 94
Main-d'oeuvre, sécurité du revenu et formation professionnelle, ministère – P.L. 408 .....	94
Main-d'oeuvre, Société québécoise de développement de la, constitution – P.L. 408 ..	94
Mainmorte, Loi sur la, loi abrogée – P.L. 38 .....	55
Maires et conseillers des municipalités, régimes de retraite – P.L. 4 .....	14
Maitres électriciens – P.L. 38, 42 .....	55, 61
Maitres mécaniciens en tuyauterie – P.L. 38, 42 .....	55, 61
Malade mental, protection – P.L. 15, 38 .....	24, 55
Maladies professionnelles, accidents du travail et – P.L. 15, 35, 38, 42 .....	24, 50, 55, 61
Matériaux de rembourrage et articles rembourrés – P.L. 42 .....	61
Mécaniciens de machines fixes – P.L. 42 .....	61
Médecins vétérinaires – P.L. 42 .....	61
Mines – P.L. 38, 42, 57 .....	55, 61, 78
Mines, droits – P.L. 42 .....	61
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation – P.L. 42 .....	61
Ministère de l'Éducation – P.L. 141 .....	85
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science – P.L. 141 .....	85

	Page
Ministère de l'Environnement – P.L. 38.....	55
Ministère de la Culture – P.L. 52.....	73
Ministère de la Justice – P.L. 38, 42.....	55, 61
Ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, Loi sur le, nouveau titre – P.L. 408.....	94
Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, Loi sur le, titre remplacé – P.L. 408.....	94
Ministère des Affaires culturelles, Loi sur le, loi remplacée – P.L. 52.....	73
Ministère des Approvisionnements et Services – P.L. 45.....	68
Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration – P.L. 416.....	100
Ministère des Transports – P.L. 38, 42, 57.....	55, 61, 78
Ministère du Conseil exécutif – P.L. 19.....	31
Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche – P.L. 42.....	61
Ministère du Revenu – P.L. 26, 38, 42, 407.....	40, 55, 61, 91
Mise en marché, produits agricoles, alimentaires et de la pêche – P.L. 42.....	61
Montréal, charte de la ville – P.L. 22, 42, 52, 55.....	34, 61, 73, 76
Montréal, communauté urbaine – P.L. 42.....	61
Municipalités, dettes et emprunts – P.L. 7, 22, 42, 57.....	18, 34, 61, 78
Municipalités, élections et référendums – P.L. 15, 42.....	24, 61
Municipalités, finances – P.L. 55.....	76
Municipalités, fiscalité – P.L. 15.....	24
Musée des beaux-arts de Montréal – P.L. 38.....	55
Mutations immobilières, droits – P.L. 38.....	55

## N

Non-fumeurs dans certains lieux publics, protection – P.L. 42.....	61
Normes du travail – P.L. 15, 21, 42.....	24, 33, 61
Notariat – P.L. 15, 38, 42.....	24, 55, 61

## O

Office de planification et de développement du Québec, Loi sur l', loi abrogée – P.L. 19.....	31
Office du crédit agricole du Québec, remplacé – P.L. 27.....	41
Officiers de justice, salaires – P.L. 42.....	61
Optométrie – P.L. 15, 413.....	24, 98
Outaouais, communauté urbaine – P.L. 42.....	61

## P

Parc Forillon et ses environs – P.L. 57.....	78
Parcs – P.L. 42.....	61
Pêcheries et aquaculture commerciales – P.L. 42.....	61
Permis d'alcool – P.L. 38.....	55
Personnes handicapées, droits – P.L. 15, 42.....	24, 61

	Page
Pesticides – P.L. 42.....	61
Petites créances, recouvrement – P.L. 50.....	71
Pharmacie – P.L. 15, 38 .....	24, 55
Placements dans l'entreprise québécoise, sociétés de – P.L. 409.....	96
Plaintes, distributeurs d'électricité – P.L. 42 .....	61
Pluie, provocation artificielle – P.L. 42 .....	61
Police – P.L. 42 .....	61
Pomme de terre, prévention des maladies – P.L. 42 .....	61
Preuve photographique de documents, Loi sur la, loi abrogée – P.L. 38 .....	55
Procureur général, substituts – P.L. 42 .....	61
Producteurs agricoles – P.L. 42 .....	61
Produits agricoles, alimentaires et de la pêche, mise en marché – P.L. 23, 42.....	36, 61
Produits agricoles, produits marins et aliments – P.L. 15, 42 .....	24, 61
Produits laitiers et succédanés – P.L. 23, 42.....	36, 61
Produits marins, commercialisation – P.L. 42 .....	61
Produits marins, produits agricoles et aliments – P.L. 15, 42 .....	24, 61
Produits marins, transformation – P.L. 15, 42.....	24, 61
Produits pétroliers, utilisation – P.L. 42 .....	61
Protecteur du citoyen – P.L. 42 .....	61
Protection de la jeunesse – P.L. 15, 38, 42.....	24, 55, 61
Protection de la santé publique – P.L. 15, 38, 42.....	24, 55, 61
Protection des non-fumeurs dans certains lieux publics – P.L. 15 .....	24
Protection des personnes et des biens en cas de sinistre – P.L. 42.....	61
Protection du consommateur – P.L. 11, 38, 42, 141.....	21, 55, 61, 85
Protection du malade mental – P.L. 15, 38 .....	24, 55
Protection du territoire agricole – P.L. 38, 42, 57.....	55, 61, 78
Protection sanitaire des animaux – P.L. 42.....	61
Publicité le long des routes – P.L. 42, 57, 417.....	61, 78, 101

## Q

Qualité de l'environnement – P.L. 15, 38, 42, 61 .....	24, 55, 61, 80
Québec, charte de la ville – P.L. 42, 52.....	61, 73
Québec, communauté urbaine – P.L. 42.....	61

## R

Rapides des Cèdres, barrage-réservoir – P.L. 54 .....	75
Référendums dans les municipalités, élections et – P.L. 15 .....	24
Référendums et élections, municipalités – P.L. 42 .....	61
Régie de l'assurance-maladie du Québec – P.L. 38, 42, 407 .....	55, 61, 91
Régie du gaz naturel – P.L. 42 .....	61
Régie du logement – P.L. 38, 42 .....	55, 61
Régime de pension des membres de l'Assemblée nationale, Loi sur les conditions de travail et le, titre modifié – P.L. 404 .....	88
Régime de rentes du Québec – P.L. 15, 26, 38, 42, 407.....	24, 40, 55, 61, 91



Régime de retraite, agents de la paix en services correctionnels	
– P.L. 4, 66, 404 .....	14, 83, 88
Régime de retraite des élus municipaux – P.L. 66.....	83
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	
– P.L. 4, 15, 37, 47, 53, 66, 141, 404, 408 .....	14, 24, 54, 70, 74, 83, 85, 88, 94
Régime de retraite des enseignants	
– P.L. 4, 37, 66, 141, 404.....	14, 54, 83, 85, 88
Régime de retraite des fonctionnaires	
– P.L. 4, 15, 19, 27, 53, 66, 404, 408.....	14, 24, 31, 41, 74, 83, 88, 94
Régime de retraite et conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale	
– P.L. 66 .....	83
Régime de retraite pour certains employés de la Commission des écoles catholiques de Québec – P.L. 31 .....	45
Régime de retraite pour certains employés du Centre hospitalier de l'Université Laval – P.L. 31 .....	45
Régime des eaux – P.L. 38, 42.....	55, 61
Régimes complémentaires de retraite – P.L. 30, 38.....	43, 55
Régimes de retraite des secteurs public et parapublic – P.L. 4, 66.....	14, 83
Régimes de retraite, maires et conseillers des municipalités – P.L. 4.....	14
Régimes supplémentaires de rentes – P.L. 42.....	61
Registres de l'état civil, Loi sur la reconstitution des, loi abrogée – P.L. 38 .....	55
Règlements – P.L. 15, 38.....	24, 55
Relations du travail, formation professionnelle et gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction – P.L. 15, 42, 185 .....	24, 61, 87
Remboursement, matériaux et articles – P.L. 42 .....	61
Rémunération et conventions collectives, secteur public – P.L. 37 .....	54
Rémunération, secteur public, plafonnement provisoire – P.L. 37.....	54
Renseignements sur les compagnies – P.L. 42 .....	61
Rentes, régime – P.L. 15, 26, 42, 407.....	24, 40, 61, 91
Rentes, régimes supplémentaires – P.L. 42 .....	61
République populaire de Chine, adoption d'enfants – P.L. 41 .....	60
Réserves écologiques – P.L. 42 .....	61
Retraite, régimes complémentaires – P.L. 30, 38.....	43, 55
Revenu, ministère – P.L. 26, 38, 42, 407.....	40, 55, 61, 91
Revenus agricoles, assurance-stabilisation – P.L. 18, 42.....	30, 61
Richmond, charte de la ville – P.L. 42 .....	61
Rive sud de Montréal, société de transport – P.L. 42.....	61
Routes, publicité – P.L. 42, 57, 417 .....	61, 78, 101

## S

Sages-femmes, projets-pilotes – P.L. 15 .....	24
Saint-Léonard, ville de – P.L. 42 .....	61
Sainte-Agathe des Monts, ville de – P.L. 42 .....	61
Sainte-Thérèse, charte de la ville – P.L. 42.....	61
Santé et sécurité du travail – P.L. 15, 35, 38, 42 .....	24, 50, 55, 61
Santé et services sociaux, maintien des services essentiels – P.L. 15, 42 .....	24, 61

Santé publique, protection – P.L. 15, 38, 42 .....	24, 55, 61
Scotstown, ville de – P.L. 42 .....	61
Secteur public, conventions collectives et rémunération – P.L. 37 .....	54
Secteur public, rémunération, plafonnement provisoire – P.L. 37 .....	54
Secteurs public et parapublic, conventions collectives, régime de négociations – P.L. 15, 408 .....	24, 94
Secteurs public et parapublic, régimes de retraite – P.L. 4, 66 .....	14, 83
Sécurité dans les édifices publics – P.L. 15, 42 .....	24, 61
Sécurité dans les sports – P.L. 15, 42 .....	24, 61
Sécurité du revenu – P.L. 42 .....	61
Sécurité du revenu, Loi sur le ministère de la Main-d'oeuvre et de la, titre remplacé – P.L. 408 .....	94
Sécurité du transport terrestre guidé – P.L. 42 .....	61
Sécurité routière, Code de la – P.L. 15, 42 .....	24, 61
Sépulture et services funéraires, arrangements préalables – P.L. 42 .....	61
Services correctionnels, agents de la paix, régime de retraite – P.L. 66 .....	83
Services de garde à l'enfance – P.L. 15, 33, 42 .....	24, 48, 61
Services de santé et services sociaux – P.L. 15, 42 .....	24, 61
Services essentiels, maintien, secteur de la santé et des services sociaux – P.L. 15, 42 .....	24, 61
Services funéraires et sépulture, arrangements préalables – P.L. 42 .....	61
Services sociaux, santé et, maintien des services essentiels – P.L. 15 .....	24
Services sociaux, services de santé et – P.L. 15, 42 .....	24, 61
Shérifs – P.L. 42 .....	61
Sinistre, protection des personnes et des biens – P.L. 42 .....	61
Société de développement industriel du Québec – P.L. 410 .....	97
Société de financement agricole, constitution – P.L. 27 .....	41
Société de l'assurance automobile du Québec – P.L. 46 .....	69
Société de transport de la rive sud de Montréal – P.L. 42 .....	61
Société de transport de la Ville de Laval – P.L. 42 .....	61
Société des alcools du Québec – P.L. 6, 42 .....	17, 61
Société des loteries du Québec – P.L. 42 .....	61
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud – P.L. 19 .....	31
Société immobilière du Québec – P.L. 418 .....	102
Société Innovatech du Grand Montréal, constitution – P.L. 28 .....	42
Société nationale de l'amiante – P.L. 42 .....	61
Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre, constitution – P.L. 408 ..	94
Sociétés d'agriculture – P.L. 42 .....	61
Sociétés d'entraide économique – P.L. 38, 42 .....	55, 61
Sociétés d'épargne et sociétés de fiducie – P.L. 42 .....	61
Sociétés de fabrication de beurre et de fromage – P.L. 42 .....	61
Sociétés de fiducie et sociétés d'épargne – P.L. 38, 42 .....	55, 61
Sociétés de placements dans l'entreprise québécoise – P.L. 409 .....	96
Sports, sécurité – P.L. 15, 42 .....	24, 61
Statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature – P.L. 42 .....	61
Statut professionnel et conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma – P.L. 42 .....	61
Substituts du procureur général – P.L. 42 .....	61
Syndicats coopératifs – P.L. 38, 42 .....	55, 61

## T

Tabac, impôt – P.L. 42.....	61
Taxe de vente du Québec – P.L. 6, 15, 38, 407.....	17, 24, 55, 91
Taxe sur les carburants – P.L. 42.....	61
Taxi, transport par – P.L. 38, 42.....	55, 61
Témoins de la Couronne, paiement – P.L. 42.....	61
Terrains, droits sur les transferts – P.L. 38.....	55
Terres agricoles, acquisition par des non-résidents – P.L. 38, 42.....	55, 61
Terres agricoles du domaine public – P.L. 42.....	61
Terres du domaine public – P.L. 38.....	55
Territoire agricole, protection – P.L. 38, 42, 57.....	55, 61, 78
Transport, corporations municipales et intermunicipales – P.L. 42.....	61
Transport en commun, conseil métropolitain – P.L. 42.....	61
Transport par taxi – P.L. 38, 42.....	55, 61
Transport terrestre guidé, sécurité – P.L. 42.....	61
Transports – P.L. 38, 42, 55.....	55, 61, 76
Transports, ministère – P.L. 38, 42, 57.....	55, 61, 78
Travail, accidents – P.L. 42.....	61
Travail, normes – P.L. 15, 21, 42.....	24, 33, 61
Travail, santé et sécurité – P.L. 15, 35, 38, 42.....	24, 50, 55, 61
Travaux publics, Loi sur les, loi abrogée – P.L. 57.....	78
Tribunaux judiciaires – P.L. 13, 37, 38, 42, 66.....	23, 54, 55, 61, 83
Tuyauterie, installations – P.L. 42.....	61
Tuyauterie, maîtres mécaniciens – P.L. 42.....	61

## U

Université du Québec – P.L. 38.....	55
-------------------------------------	----

## V

Valeurs mobilières – P.L. 15, 32, 38, 42.....	24, 47, 55, 61
Vente en détail, impôt – P.L. 407.....	91
Vérificateur général – P.L. 42.....	61
Villages cris et village naskapi – P.L. 15, 42.....	24, 61
Villages nordiques et Administration régionale Kativik – P.L. 5, 42.....	16, 61
Ville de Laval, société de transport – P.L. 42.....	61
Ville de Montréal, charte – P.L. 22.....	34
Voirie – P.L. 42, 57.....	61, 78
Voirie, Loi sur la, loi remplacée – P.L. 57.....	78

## W

Westmount, ville de – P.L. 42.....	61
------------------------------------	----